

ARCHIVES NATIONALES DU MONDE DU TRAVAIL

PIÈCES ISOLÉES SUR SUPPORT PAPIER

Répertoire méthodique

établi par

Raphaël BAUMARD, conservateur du patrimoine
Laurence BENOIST, chargée d'études documentaires
Romain BENOÎT, vacataire
Françoise BOSMAN, conservateur du patrimoine
Georges BOURGIN, conservateur du patrimoine
Sébastien DOBROWOLSKI, stagiaire,
Andrée-Marie DORMION, secrétaire de documentation
Bertrand GILLE, conservateur du patrimoine
Isabelle GUÉRIN-BROT, conservateur du patrimoine
Isabelle HASSELIN-ROUS, chargée d'études documentaires
Catherine JAKUBOWSKI, secrétaire de documentation
Martine LE ROC'H MORGÈRE, conservateur du patrimoine
Valentine LEIGNEL, stagiaire
Gersende PIERNAS, chargée d'études documentaires
Quentin VANVINCQ, stagiaire
Elsa VIGNIER, responsable de la régie des fonds
Simon VÉROVE, stagiaire

Roubaix

2002-2017

FICHE D'IDENTIFICATION

Intitulé :

Pièces isolées sur support papier

Niveau de description :

Fonds

Dates extrêmes :

XVII^e siècle – années 2010

Producteur :

Tous les types de producteurs sont représentés parmi les pièces isolées : particuliers, entreprises, syndicats, organismes professionnels, associations, etc.

Modalité d'entrée :

Dons, achats et revendications d'archives publiques

Importance matérielle :

24.50 ml

Langue des documents :

Très majoritairement en français

Localisation physique :

Archives nationales du monde du travail, 78 boulevard du Général Leclerc, 59 100 ROUBAIX

Conditions d'accès :

Fonds librement communicable, sauf exception et hors réserves sur l'état matériel des documents (voir le corps de l'instrument de recherche). **Les pièces numérisées ne sont communicables que sous forme de copies numériques.**

Conditions de reproduction :

Fonds librement reproductible, hors réserves sur l'état matériel des documents (voir le corps de l'instrument de recherche).

Voir en salle de lecture pour les conditions de réutilisation (publication, exposition, diffusion).

INTRODUCTION

Historique ou biographie du producteur

Tous les types de producteurs sont représentés parmi les pièces isolées : particuliers, entreprises, syndicats, organismes professionnels, associations, etc.

Présentation de l'entrée et historique de la conservation

L'expression « pièces isolées sur support papier » désigne les documents ou fonds dont, en général, le volume n'excède pas un carton d'archives et se présentant sous un format traditionnel (liasses, dossiers, registres manuscrits ou imprimés). Ces entrées sont trop modestes quantitativement pour que leur soit à chaque fois attribué un instrument de recherche distinct : elles font donc l'objet d'un unique inventaire, qui est présenté ici.

Ces pièces isolées ont pu entrer aux ANMT selon différentes modalités : propositions de dons, achats en ventes aux enchères ou de gré à gré, revendications d'archives publiques. Pour les achats, la collecte a souvent été organisée et axée sur les thématiques des expositions présentées pendant cette période, en particulier « À Fond(s) la photo. Photos et photothèques dans les archives économiques et sociales » (2014), « Vies de cheval. Du fond de la mine aux jeux équestres » (2014) et « Bonjour Collègues ! La convivialité au travail, de la fête des médaillés à la pause café » (2015).

Contenu du fonds

Le présent instrument de recherche regroupe la totalité des pièces isolées sur support papier entrées par voie extraordinaire (achats ou dons) aux Archives nationales du monde du travail. S'y joignent quelques exemples de revendications au titre de la législation sur les archives publiques (*Code du patrimoine*).

Mode de classement, éliminations

Différentes pratiques de cotation ont été adoptées au fil du temps et des évolutions dans l'organisation des Archives nationales du monde du travail.

– De 2002 à 2012, toutes les pièces isolées entrées aux ANMT étaient enregistrées sous le numéro unique 2002 026 (hors formats spécifiques : iconographie, objets, enregistrements sonores et audiovisuels) : voir à ce sujet les instruments de recherche qui leur sont dédiés.

– Entre avril 2012 et décembre 2016, chaque entrée de pièces isolées a reçu un n° d'entrée spécifique correspondant au millésime et à un numéro d'ordre comme n'importe quelle entrée aux ANMT.

– Depuis 2017, les nouvelles pièces isolées sont intégrées à une série spécifiquement dédiée dite « PI », dont chaque entrée constitue une sous-série (soit PI_0001, PI_0002, etc.).

Les analyses de ces pièces isolées ont été rédigées au fil du temps par de nombreux personnels des ANMT : elles sont rassemblées dans le présent répertoire, réorganisé de manière méthodique en 2017 par Simon Vérove, stagiaire en Master 1 Archivistique et monde du travail, sous la direction de Raphaël Baumard, conservateur du patrimoine. Il constitue un instrument de recherche unique présentant la totalité des pièces isolées sur support papier de manière méthodique, c'est-à-dire par ordre alphabétique des producteurs ou des thèmes. Il a vocation à être régulièrement complété au gré des nouvelles acquisitions des ANMT. L'ordre alphabétique des noms d'entreprises ou organismes est respecté de manière stricte (ex : « Établissements Agache fils » est classé au sein de la lettre « E »), tandis que les noms de personnes sont classés par ordre alphabétique des noms de famille.

Les pièces isolées cotées 2002_026_028, 048, 166 et 168 ont été éliminées lors de la création de cet instrument de recherche en 2017, n'ayant pas vocation à être conservées car n'ayant pas d'intérêt historique ou n'ayant pas trait à la thématique du monde du travail. Les doublons ont également été éliminés à cette occasion.

TABLE DES SIGLES

ACEC	Ateliers de constructions électriques de Charleroi
ACENER	Association des comités d'entreprises de Nantes et région
AFIM	Association française des informaticiens et des mécanographes
AFIN	Association française des informaticiens
AFM	Association française de la mécanographie
AMDBA	Avions Marcel Dassault – Breguet aviation
BCE	Banque centrale européenne
BNCI	Banque nationale pour le commerce et l'industrie
BNP	Banque nationale de Paris
BTT	Blanchisserie et teinturerie de Thaon
CAMIF	Centrale d'achat et mutuelle des instituteurs de France
CDF	Charbonnages de France
CEP	Comptoir d'escompte de Paris
CES	Confédération européenne des syndicats
CFA	Coopérateurs de Flandre et d'Artois
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFE-CGC	Confédération française de l'encadrement – Confédération générale des cadres
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGIT	Compagnie générale industrielle de transports
CGT	Confédération générale des travailleurs
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CHS	Centre d'histoire sociale du XX ^e siècle
CNCA	Chambre nationale du commerce de l'automobile
CNEP	Comptoir national d'escompte de Paris
CNPA	Conseil national des professions de l'automobile
CNPF	Conseil national du patronat français
CRN	Coopérative régionale du Nord
CSCA	Chambre syndicale du commerce de l'automobile
CSNCRA	Chambre syndicale nationale du commerce, de la réparation, du garage, de l'entretien et du ravitaillement de l'automobile
CSNCRA	Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation de l'automobile
CTA	Comptoir des textiles artificiels
CTICM	Centre technique et industriel de la construction métallique
EDF	Électricité de France
FLN	Front de libération nationale
FO	Force ouvrière
FTP-MOI	Francs-tireurs et partisans – Main d'œuvre immigrée
GAN	Groupe des assurances nationales
HBNPC	Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais
IWC	<i>International watch co.</i> Schaffhausen
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne

JOCF	Jeunesse ouvrière chrétienne féminine
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
MLO	Mouvement de libération ouvrière
MLP	Mouvement de libération du peuple
MNCR	Mouvement national contre le racisme
OSE	Œuvre de secours aux enfants
PCF	Parti communiste français
PSA	Peugeot société anonyme
SACM	Société alsacienne de constructions mécaniques
SCMF	Syndicat de la construction métallique de France
SEBC	Système européen des banques centrales
SECIM	Société pour l'étude et la construction d'installations métallurgiques
SEITA	Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes
SNBDHV	Société nouvelle bonneterie des hautes voies
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
TELB	Compagnie des tramways électriques de Lille et sa banlieue
UJRE	Union des juifs pour la résistance et l'entraide

CORPS DU RÉPERTOIRE

Papiers et petits fonds

(classement par ordre alphabétique des producteurs)

Aciéries Au soleil

Notice historique : Cet établissement n'a pu être localisé. Le registre décrit ci-dessous prouve que les ventes de l'aciérie s'étendaient à la plus grande partie de la France.

Origine : achat des Archives nationales auprès de Mlle d'Englesqueville le 15 janvier 1965 sous le numéro 1937 (cote primitive : 101 AQ 4 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1824-1826.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Isabelle Brot, complété par Françoise Bosman.

2002 026 122 Livre journal des Aciéries Au Soleil.

octobre 1824 – décembre 1826

Renseigne sur la clientèle et la production, notamment : construction du canal de Bourgogne, Ministère de la Guerre, atelier de précision de l'artillerie de Paris, Compagnie des Mines de fer de Saint-Étienne, directeur d'artillerie de Perpignan, Hôtel des Monnaies de Paris, Mlle Georges pour le théâtre, étrennes de Madame la Dauphine...

Ardoisières du Plessix, Coësmes (Ille-et-Vilaine)

*Notice historique*¹ : Les ardoisières du Plessix sont créées en 1840, et exploitées par la Société des ardoisières d'Anjou siégeant à Angers. L'ardoise fabriquée à Coësmes rencontre un succès immédiat, de telle sorte que les ardoisières emploient 64 ouvriers en 1872, et produisent 1 322 500 ardoises en 1903. De 1907 à 1928, les ardoisières du Plessix emploient environ 200 salariés, qui entreprennent de nombreux mouvements sociaux au cours de cette période, dont trois grèves pour la hausse du salaire journalier, respectivement en 1907, 1912 et 1919. Face à la raréfaction de leurs débouchés, les ardoisières adoptent un système à chômage partiel en 1930, suivi du licenciement d'une partie de leurs effectifs en 1932, et de la cessation de leur activité l'année suivante. À l'origine répartis sur 10 ha, les bâtiments d'exploitation des ardoisières ont été, pour la plupart, détruits au début des années 1950.

Origine : achat en vente aux enchères chez Delorme & Collin du Bocage.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1883-1927.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 064 03 Correspondance arrivée.

Correspondance adressée au directeur des Ardoisières (1883-1927), Louis Vierron² (directeur, 1883-1909), à J. Pagnard (ingénieur, 1886), Guffroy (directeur, 1909-1912) : commandes, factures, reçus sur papiers à en-tête, 1883, 1886-1888, 1890-1898, 1900-1907, 1909-1914, 1918, 1920-1921, 1926-1927.

Documents extraits des archives des ardoisières par un collectionneur de papiers à en-tête : joint autres papiers à en-tête ne concernant pas les ardoisières³.

¹ Cet historique s'appuie sur l'Inventaire général du patrimoine culturel ;

URL : http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/mersri_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD_1=REF&VALUE_1=IA35000549

² 17 novembre 1834 – Noyal/Brutz (4Décédé le 3 janvier 1915 – Retiers(35)

³ Gustave Schivre, serrurerie pour boulangers et pâtisseries, 18.. ; coutellerie et armurerie Jégu Dinomais fils, Craon, 19.. ; A. Cholet-Enoch, beurre, œufs, Caulnes, 192. ; veuve Lecoq, charbon et bois de chauffage, Dinan, 1930 ; fabrique de chaussures F^{ts} Alainmat, Rennes, 1950.

Association des comités d'entreprises de Nantes et région

Notice historique : L'Association des comités d'entreprises de Nantes et région est fondée en 1983 par la CFDT et quelques comités d'entreprises. Elle compte, en 2017, plus de 200 adhérentes, et siège au 15, rue Jean Moulin, à Nantes (Loire-Atlantique). Elle a pour objet le développement et les réalisations communes des comités d'entreprises, afin de promouvoir leurs activités sociales.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 021/4 ACENER⁴ : brochure *Un regroupement de comités d'entreprise, au service des CE, au bénéfice des salariés, pour développer la vie sociale et culturelle*, 12 pages.

s.d.

Association française de la mécanographie (1947-1970) puis Association française des informaticiens (1970-1990), 54 rue Saint-Lazare, Paris (9^e)

*Historique*⁵ : L'Association française de la mécanographie est créée en 1950, avec pour objectif de rassembler les personnes contribuant au fonctionnement des matériels électrotechniques, dits de mécanographie, et de nouer des liens avec l'Association européenne des mécanographes. Rapidement, l'AFM publie la *Revue de la mécanographie* à destination de ses membres. À la fin des années 1960, avec les débuts des méthodes de programmation informatique, les mécanographes se reconvertisent dans la programmation. L'AFM organise alors des séances et des journées de formation et d'information permettant des échanges d'expériences au sein d'une profession en profonde mutation. Si la première génération d'ordinateurs est assez proche des matériels mécanographiques, le personnel informatique constitue, peu à peu, une profession à part entière. En conséquence, l'AFM devient AFIM (Association française des informaticiens et mécanographes), puis AFIN (Association française des informaticiens), nom qu'elle conserve jusqu'à sa disparition en 1990. Le déclin des adhésions à l'AFIN est provoqué par la formation aux nouvelles techniques des ingénieurs au sein d'écoles généralistes, mais aussi par l'offre de matériels et de logiciels mieux structurés de la part des fabricants. Le pic des adhésions à l'Association est donc atteint dès les années 1970-1975, avec plus de 2 500 adhérents annuels.

Origine : don à l'État en janvier 2010 de Charles des Cognets.

Importance matérielle : 9 petits dossiers.

Dates extrêmes : 1947-1976 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman puis Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 111/1 Historique des deux associations successives par Charles des Cognets, ancien membre du conseil d'administration.

s.d.

Association française des mécanographes.

2002 026 111/2 Statuts : formulaires de la Préfecture de police de Paris, correspondance, notes, reconnaissance d'utilité publique, modifications statutaires successives.

1947-1969

⁴ Association créée en 1982 à l'initiative de l'union locale CFDT de Nantes (Loire-Atlantique).

⁵ Cet historique s'appuie la notice de Charles des Cognets [2002 026 111/1].

2002 026 111/3	Conseil d'administration : registre manuscrit des séances tenues par l'Association française de mécanographie (mai-novembre 1964), documents préparatoires aux conseils et aux bureaux par l'Association française des informaticiens (1974-1976).	1964-1976
2002 026 111/4	Comptes financiers : bilans (1960-1962), budgets (1962-1964), carte de membre actif pour l'année 1964.	1960-1964
2002 026 111/5	Sections régionales et relations avec le Ministère de l'Éducation nationale : correspondance reçue et envoyée par l'Association.	1961-1963
Association française des informaticiens.		
2002 026 111/6	Rapport d'enquête <i>Informaticiens, qui êtes-vous, et où allez-vous ?</i>	1974
2002 026 111/7	– <i>O 1 Informatique Hebdo</i> : journal. – <i>Bulletin de liaison AFIn.</i>	1973-1974 1976
2002 026 111/8	<i>Annuaire des informaticiens.</i> Seule publication, cet annuaire regroupe les noms de la plupart des professionnels de l'époque. Il présente aussi un contrat-type entreprise-société de service, une lettre-type d'embauche d'informaticien et une charte intra-entreprise définissant les règles d'éthique à respecter par ce type de personnel, car – à l'époque – il n'était pas considéré comme un employé standard. Des débats eurent d'ailleurs lieu sur la nécessité de militer pour un « ordre des informaticiens » comparable à ceux de certaines professions.	1972
2002 026 111/9	Adhérents : carte de membre.	1984
Documentation.		
2002 026 111/10	Association française pour la cybernétique économique et technique (AFCET) : annuaire.	1972
2002 026 111/11	Société de statistique de Paris : programme du dîner-débat du 16 janvier 1975.	1975

Association professionnelle belge des journalistes sportifs

Notice historique : Fondée en 1913, l'Association professionnelle belge des journalistes sportifs organise les aspects pratiques de la presse sportive belge.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 2010

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 163/1	Publication : memento.	2010
-----------------------	------------------------	------

Association technique pour l'utilisation du lin, Centre de recherches des industries linières et Fédération nationale des coopératives linières

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Dates extrêmes : 1958.

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 024/1 Brochure de compte rendu d'un voyage d'études effectué en Pologne, 112 pages.

Juin 1958

Ateliers et chantiers de France (Dunkerque)

Historique : Les Ateliers et chantiers de France sont créés en 1898 à Dunkerque : ils constituent jusqu'à leur fermeture en 1987 l'un des principaux chantiers navals civils en France.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard.

022 Reconversion du paquebot « Félix Roussel » après son utilisation comme transports de troupes pendant la Seconde Guerre mondiale. - Remise à la Compagnie des messageries maritimes dans le port de Dunkerque le 1^{er} septembre 1950 : procès-verbal de remise et procès-verbal de recettes (copies), plans du navire.

1950

Ateliers de construction J. Longtain, Verviers (Belgique)

Origine : Norbert Thio, de Watrelos, ancien contremaître de la société de teinturerie-apprêts Liénart Walnier à Tourcoing, a fait don au Centre des archives du monde du travail, en février 2003, d'un catalogue de publicité des Ateliers de construction J. Longtain de Verviers en Belgique.

Norbert Thio a trouvé ce catalogue dans les locaux de son ancienne entreprise, fermée en 1980, et a pris ce document comme souvenir : la société Liénart Walnier a fait livrer jadis par ce constructeur belge une machine à lainer qui fut conservée dans ses ateliers.

Importance matérielle : 1 brochure.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Andrée-Marie Dormion.

2002 026 003 Ateliers de construction de J. Longtain, Verviers, Belgique : catalogue de publicité présentant les machines d'apprêts construites par la société : planches avec photographie, nom et principales caractéristiques des machines (16 planches noir et blanc, sans date) et insérés entre les planches, deux prospectus de publicité d'une presse à cylindre continue pour draps et étoffes et d'une laineuse à un tambour, dite "ballon" ainsi que deux plans, sur papier bleu, de deux machines à lainer respectivement à un et deux tambours et à deux et quatre touches à tension.

s.d.

Ateliers de constructions Fernand Maton

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1912.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 036/1 Ateliers de constructions Fernand Maton, 12-14, rue des Meuniers à Lille (Nord) : catalogue.

1912

Ateliers de construction Tennerie

Contenu : Il s'agit d'un ensemble de correspondances reçues par Ed. Tennerie, directeur des Ateliers. Cette correspondance concerne, entre autres, la fourniture de pièces et machines-outils industrielles au secteur de l'armement durant la Première Guerre mondiale.

Origine : fonds en déshérence en 2011.

Importance matérielle : 5 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1914-1939.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 162/1 Fourniture de pièces et machines-outils industrielles : correspondance.

1914-1926

2002 026 162/2-4 Marché avec la mission militaire polonaise d'achats : notes, avis de crédit, procès-verbaux.

1925-1926

2 Marché PMWZ n°126. 1925.

3 Marché PMWZ n°462. 1925-1926.

4 Marché PMWZ n°494. 1926.

2002 026 162/5 Fabrication de machines. – Demande d'informations complémentaires : correspondance.

1926-1939

Ateliers mécaniques du Douaisis⁶

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 036/3 Catalogue.

s.d. (années 1970)

AXA France⁷

Notice historique : Axa est une entreprise issue de la fusion de plusieurs sociétés d'assurance, dont l'Ancienne mutuelle de Rouen, créée en 1817 et issue de la Compagnie mutuelle contre l'incendie, spécialisée dans la couverture des risques agricoles en Normandie. Le groupe Ancienne mutuelle naît en 1946 de la fusion de

⁶ 6, boulevard Louis Bréguet, Douai (Nord).

⁷ 15, rue du Commandant Rivière, Suresnes (Hauts-de-Seine).

plusieurs mutuelles. En 1975, Claude Bébéar, employé par l'Ancienne mutuelle depuis 1958, prend la direction du groupe, renommé « Mutuelles unies » en 1978, et accélère son développement. En 1982, Mutuelles unies rachète le groupe Drouot et devient, en 1985, Axa. Dans la seconde moitié des années 1980, Axa rachète plusieurs mutuelles d'assurance, dont la Providence et le Secours en 1986, la Compagnie du Midi en 1989, et devient le deuxième assureur français. Par la suite, Axa entre sur le marché états-unien en entrant dans le capital de *The equitable* en 1991 ; de la même manière, Axa entre sur le marché australien en recapitalisant *National mutual life insurance company* en 1994. En 1996, Axa fusionne avec UAP, et devient le premier assureur mondial. Grâce à de nouvelles acquisitions au cours des années 2000, Axa demeure, en 2017, le deuxième assureur mondial.

Origine : don anonyme d'un salarié d'AXA en 2006.

Importance matérielle : 5 brochures et revues.

Dates extrêmes : 1983-2002.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

Documentation imprimée.

2002 026 072/1	Consultation du comité d'établissement d'AXA sur la nouvelle organisation : tiré-à-part de 406 pages.	Mai 2002
2002 026 072/2	<i>L'organisation et la compétitivité des entreprises</i> , panorama international d'expériences réussies : tiré-à-part de 127 pages.	1996
2002 026 072/3	ARIADE – 2 et 4, rue René Bazin à Paris (6e). <i>La qualité à Uni-Europe</i> : tiré-à-part de 74 pages et annexes.	s.d.
2002 026 072/4	Ahmed Silem et Gérard Martinez. <i>Information des salariés et stratégies de communication</i> , Les éditions d'organisation, 175 pages, édition photocopiée.	1983
2002 026 072/5	Victor Prévot. <i>À quoi sert la géographie ?</i> Éditions Le Centurion, 77 pages, édition photocopiée.	s.d.
2002 026 072/6	<i>Info-Eco</i> , publication mensuelle du Secteur économique de la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO).	Mars 1997-octobre 2001

Bahans (Pierre), négociant en tissus à Bordeaux

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1832-1835.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2015 008 002 Correspondance arrivée.

9 lettres avec échantillons de tissu collés ou épinglés extraites de la correspondance arrivée de Pierre Bahans aîné rue Bouquière puis rue Poitevine, Bordeaux :

- Médard, Paris 5 juillet 1832 ;
- Peyronne sœurs, Libourne, 6 août 1832 ;
- Vinaud, Blaye, 27 août 1832 ;
- Montiet, Lamarque, 29 octobre 1832 ;
- Demeux, Gujan, 4 février 1833 ;
- Daury, Liposthey, 22 avril 1833 ;
- Veuve Courpon, Bourg, 27 août 1833 ;
- Amant Massol père, Libourne, 31 mars 1835 ;
- J. Paris, Libourne, 19 mai 1835.

Baltard (Victor)

*Historique*⁸ : Dans le cadre du poste d'architecte de la ville de Paris auquel il accède en 1849, Victor Baltard réalise notamment les Halles centrales de Paris en plusieurs phases successives de 1854 à 1874. Les Halles constituent l'un des apports majeurs à la modernisation de Paris sous la direction de Georges-Eugène Haussmann, préfet de la Seine de 1853 à 1870, jusqu'à leur démolition en 1971. En 2017, il ne demeure des Halles de Paris que le « Pavillon Baltard », remonté à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne).

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 2005.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 044/1 Timbre français figurant un pavillon des Halles de Paris de Victor Baltard (1805-1874) avec oblitération de Lille (Nord) au prix de 1,22 euros.

21 octobre 2005

Banque de France (contentieux)

Notice historique : Créée en 1800 sous le Consulat (1799-1804), la Banque de France est une société privée fondée afin de relancer l'économie nationale suite aux épisodes révolutionnaires. Elle devient la banque centrale française en deux étapes, tout d'abord en 1803, date à laquelle elle obtient le privilège exclusif d'émission de monnaie pour Paris, puis en 1848, date à laquelle ce privilège est étendu au territoire métropolitain. Jusqu'en 1936, elle développe un réseau de « comptoirs » (260 en 1928) et diversifie ses opérations à l'aide de ses 200 plus gros actionnaires constituant son Assemblée générale, ce qui donne lieu à l'expression des « 200 familles qui gouvernent la France ». Pour autant, en 1936, les réformes du Front populaire instaurent une tutelle de l'État sur la Banque qui préfigure sa nationalisation, effective le 2 décembre 1945. Dans l'esprit du Traité de Maastricht (1992), la Banque de France obtient son autonomie vis-à-vis de l'État français par la loi du 4 août 1993, avant qu'une large part de ses pouvoirs ne soit transférée à la Banque centrale européenne en 1998, et qu'elle ne prenne part au Système européen des banques centrales.

Origine : inconnue.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1928.

Communicabilité : immédiate, en tenant compte d'un état matériel très dégradé.

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 100 Tribunal et cour d'appel de Budapest (Hongrie).

Affaire de la Banque de France contre le prince Windischgrätz et Consorts, fabrication et émission en Hongrie de faux billets de banque français : 1 brochure relative à la plaidoirie de Maître Paul de Auer, avocat au barreau de Budapest, au nom de la Banque de France partie civile.

Firmin-Didot et Cie, 16 pages, imprimée dans l'Eure. 1928.

Banque nationale pour le commerce et l'industrie

Origine : achat des ANMT en 2010 – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1952.

⁸ Cet historique s'appuie sur la conférence de Christopher Mead, de l'Université du Nouveau-Mexique, au Musée d'Orsay, intitulée « La pratique urbaine de l'architecture : Victor Baltard et les Halles centrales de Paris ».

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 109/3 *Banque nationale pour le commerce et l'industrie, vingtième anniversaire, 1932-1952.*
Imprimerie Draeger Frères, 30 pages, 1952.

Banque Perregaux-Laffitte et cie

Historique :

Banque Perregaux. La Banque Perregaux est fondée en 1781 à Paris par Jean-Frédéric Perregaux (1744-1808), banquier suisse, avec l'aide de Jean-Albert Gumpelzhaimer, auquel il s'associe en 1787. La banque, prospère, se spécialise rapidement dans la clientèle riche des voyageurs français ou étrangers venus à Paris, ce qui lui assure un rôle notable auprès du Comité de salut public, puis de Napoléon Bonaparte. J.-F. Perregaux emploie en tant que commis le jeune banquier bayonnais Jacques Laffitte (1767-1844) à partir de 1788.

Banque Perregaux-Laffitte et cie. Connaissant une rapide ascension au sein de la banque durant les années 1790, J. Laffitte devient l'associé de J.-F. Perregaux le 23 février 1806, date de la création de la Société Perregaux et cie. En raison de la mauvaise santé de J.-F. Perregaux, une nouvelle société est créée le 29 décembre 1807, nommée Banque Perregaux-Laffitte et cie, afin de donner un pouvoir accru à J. Laffitte. La Banque demeure proche de tous les pouvoirs en place, de l'Empire à la Restauration. Toutefois, la Monarchie de Juillet marque la disgrâce de Jacques Laffitte et le déclin de la Banque Perregaux-Laffitte et cie, liquidée de 1831 à 1836.

Origine : rétrocession du site parisien des Archives nationales et retour de vols – propriété de l'État.

Importance matérielle : 3 petits dossiers.

Dates extrêmes : 1787-1825 et documentation de 2008.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 108/1 Correspondance commerciale et familiale, en particulier de Saint-Petersbourg (Russie).

1787-1813

2002 026 108/2 Plan du quartier Poissonnière à Paris [*très détérioré*].

1825

2002 026 108/3 Documentation.

Hubert BONIN, *Jacques Laffitte, banquier d'affaires sans créer de modèle de banque d'affaires (des années 1810 aux années 1840)*, Société des amis de Maisons, 2008.

Tribunal de commerce, *Plaidoyer de M^e Delangle pour M. le comte Perrégaux, pair de France ; contre la Banque de France et M. Laffitte*, Paris, 1833.

Béghin-Say, papeterie de Corbehem⁹

Notice historique : L'entreprise Béghin-Say est née en 1972 de la fusion entre les sucreries Béghin, fondée en 1821, et Say, fondée en 1812.

L'usine Béghin de Corbehem est créée après la Première Guerre mondiale, sur l'emplacement d'une ancienne distillerie, par les frères Joseph et Henri Béghin. Cette unité diversifie son activité dans les années 1920, en se consacrant à la papeterie, et deviendra la première papeterie de France après la Seconde Guerre mondiale. Si la distillerie, la sucrerie et la cartonnerie de Corbehem cessent progressivement leur activité des années 1970 aux années 1990, la papeterie est rachetée par le groupe finlandais Stora Enso, et demeure en activité jusqu'au printemps 2014.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1977-1989.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

⁹ Rue de Brebières, Corbehem.

Béghin-Say, service agronomique, Le petit Versailles, Thumeries (Nord)

Notice historique : L'entreprise Béghin-Say est née en 1972 de la fusion entre les sucreries Beghin, fondée en 1821, et Say, fondée en 1812.

La sucrerie Béghin est fondée à Thumeries (Nord), lieu d'implantation du service agronomique décrit ci-dessous.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1992-1994.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 039 Catalogues agronomiques.

1992-1994

À noter : explications sur l'utilisation de l'insecticide GAUCHO dans la région Nord-Pas-de-Calais.

Béjà (Maurice), cadre chez Péchiney

Notice historique : Le groupe Péchiney tire ses origines de la Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue, créée en 1855, qui se spécialise dans l'exploitation de l'aluminium dans le Gard. En 1877, elle fusionne avec la Société Alfred Rangod Péchiney et cie, et prend le nom de Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue, Alfred Rangod Péchiney et cie. Devenue Compagnie Alais, Froges et Camargue, elle se rebaptise Péchiney en 1950. Fusionnant avec Ugine Kuhlmann en 1971, Péchiney subit de plein fouet les chocs pétroliers des années 1970, avant d'être nationalisé et restructuré à partir de 1982. Endetté et privatisé en 1995, Péchiney est racheté par Alcan en 2003.

Au cours de son histoire, le groupe Péchiney a diversifié ses activités à travers les différentes métallurgies, la chimie, le nucléaire et l'emballage, tout en gardant l'aluminium pour activité centrale.

Origine : don d'Ariane Carasso, petite-nièce de Maurice Béjà.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1961-1966.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

2016 047 01 Péchiney, Compagnie de produits chimiques et électrométallurgiques.

Échanges au sujet des fonctions de Maurice Béjà au sein de l'entreprise (1961) et invitation à l'inauguration des usines d'aluminium de Grèce (1966) : correspondance reçue et envoyée par Maurice Béjà, programme et photographies noir-et-blanc produits à l'occasion de l'inauguration.

1961-1966

Belle jardinière

Origine : achat chez la librairie Godon (Lille).

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1913.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0019 03 Hiver 1913-1914. – Présentation de la collection : catalogue imprimé.

Berthelot (Daniel), savant

Notice historique : Fils du chimiste Marcellin Berthelot, Daniel Berthelot naît à Paris en 1866 et y meurt en 1927. Il entre, en 1884, comme préparateur adjoint au laboratoire de physique de la faculté des sciences de Paris. Il devient rapidement l'assistant de Becquerel au laboratoire du Muséum et succède à Pierre Curie comme professeur à l'école de physique et de chimie. Pharmacien et docteur en médecine, il travaille sur les équilibres des composés chimiques en dissolution, les propriétés générales des fluides (dont il détermine l'équation caractéristique), les températures extrêmes, la mesure des poids atomiques. Mais ses travaux les plus importants de physico-chimie s'appliquent particulièrement à la biologie. Il réalise notamment la synthèse des glucides par action des rayons ultraviolets. Il introduit également le dédoublement des glucides par leur irradiation en tube de quartz. Ses contributions sont également importantes dans les domaines de l'aéronautique et de l'énergie. Membre du conseil ou président d'administration de bon nombre de sociétés industrielles (Métropolitain de Paris à ses tous débuts, comité central de la culture mécanique, compagnie des tramways de Lille et de sa banlieue, centrale électrique de Saint-Denis, société nationale de recherches et de traitement des combustibles – houille et pétrole, société de l'Union française de T. S. F., comité scientifique consultatif auprès de la direction des essences, pétrole et dérivés auprès du Commerce et de l'Industrie, société nationale astronomique...), il est aussi correspondant de nombreuses sociétés savantes.

L'ensemble archivistique du savant Daniel Berthelot a été vendu en lots. Malheureusement, la Direction des Archives de France n'a pu acquérir que le lot 20 612 du catalogue n°3 Sciences et Techniques de la librairie L'Estafette. Des lots de grande qualité ont été pris par des personnes privées, faisant ainsi exploser le fonds d'archives.

Origine : achat de la Direction des Archives de France à la librairie L'Estafette (Limoges) en 2004.

Importance matérielle : 13 dossiers estampillés.

Dates extrêmes : 1911-1924 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

- | | | |
|-----------------------|---|-----------------------|
| 2002 026 067/1 | Métropolitain parisien : lettre en langue anglaise de Chicago (USA) du professeur Edmund. J. James de l'Université de Chicago sur papier à en-tête de l' <i>American Academy of political and social science</i> adressée à Daniel Berthelot. | 9 janvier 1901 |
| 2002 026 067/2 | Compagnies de chemin de fer : trois lettres reçues par Daniel Berthelot : <ul style="list-style-type: none"> – en provenance du directeur des chemins de fer économiques du Nord à Anzin. 31 janvier 1905. – en provenance du secrétaire général de la Commission permanente du Congrès international des chemins de fer, comité de direction, à Bruxelles (Belgique). 23 mars 1905. – en provenance du directeur général de la Compagnie internationale des Wagons-lits et des Grands express européens à Paris 28 mars 1905. | 1905 |
| 2002 026 067/3 | Congrès international des chemins de fer, New York (USA), 1905 : lettres et notes de toutes dimensions écrites par Daniel Berthelot durant son voyage en français et en anglais sur divers papiers à en-têtes (dont le paquebot <i>La Touraine</i>). | 22 avril-8 juin 1905 |
| 2002 026 067/4 | Chemin de fer du Bois de Boulogne : lettres adressées à Daniel Berthelot par Mr Maliges, directeur, à propos d'un différent judiciaire avec les Etablissements Houry. | Octobre-novembre 1910 |
| 2002 026 067/5 | 8e congrès international de chimie appliquée : lettre sur imprimé en langue anglaise adressée par The Rumford Press à Daniel Berthelot à propos des dernières avancées technologique. | Mai 1913 |

2002 026 067/6	Lettre de Léon Heitz du Métropolitain parisien adressée à Daniel Berthelot pour recommander Madame Veuve Moreau à un emploi à la Compagnie du chemin de fer métropolitain (mari mort sur le front).	1915
2002 026 067/7	Lettre d'un inventeur belge à Daniel Berthelot.	Janvier 1916
2002 026 067/8	Sauf-conduit établi par la préfecture de police délivré à Paris en faveur de Daniel Berthelot pour se rendre par rail à Gournay-Ferrière.	Août 1916
2002 026 067/9	Lettre du directeur du tramway Suresnes-Saint-Cloud-Garches sur papier à en-tête de l'entreprise à Daniel Berthelot.	Mars 1924
2002 026 067/10	Lettre du directeur de la Société d'études du chemin de fer transafricain à Daniel Berthelot pour l'informer d'une assemblée générale.	Mai 1924
2002 026 067/11	Société The Egyptian mail steamship Company : imprimé de 4 pages.	s.d.
2002 026 067/12	Société The Britannia works Company limited à Ilford (Londres) : prospectus des marchandises proposées en France : papier Ilford au gélatino-chlorure, plaques Ilford opales au gélatino-bromure, révélateur universel.	s.d.
2002 026 067/13	Rame n° 1 du métropolitain parisien : plan de la ligne, détail des stations voûtées, souterrain et stations (échelle : 1/25 000e).	s.d.

Blot (Henri), militant syndical CGTU et CGT, militant PCF, résistant, mort en déportation

Notice historique : Henri Blot est cheminot, militant syndical CGTU en 1936, licencié pour activités syndicales en 1937, embauché aux Forges de Denain-Anzin en 1938. Il fonde l'organisation spéciale de combat (OSC) et les Francs-tireurs partisans (FTP) dans le Denais en 1940 et 1941. Arrêté au camp de Vught Hertogenbosch (Hollande) en 1942 et déporté à Dachau dans la catégorie : résistant Nacht und Nebel (Nuit et brouillard). Il est libéré en avril 1945 par les troupes américaines et décède en juillet 1945 à 37 ans. Décoré en 1962 de la médaille de la Résistance française, de la Croix de guerre avec palmes, fait chevalier de la Légion d'Honneur à titre posthume.

Origine : don de Henri Blot en 2006.

Importance matérielle : 3 pièces.

Dates extrêmes : 1912-1919, 1928 et 1955.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 070	Biographie de Henri Blot (1908-1945), père du donateur : tiré-à-part avec photographies noir et blanc et couleur, 15 pages de texte et annexes actualisé en septembre 2005.
---------------------	---

Bossut (Marcel), dessinateur-projeteur au Peignage Amédée Prouvost, rue de Cartigny à Roubaix (Nord)

Notice historique : En 1851, Amédée Prouvost et les trois frères Louis, Jean et Henri Lefebvre créent le peignage Amédée Prouvost et compagnie à Roubaix. En 1910, les descendants des fondateurs décident de procéder à

une ouverture de leurs activités dans deux directions : en amont avec la création d'une filature « La lainière de Roubaix » et en aval avec une maison de négoce « Prouvost et Lefebvre ». En 1951, la société holding Prouvost SA est constituée. Elle devient le leader de la profession de négoce et transformation de la laine. Le Peignage Amédée est le chef de file de la division peignage du groupe, division composée d'usines en France et à l'étranger.

Le Peignage Amédée a fermé définitivement ses portes en 1999. SAP (Société Amédée production) a été créée en février 1997 et repris en partie le personnel et les activités du Peignage Amédée. La société a été mise en liquidation fin 2000.

Origine : don de Jacques Bossut-Deneux, fils de Marcel Bossut, en 2006.

Importance matérielle : 5 pièces.

Dates extrêmes : 1949-1951 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 068/1	Funérailles d'Edmond Lefebvre-Prouvost le 24 août 1949 : discours.	1949
2002 026 068/2	Photographie noir et blanc d'Edmond Lefebvre-Prouvost.	s.d.
2002 026 068/3	Banquet du Service Bâtiment du Peignage pour célébrer l'achèvement du nouveau peignage Blidah, café de L'Harmonie à Roubaix.	3 juillet 1951
2002 026 068/4	3 photographies noir et blanc d'un atelier neuf non identifié, Photo J. Bauchart à Wattrelos mention reproduction interdite.	s.d.
2002 026 068/5	Médaille du travail de Louis Delfosse, ingénieur en chef au Peignage : discours.	23 décembre 1951

Botton (René), ouvrier diamantaire

Notice historique : René Botton, époux de la donatrice, est né en 1911 et décédé en 2000. Il commence un apprentissage d'ouvrier diamantaire en 1926 à Versailles, mais les aléas de la crise économique des années 1930-1939 l'obligent à travailler hors de sa profession qu'il ne reprend qu'en 1945 à la diamanterie ASSCHER, d'origine hollandaise et de confession juive. Avant de retrouver son métier initial, il est manoeuvre, monteur chez Bréguet-Aviation, employé dans la vente de grands magasins, maître-nageur, employé à la ville de Versailles, salarié des forces d'occupation puis des forces alliées. En 1949, il est meilleur ouvrier de France (diamantaire). Ce petit fonds, par la série exhaustive des états de service de M. Botton, donne un éclairage très documenté d'un parcours de vie marqué par la crise économique puis la Seconde guerre mondiale d'une part et un métier manuel et artistique très spécifique d'autre part.

Origine : don à l'État en janvier 2011 de Jeannine Botton.

Importance matérielle : 8 dossiers, 1 document hors format classé à part, 3 médailles.

Dates extrêmes : 1926-1987.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 116/1	Documents de l'armée.	1940-1954
	Certificat de démobilisation du soldat de 2e classe du train René Botton (profession signalée : représentant) : photocopie. 17 août 1940.	
	Carte de combattant n° 184 274 de l'Office national des Anciens combattants et victimes de guerre à René Botton : photocopie. 30 septembre 1954.	
2002 026 116/2	Documents fiscaux.	1939-1945
	Impôt général sur les revenus : formulaires. 1939,1942-1945.	
2002 026 116/3	Contrats d'embauche, certificats de chômage, certificats de service.	1926-1940

- Établissements diamantaires Asscher à Versailles (Seine-et-Oise) (apprenti puis ouvrier polisseur). Août 1926-septembre 1930.
- Société des Ateliers d'aviation Louis Bréguet à Vélizy-Villacoublay (Seine-et-Oise) (manœuvre spécialisée). Septembre-décembre 1930.
- Blériot Aéronautique, aérodrome de Buc (Seine-et-Oise) (monteur). Juillet-septembre 1931.
- Établissements Asscher. Octobre-novembre 1932.
- Blériot Aéronautique. Décembre 1932-janvier 1933.
- Galeries Lafayette à Paris (Seine) (homme de peine au Bar rapide). Février 1933-juillet 1934.
- Palais de la Nouveauté à Versailles (courtier-receveur). Novembre 1934-juin 1938.
- Vêtements Trianon à Versailles (garçon de magasin). Août-septembre 1938.
- Bains des Pages à Versailles (maître-nageur). Mai-août 1939.
- Mairie de Versailles (homme de corvées). Septembre-octobre 1940.

- 2002 026 116/4-6** Bulletins de paie.
- 4** Galeries Lafayette et Palais de la Nouveauté. 1933-1939
- 5** Bulletins perçus durant la Seconde Guerre mondiale. 1941-1946
- Période de l'Occupation, service des troupes (payeur au camp de Satory). Juin 1941-août 1944.
 - Main-d'œuvre employée par les Forces alliées en France (contrôleur-payeur). Octobre 1944-juin 1946.
- 6** Société diamantaire Asscher¹⁰ – 8, rue Lafayette à Paris (9e) – (tailleur de diamant). Juin 1946-juin 1975

- 2002 026 116/7** Diplôme de la 6^e exposition nationale du travail Les meilleurs ouvriers de France décerné à Paris à René Botton, diamantaire. 1949
- [document hors format classé à part à l'icône]*

- 2002 026 116/8** Photographies noir et blanc : René Botton au travail de polissage du diamant (« travail manuel et à l'œil »).
- 8 photographies d'atelier. 1951 et s.d.
 - 1 photographie d'un diamant taillé de 11 carats 20.
 - 1 photographie de la 7^e exposition nationale du travail décernant à Mr Botton le titre de membre du jury national des Meilleurs ouvriers de France en 1952.

- 2002 026 116/9-11** Médailles.
- 9** Médaille de la Chambre syndicale nationale du diamant, de la perle, des pierres précieuses et fines, inscription A René Botton. s.d.
- 10** Médaille de l'enseignement technique Aux meilleurs ouvriers de France, avec ruban tricolore. s.d.
- 11** Médaille République française, Ministère des Affaires sociales, Honneur et Travail, R. Botton. 1970.

- 2002 026 116/12** Dossier de retraite d'André Botton. 1931-1987
- Sécurité sociale, avec notamment attribution d'une pension en qualité d'ancien déporté interné politique, ancien combattant ou prisonnier de guerre¹¹ : cotisations, relevés et décomptes, paiements. 1931-1940, 1969-1975, 1982-1987.
 - IRCANTEC (Institution de retraite complémentaire des agents non-titulaires de l'État et des collectivités publiques), en particulier validation des services accomplis au service des troupes d'occupation entre 1940 et 1944, puis au service d'aide aux Forces alliées entre 1944 et 1946 : correspondance, relevés et décomptes. 1975.
 - Caisse de retraites des entreprises à commerces multiples (CCM) : notes. 1975.

¹⁰ Devient, en 1952, Société anonyme des Établissements diamantaires Asscher (SAEDA), même adresse.

¹¹ Taux ramené au maximum en décembre 1975.

– Association générale de retraites par répartition (AGRR) : dossier de liquidation, cotisations et documentation. 1958-1975.

Boulangerie Fritz, 75 rue de l'Amiral Courbet à Croix (Nord)

Origine : don de Marie-Ange Ferreuil, architecte.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1931 et 1937.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 046/1 Factures des Grands Moulins de Paris. 1931.
Registre des commandes. 1937.

Boulangerie-pâtisserie Montagne, 22 grande rue à Roubaix (Nord)

Origine : don de Christine Dhellemmes, pharmacie Dhellemmes en liquidation, 26, grand rue à Roubaix en février 2010.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1928 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 104 Décoration des gâteaux : cartons et papiers calques en partie en allemand et en anglais (Geburtstag, fröhliche Ostern, frohe Weihnacht viel Glück, herzlichen Glückwunsch zum frohen Ereignis, sweet greetings).

Catalogue de recettes en français : choix de recettes spéciales tirées de L'Art pratique du confiseur « PRA-KO-KU » publié et édité par J. M. Erich Weber à Dresde (Allemagne), 555 recettes, 32 pages, s.d. ; facture des Éditions Weber d'un montant de 40,50 Reichsmark. 20 juin 1928.

Bridier (Louis), secrétaire de Charles-Aimé de Lesseps¹²

Notice historique : Louis Bridier est l'auteur de : *Une famille française : les de Lesseps*, Paris, 1900, 533 p.

Originaire de Bayonne, la famille de Lesseps compte plusieurs membres notables, au premier rang desquels se trouve Ferdinand de Lesseps (1805-1894), diplomate, académicien et créateur des canaux de Suez et de Panama, dont le fils aîné est Charles de Lesseps (1840-1923), juriste, ingénieur et collaborateur de Ferdinand.

L'entrée 2015 034, décrite ci-dessous, documente notamment le travail de Ferdinand de Lesseps, mais aussi la famille de Lesseps dans son ensemble.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : XVII^e siècle – 1907.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2015 034 01 Archives et documentation¹³.

Affaires gérées par Louis Bridier : correspondance reçue, 1885-1888.

Relations avec la famille de Lesseps et des proches, 1888-1907 :

– brouillon de dépêche à Madame de Lesseps¹⁴, s.d.

¹² Charles-Aimé de Lesseps (1840-1923) : fils aîné survivant et collaborateur de Ferdinand de Lesseps.

¹³ Réunie en vue de son livre : Louis Bridier, *Une famille française. Les de Lesseps*, Paris : ancienne librairie Thorin et fils, Albert Fontemoing, éditeur, 1900.

¹⁴ Louise-Hélène Autard de Bragard (1848-1909), seconde épouse de Ferdinand de Lesseps.

- lettres de Victor de Lesseps¹⁵, 1888-1890 ;
 - minutes de 2 lettres à Boucard¹⁶ : félicitations, recherche d'emploi, 1893 ;
 - correspondance avec Charles-Aimé de Lesseps : famille 1890, licenciement de Bridier, 1893, préparation du livre, 1896.
 - faire-part de mariages et de décès de membres de la famille, carnet mondain (dont Ferdinand et Victor), cartes de visite, s.d., 1890-1907 ;
- Histoire et arbre généalogique de la famille de Lesseps, XVII^e siècle – 1892 : correspondance, copies de lettres, notes biographiques, coupures de presse, 1881-1899.
- À noter : lettre en arabe « à faire traduire » trouvée dans les papiers du général Donzelot¹⁷ ; lettres d'Agathe de Lesseps¹⁸, à sa mère pendant une insurrection à Barcelone (Catalogne, Espagne), 1843¹⁹ ; lettres de Victor de Lesseps à son père Ferdinand et à son frère Charles pendant une mission d'étude en Inde sur un projet de chemin de fer reliant l'Inde à l'Europe, 1874.
- Ferdinand de Lesseps²⁰ : coupures de presse, journaux, brochures, 1870-1895 :
- Ferragus, *Nos contemporains. F. de Lesseps* : Paris : A. Le Chevalier, 1870, p. 105-112 (tiré à part) ; + portrait gravé hors-texte, sbg A. Gilbert, sdb J. Robert, sc.²¹) ;
 - « L'hôtel de Mme de Lesseps », slnd.
 - « Mr Ferdinand de Lesseps », *Le Globe*, n°12, 26 juillet 1879 (portrait gravé, sdb E. de Liphart²²) ;
 - « Diplomates et cabotins », *Le Ménestrel*, septembre 1895, p.283.
- Canal de Suez, canal de Panama : copies de lettres, coupures de presse, journaux, brochure, photographie, notes, 1883-1898 :
- Compagnie universelle du canal interocéanique, *Inauguration du canal de Panama..., conférence de M. Dingler... directeur général des travaux*, Paris : imprimerie de la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, 1883 ;
 - copies de lettres de Boyer, ingénieur en chef des travaux de Panama à Ferdinand de Lesseps, 1886 ;
 - « Le génie de la France ouvre le monde à la civilisation », premier projet de Roty²³ pour la médaille offerte aux actionnaires du canal de Suez, 1888 : tirage sepia
 - Compagnie universelle du canal maritime de Suez, *Conseil d'administration et commission des finances*, 1889.
 - « parties lacérées de deux affiches du général Boulanger. Elections de Paris du 27 janvier 1889 » ;
 - copie d'une lettre d'envoi d'un modèle de pétition du comité des actionnaires, 1889 ;
 - correspondance de Charles-Aimé de Lesseps sur la liquidation, pendant son emprisonnement, 1890-1893 ;
 - inventaire du mobilier saisi « en crainte de la vente », mars 1892 ;
 - *Le Phare de Port-Said et du canal de Suez*, n° 92, 28-29 avril 1891 ; n°34, 26 mars 1892 ;
 - note sur le service des études (Suez), octobre 1892 ;
 - gains et pertes des actions de Suez et de Panama, coupure de presse, s.d. (novembre 1892) ;
 - René Esse et Rachel Bloch, *La Panne à Panama* (paroles et musique), s.d. [1893] (gravure sbg Yves sc.) ;
 - AG du 6 juin 1893 : tracts d'« un actionnaire » ; du comité de défense de Suez ;
 - J. Fus, 1878-1893, *Souvenirs et confidences sur Panama*, slnd [1894]
 - Compagnie universelle du canal maritime de Suez, *Assemblée générale des actionnaires...2 juin 1896, rapport...*, Paris : P. Mouillot imprimeur, 1896.
 - *Le Canal de Suez*, n°893, 12 octobre 1896 (discours du prince d'Arenberg aux obsèques de Victor de Lesseps) ; n°939, 22 janvier 1898

15 Aimé-Victor de Lesseps (1848-1896), second fils survivant de Ferdinand de Lesseps.

16 Henri Boucard (1826-1905), vice-président du conseil d'administration du canal de Suez en remplacement de Charles-Aimé.

17 François-Xavier Donzelot (1764-1843) ; a participé à la campagne d'Egypte.

18 Agathe Delamalle (1819-1853), première épouse de Ferdinand de Lesseps.

19 Ferdinand de Lesseps y est consul général de France.

20 1805-1894.

21 Achille-Isidore Gilbert (1828-1899) et J. Robert, graveur, non identifié.

22 Ernest de Liphart = Ernst Friedrich von Liphart (1847-1932).

23 Louis-Oscar Roty (1846-1911), graveur.

(discours du prince d'Aremberg à l'inauguration du buste de Jules Guichard à Ismaïlia).
 – Charles Joly, [assignation des administrateurs de la Compagnie de Panama devant la cour d'assises] : coupure de presse, s.d.
 – notes, bibliographie.

XVII^e siècle – 1907

Briqueterie Vairet-Baudot

Notice historique : Créée par Jean-Baptiste Baudot (1841-) en 1892, puis dirigée par son gendre Ernest Vairet (-1927) à partir de 1896, l'entreprise est spécialisée dans la fabrication de briques de pavage. Elle tire ses origines d'une société créée aux Touillards (Saône-et-Loire) en 1863 par J.-B. Baudot et Pierre Giroux ; cette première société dépose notamment, en 1874, le brevet d'une brique de pavage résistante aux acides et aux sabots des chevaux. Employant une centaine d'ouvriers durant la Première Guerre mondiale, la briqueterie est liquidée en 1967.

L'usine est rachetée par l'écomusée du Creusot-Montceau en 1995, puis réhabilitée par l'Association pour la formation professionnelle des adultes. Elle est inscrite au titre des monuments historiques depuis 2008.

Origine : don de Pierre Cofrier aux Archives nationales du monde du travail le 23 avril 2012. Il s'agit d'archives privées de la briqueterie Vairet-Baudot, usine des Touillards à Ciry-Le-Noble (Saône-et-Loire), plus particulièrement de la correspondance entre cette entreprise et ses fournisseurs.

Importance matérielle : 10 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1900-1913.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 138/1-10 Suivi des fournisseurs de la société (entreprises du département du Nord) : correspondance reçue et envoyée.

1900-1913

- | | |
|----|--|
| 1 | Adolphe Wagnet & Cie. 1900. |
| 2 | Deck-Vanarien. 1913. |
| 3 | Ernest Buyssens. 1913. |
| 4 | Etablissement Kulmann. 1913. |
| 5 | Michel Jackson. 1911. |
| 6 | Oscar Briffaut. 1903. |
| 7 | Paul Kestner. 1913. |
| 8 | S. Goffin. 1911. |
| 9 | Société anonyme des tubes de Valenciennes. 1913. |
| 10 | Société chimique roubaisienne. 1904. |

Caisse des comptes courants

Notice historique : Caisse établie à Paris le 29 juin 1796, elle est une banque d'escompte qui précéda la Banque de France.

Origine : inconnue (cote primitive : 101 AQ 2 - 165Mi).

Importance matérielle : 1 microfilm (16m).

Dates extrêmes : 1796-1798

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Isabelle Brot

1995 039 M 0001 Délibérations du Conseil d'administration. 14 vendémiaire an V – 9 nivôse an VII (5 octobre 1796 – 29 décembre 1798).

1796-1798

N'existe que sous la forme de microfilm.

Caisse générale du commerce et de l'industrie

Notice historique : L'histoire de la Caisse Laffitte est documentée dans *La banque et le crédit en France de 1815 à 1848*, de Bertrand Gille, Paris, pages 113 à 121. 1959.

Origine : inconnue (cote primitive : 101 AQ 1 - 165Mi).

Importance matérielle : 1 microfilm (16m).

Dates extrêmes : 1837

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Isabelle Brot

1995 039 M 0001 Accord de gérance sous-seing privé entre Jacques Laffitte, banquier, et Martin Laffitte, administrateur du Mont-de-Piété, et Adolphe Lebaudy, banquier. 30 septembre 1837.
Jacques Laffitte s'adjoind M. Laffitte en qualité d'associé gérant et A. Lebaudy en qualité de mandataire général (1).

1837

N'existe que sous la forme de microfilm.

Canto et compagnie, matériaux de construction – 128, rue des Ogiers, Croix (Nord)

Notice historique : Les comptes de la société Canto et compagnie sont clôturés en 2006.

Origine : don de Laurent Roquette en 2006.

Importance matérielle : 4 dossiers.

Dates extrêmes : 1963 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 076/1-4 Documentation imprimée.

1	Ciments : brochures et prospectus.	s.d. (1970)
2	Plâtre et terre cuite : idem.	s.d.
3	Acier, fonte et métal : idem.	s.d.
4	Bois et verre : idem.	1963 et s.d.

Célestin Montcocol (société anonyme)

Notice historique : L'entreprise Victor Labour et **Célestin Montcocol** est fondée en 1908, avant de devenir une société anonyme du seul nom de Célestin Montcocol (1879-1981) en 1912. Elle se spécialise dans les travaux parisiens et participe, à ce titre, aux travaux des métros respectifs de Paris, Montréal, Mexico, Santiago du Chili et de Caracas.

Origine : document donné au CAMT en 2003 par Louis de la Boutetière relatif à la biographie et aux activités de Célestin Montcocol, ingénieur, entrepreneur spécialiste des travaux souterrains.

Importance matérielle : 1 document photocopié de 7 pages.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 004/2 Photocopie de la biographie de Célestin Montcocol, ingénieur, et des activités de sa société fondée en 1908, notamment pour le métro parisien, celui de Montréal, celui de Mexico, celui de Santiago du Chili, celui de Caracas.

s.d.

Centrale d'achat et mutuelle des instituteurs de France (CAMIF) à Niort (Deux-Sèvres)

Notice historique : La CAMIF a été fondée par les instituteurs du Syndicat national des instituteurs (SNI), affilié à la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) en 1947 au moment de la scission syndicale CGT et CGT-FORCE OUVRIÈRE conduisant à l'émergence d'un syndicalisme enseignant autonome des centrales syndicales reconnues au début de la « Guerre froide ». En 2009 à sa liquidation, la CAMIF est le numéro 3 français de la vente par correspondance.

Origine : don en 2010 de Françoise Bosman.

Importance matérielle : 1 dossier avec 2 catalogues.

Dates extrêmes : 2004-2009.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 103 Catalogue spécial mobilier. Année 2004.
Catalogue spécial collectivités. Année 2006.
Adhésion des Archives nationales du monde du travail à CAMIF-Collectivités. Février 2007.
Article de presse de L'Humanité : « *La CAMIF, c'est fini* ». Jeudi 19 mars 2009.

Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme puis Centre d'histoire sociale du XX^e siècle

Notice historique : Fondé en 1966 par Jean Maitron avec le soutien d'Ernest Labrousse sous le nom de Centre d'histoire du syndicalisme, il a pour objectif d'écrire une histoire bénéficiant de l'apport des militants eux-mêmes, grâce à la participation des représentants des principales confédérations syndicales françaises à son conseil d'administration. Rebaptisé « Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme », il porte, depuis 1999, le nom de « Centre d'histoire sociale du XX^e siècle » (CHS).

Origine : don de Madeleine Singer, aux Archives nationales du monde du travail. Il s'agit de documents envoyés avant chaque conférence par le Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (CRHMSS).

Importance matérielle : 56 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1989-2001.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 146/1-56 Groupe de travail FEN²⁴-CRHMSS. – Organisation de conférences sur l'histoire du syndicalisme enseignant (classement chronologique).

1989-2001

- 1 Récapitulatif des prestations effectuées dans le cadre du CRHMSS de 1981 à 1996, 1996.
- 2 LORDON Jeanne, « Une femme, une syndicaliste, une pédagogue », 1989.
- 3 ROCHE Pierre, « Le parti communiste français et les instituteurs communistes dans la défense de la laïcité (1944-1958) », 1989.
- 4 BREMAUD Nathalie, « Paul Robin : de l'éducation intégrale à l'orphelinat de Cempuisé », 1990.
- 5 RUANO-BORBALAN Jean-Claude, « Le syndicat national des instituteurs et les réformes de l'éducation (1945-1989) », 1990.
- 6 SINGER Madeleine, « Syndicat général de l'Éducation nationale de 1937 au début des années 1970 », conférence de Madame Madeleine Singer. 1990.
- 7 ASTRE Louis, « Quelques flashes et jalons sur quarante ans de militantisme du SNET, au SNES et à la FEN », 1990.
- 8 DRUBRAY André, « Itinéraire d'un militant de 1946 à 1967 », 1991.
- 9 BENICHOU Laurence, « Les instituteurs syndiqués et la révolution française, 1920-1925 », 1991.

²⁴ Fédération de l'éducation nationale.

- 10 MALCOURANT François, « Le secteur « revendication » de la FEN », 1991.
- 11 ROBERT Albert, « Syndicalisme enseignant et lutte contre l'échec scolaire des années 1960 à nos jours », 1991.
- 12 FOURNIER Jacques, « Itinéraire d'un militant du technique », 1991.
- 13 CHAPOULIE Jean-Michel, « L'enseignement primaire supérieur de la III^e République », 1991.
- 14 SKOUTELSKI Rémi, « La FEN face aux événements d'Algérie, 1954-1962 » 1992.
- 15 COCHERIL Olivier, « Le syndicat national des bibliothèques après la Seconde Guerre mondiale », 1992.
- 16 CROZET René, « Les instituteurs de Seine-et-Oise en 1900 », 1992.
- 17 KOENIG Charles, « Souvenirs et témoignages d'un membre exécutif provisoire algérien », 1992.
- 18 JOUIN Serge, OULD Aoudia, « Les centres sociaux éducatifs en Algérie (1955-1962) », 1992.
- 19 BIMBI Éric, « Le parti communiste français et l'école primaire jusqu'à la veille du Front Populaire », 1993.
- 20 BROUE Pierre, « L'itinéraire d'un militant de l'enseignement », 1993.
- 21 RIGAUD Louis, « Une vie en Algérie de 1922 à 1964 », 1993.
- 22 GIRAULT Jacques, « Le syndicat national des instituteurs et le pacifisme dans les années 1930 », 1993.
- 23 FRAJERMAN Laurent, « L'internationale des travailleurs de l'enseignement 1919-1932 », 1993.
- 24 DEMEULENAERE-DOUYERE Christine, « Un militant de la liberté et du bonheur : Paul ROBIN (1837-1912) », 1993.
- 25 CORNEC Jean, « Qu'est-ce qu'un fils de militant ? », 1994.
- 26 GEORGE Jacques, « Le syndicalisme enseignant et les mouvements pédagogiques : l'exemple des cahiers pédagogiques », 1994.
- 27 DURAND Clément, « Création de la FCPE », 1994.
- 28 DEBUT-MENESTREAU Emmanuelle, « L'école primaire à Mantes-Gassicourt pendant la Seconde Guerre mondiale », 1994.
- 29 TEULADE René, « Le rôle du syndicalisme dans la création du CCOMCEN », 1995.
- 30 SEGUY Robert, « Le syndicalisme enseignant en région parisienne : le SNI-le SERP », 1995.
- 31 LEBRAS Loïc, « La difficile affirmation de la fédération unitaire de l'enseignement 1919-1928 », 1995.
- 32 ROUQUET François, « L'épuration dans l'éducation nationale à la Libération », 1995.
- 33 BOUCHAREISSAS Michel, « Le syndicalisme enseignant et le dossier laïque 1981-1984 », 1995.
- 34 BENICHOU Laurence, « Les instituteurs et l'enseignement de l'histoire sous la III^e République », 1996.
- 35 CHANET Jean-François, « Les instituteurs et le régionalisme, les « petites patries » sous la III^e République » : retour sur une enquête, 1996.
- 36 RUIMY Laurence, « La Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur 1890-1914 », 1996.
- 37 VAN LEMESLE (Le) Lucette, « Les professeurs d'économie politique dans la communauté des professeurs de droit », 1997.
- 38 HENRY André, « La FEN et l'action inter-confédérale dans les années 70 », 1997.
- 39 DURAND Clément, « Le SNI et la défense de la laïcité dans l'Entre-deux-guerres », 1997.
- 40 MOISAN Michel, « Le syndicat de l'inspection de l'éducation nationale », 1997.
- 41 SOREL Etya, « La commission Langevin-Wallon », 1997.
- 42 FRAJERMAN Laurent, « Tendance ou sensibilité ? La structuration du courant « unitaire » de la FEN de la Libération aux années soixante », 1997.
- 43 BRUCY Guy, « Les diplômés de l'enseignement technique de la fin du XIX^e siècle aux années 1960, rôle des partenaires sociaux, dont les enseignants, dans leur mise en place », 1998.
- 44 GIRAULT Jacques, « Itinéraires de militants responsables du Syndicat national des instituteurs pendant la Seconde Guerre mondiale », 1998.
- 45 SUTEAU Marc, « Les écoles techniques municipales à Nantes 1890-1940 », 1998.
- 46 LABES René, « La décolonisation et la coopération : l'action du syndicat des instituteurs et de la FEN », 1998.

- 47 POUCKET Bruno, « Le syndicalisme dans l'enseignement privé au XIXe siècle », 1998.
- 48 HORSCH Robert, « La grève des instituteurs de la Seine en 1947 », 1998.
- 49 LAPICIDA Martial, « Le Front national universitaire », 1998.
- 50 LEGALLO Yolande, « L'enseignement technique et professionnel dans le Var, du milieu du milieu du XIXe siècle à 1940 », 1999
- 51 LOIS A., « Citoyenneté et syndicalisme, l'exemple des instituteurs fin XIXe-début XXe siècle », 1999.
- 52 VIEIRA Claude, « Les évolutions de la FEN de 1975 à 1982 », 1999.
- 53 LOUBES Olivier, « L'étrange défaite de la patrie à l'école primaire en France entre 1918 et 1940 », 2000.
- 54 WILLEMIN Émilie, « Naissance et développement du syndicalisme des personnes de direction des établissements d'enseignement classique et moderne de second degré jusqu'en 1969 », 2000.
- 55 TERRON BANUELOS Aida, « Le syndicalisme enseignant en Espagne des origines à la Guerre civile », 2001.
- 56 FAHY Paul, « Engagement dans les œuvres laïques », 2001.

Centre école d'agents de maîtrise du textile de l'Est

Origine : don de Paulette Hennebaut aux Archives nationales du monde du travail le 29 mars 2012. Il s'agit d'archives privées ayant trait à l'enseignement.

Importance matérielle : 2 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1951-1953.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 142/1-2 Établissement F. Peugnet à Ruyaulcourt (Pas-de-Calais). – Bulletin de documentation générale édité par le Centre : brochures.

1951-1953

- 1 Numéro 18. Quatrième trimestre 1951.
- 2 Numéros 24-25. deuxième et troisième trimestre 1953.

Chambre syndicale des chocolatiers, confiseurs, biscuitiers et pain d'épiciers du Nord de la France

Notice historique : Ce syndicat professionnel est créé le 3 avril 1907. Son premier président est H. Franchomme, propriétaire de la chocolaterie Delespaul-Havez. Cependant, le syndicat est presque inactif jusqu'en 1936, date à laquelle les grèves ravivent son activité. À cette date, 120 artisans et chocolatiers du Nord voient leurs usines occupées par les ouvriers ; le syndicat se réunit donc à la taverne lilloise Excelsior, où il est décidé de mener une action unitaire, qui mène à la reprise de l'activité. En 1938, la chambre syndicale crée son premier contrat collectif. En 1943, suite à une recrudescence de tuberculose et de maladies contagieuses pouvant être transmises par les produits laitiers, la chambre syndicale crée le CMIIA (Centre médical interentreprises des industries alimentaires). En 1956, afin de répartir équitablement le carburant venant à manquer durant la crise de Suez, elle crée la FIA (Fédération des industries alimentaires). En 1980, le CMIIA devient le SMIA (Service médical des industries alimentaires).

Origine : don de M. Leplat, ancien salarié du syndicat.

Importance matérielle : 6 registres.

Dates extrêmes : 1941-1977.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

PI 0003 1-4 Conseil d'administration, assemblées générales et réunions par secteurs d'activités : registres des comptes rendus.

- 1 Février 1941 – septembre 1942.
- 2 Octobre 1942 – septembre 1945.
- 3 Novembre 1945 – juin 1950.
- 4 Août 1950 – octobre 1971.

PI 0003 5-6 Documentation.

5 Modèle de contrat collectif fixant les salaires et conditions de travail des ouvriers : exemplaire manuscrit (7 juin 1938).

6 Fédération des industries alimentaires de la Région du Nord (FIA) : statuts, compte rendu de l'assemblée constituante, comptes rendus de réunion (1 registre, janvier 1957 – novembre 1977).

1941-1977

Chambre syndicale des entrepreneurs de construction métallique de France

Historique

Fondée en 1886 par plusieurs entrepreneurs, dont Gustave Eiffel, la Chambre syndicale a pour mission essentielle le développement de la construction métallique. Elle a notamment participé à la création du Centre technique et industriel de la construction métallique (CTICM) en 1962, auquel est transféré son personnel, et avec lequel elle travaille de façon étroite. En 1969, elle devient le Syndicat de la construction métallique de France (SCMF).

Introduction

Origine : extrait du fonds CFEM (pièces en exemplaires multiples).

Importance matérielle : 5 pièces.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

Analyse

2002 026 062 Cinq vignettes autocollantes publicitaires de la Chambre syndicale sous le titre : construire en métal.

s.d. (1960)

Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCRA²⁵), secteur Nord

Notice historique : La Chambre syndicale du commerce de l'automobile (CSCA) est fondée en 1902 par Hippolyte Petit, succédant à la Chambre syndicale de l'automobile et des industries qui s'y rattachent, afin de permettre une scission avec les constructeurs. La CSCA, répartie en chambres départementales, se fédère en une unique Chambre nationale du commerce automobile (CNCA) en 1930. En 1941, cet organisme devient la CSNCRA (Chambre syndicale nationale du commerce de la réparation du garage de l'entretien et du ravitaillement de l'automobile), puis, en 1972, la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCRA). En 1990, enfin, la CSNCRA devient CNPA (Conseil national des professions de l'automobile).

Origine : ces documents ont été récupérés lors d'un déplacement pour une collecte d'archives d'un garage Ford roubaisien (garage Dumont Fils, 118 rue Saint-Jean) au moment de sa fermeture en 2004. Seuls ces documents ont été conservés, le reste des archives n'étant composé que de documents comptables.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1974-1986.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Laurence Benoist, chargée d'études documentaires. Complété par Simon Vérove.

2002 026 018/1 Lettres circulaires aux adhérents et bulletins d'information *Flash Informations Nord/Pas-de-Calais* (1981-1986) ; convention collective nationale du commerce et de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle ainsi que des activités connexes (1974).

1974-1986

Charbonnages de La Chapelle, 193 boulevard Malesherbes, Paris (17^e)

Origine : don d'Oriss el Yazami à l'État en 2010.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1941-1951.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 112 Registre de paie.

Juin 1941 – septembre 1951

Cinéma Le Colisée, Roubaix (Nord)

Notice historique : Le Colisée de Roubaix est un ciné-dancing bâti en 1927 par Jean Deconinck. L'édifice est rénové en 1951, et devient la 3^e plus grande salle de France. Lors des années 1970, Le Colisée débute l'organisation de spectacles, avant d'être racheté en 1983 par la ville de Roubaix à des fins chorégraphiques. Cet « Olympia du Nord » accueille alors les « grands noms » de la chanson française mais, depuis la construction de nouvelles salles pouvant accueillir plus de public dans la région lilloise, la salle se focalise sur le théâtre.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1938-1939.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 054/1 Cahier de billetterie (« livre des arrêts »).

30 décembre 1938-31 décembre 1939

Cinéma Valenz, Valenciennes (Nord)

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1958-1959.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 054/2 Registre des représentations.

24 mars 1958-26 juillet 1959

Citroën (André)

*Historique*²⁶ : Né le 5 février 1878 à Paris, André Citroën (1878-1935) entre à l'École polytechnique en 1898, avant d'effectuer une année de service militaire, en 1900, au cours de laquelle il profite de vacances à Varsovie pour acheter le brevet des engrenages à chevrons, futur emblème de la société Citroën. Dès 1901, il crée une

²⁶ Cet historique s'appuie sur Jean-Louis LOUBET, « Citroën et l'innovation », *Vingtième siècle*, 1998, vol. 57, n°1, pp. 45-56.

fabrique d'engrenages comptant une dizaine d'ouvriers. Rapidement prospère, il redresse, parallèlement, la société productrice d'automobiles Mors de 1908 à 1914, date à laquelle il intègre l'armée en tant que capitaine, dans le cadre de la Première Guerre mondiale. Il y constate la supériorité de la puissance de feu allemande, et propose donc au général Bacquet, directeur de l'Artillerie au ministère de la Guerre, de bâtir une usine capable de produire 10 000 obus par jour. Après l'accord du gouvernement, il achète des terrains au quai de Javel (Paris), où il réalise le bâtiment en six mois, y importe des machines-outils venues des États-Unis d'Amérique, et accomplit l'objectif en produisant rapidement plus de 15 000 obus quotidiennement, grâce à l'application du modèle fordiste, dont le travail à la chaîne de 12 000 ouvriers. En 1918, il décide de reconvertir son usine dans la production automobile. Dès 1919, il a pour ambition de faire de la 10 CV, son premier modèle, la voiture populaire, grâce à la réalisation d'économies d'échelle par la production en série. De 1919 à 1927, la production de Citroën est multipliée par 8, passant de 50 à 400 véhicules produits quotidiennement. Grâce à l'accélération permanente de ses méthodes de production, André Citroën fait de son entreprise éponyme le premier constructeur européen, et cela jusqu'à sa mort, ce qui lui vaut le surnom de « *french Ford* », en référence à Henry Ford (1863-1947). Toutefois, face à des problèmes de fiabilité des véhicules, desquels découle des difficultés croissantes de trésorerie, André Citroën doit déposer le bilan de sa société en décembre 1934. Exténué, il est hospitalisé dès janvier 1935, et meurt en juillet.

Origine : don de la famille Citroën à Jean Favier, directeur général des Archives de France, en 1990.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1927-1934, 1958, 1975 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 041/1	André Citroën, né en 1878, décédé en 1935 : notice biographique.	s.d.
2002 026 041/2	Inauguration du quai André Citroën à Paris : brochure de la cérémonie du 9 octobre 1958.	1958
2002 026 041/3	Inauguration de la plaque apposée sur l'immeuble où vécut André Citroën de 1919 à 1935 – 31, rue Octave Feuillet à Paris – : brochure de la cérémonie du 10 octobre 1975.	1975
2002 026 041/4	6 photographies noir et blanc de M. André Citroën et de sa famille (classement chronologique) : – Photographie de la visite des usines Citroën par Charles A. Lindbergh le 27 mai 1927. – Photographie de la Tour Eiffel illuminée « Citroën ». 1927. – Photographie de la famille Citroën aux Jeux olympiques de Saint-Moritz (Suisse). 1928. – Photographie d'André Citroën et d'Henry Ford aux USA. 1931. – Photographie d'André Citroën. 1932. – Photographie de la famille : Maxime, Jacqueline, André Citroën, Georgina Citroën et Bernard à Deauville (Seine-Inférieure). 1934.	1927-1934

Cokerie de Carling (Houillères du bassin de Lorraine)

Notice historique : La cokerie de Carling était de 1946 à 2004 une unité d'exploitation des Houillères du bassin de Lorraine (Groupe Charbonnages de France).

Origine : don de M. Gregory Gruntowy, 2018

Importance matérielle : 1 dossier

Dates extrêmes : 1961-1990.

Sources complémentaires : voir également l'entrée 1989 003 « société Crépelle et compagnie ».

Communicabilité : libre.

Inventaire : Raphaël Baumard.

PI 0033 01 Fourniture de compresseurs par la Société Crépelle et compagnie (Lille) et schémas des circuits : plans (dont conduites de gaz), notes manuscrites, documentation (en particulier *Glückauf* 19/20 du 25 octobre 1990 et un *Memento à l'usage des chefs d'about* par le secteur d'exploitation Est des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais).

1961-1990

Comédie française, Paris (1^{er})

Notice historique : La Comédie française est fondée par ordonnance de Louis XIV (1661-1715) le 21 octobre 1680, afin de fusionner les deux troupes parisiennes de l'époque. L'ordonnance leur donne le monopole de la comédie à Paris, leur répertoire se composant alors de l'ensemble des pièces de Molière et de Jean Racine, et de quelques pièces d'autres auteurs. La Comédie française est fermée et ses comédiens emprisonnés le 3 septembre 1793, sur ordre du Comité de salut public, mais, le 31 mai 1799, le Directoire permet à la troupe de se reconstituer en mettant à sa disposition le théâtre de la République. En 1812, enfin, Napoléon I^{er} (1804-1814/1815), signe le décret dit « de Moscou » qui fixe les statuts encore en vigueur de la Comédie française.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : s.d. [1850].

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 042/1 Programme de la tragédie en 5 actes « Louis XI » de Casimir Delavigne, avec un court historique du Théâtre français, une publicité pour les voyages à prix très réduits en Angleterre par la gare Saint-Lazare et une publicité pour les Autochromes Lumière.
s.d. (1850)

Communauté Emmaüs Fraternité de Poitiers

Notice historique : Emmaüs est un mouvement fondé en 1954 par Henri Grouès (ou « Abbé Pierre » (1912-2007)), qui, dans le contexte de la pénurie de logements de l'après-guerre et de la rigueur de l'hiver 1954, lance un appel fondateur d'un mouvement visant à l'insertion par le travail. Il fonde des communautés dans le monde entier, et, suite à un naufrage en Amérique du Sud, prend conscience qu'il doit fédérer ces communautés, ce qu'il réalise par la création, en 1971, d'Emmaüs international.

La communauté Emmaüs fraternité de Poitiers se compose, en 2017, d'une cinquantaine d'adultes, d'une dizaine d'enfants et d'une cinquantaine d'adhérents, répartis sur trois sites dans le département de la Vienne, dont un à Ligugé et deux à Poitiers.

Origine : don de Laurent Laflèche.

Importance matérielle : 1 carton.

Dates extrêmes : 1981-2005.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

2013 008 01 Papiers Laurent Laflèche, membre d'Emmaüs Fraternité à Poitiers. 1981-2005.

Communication de la communauté d'Emmaüs-Poitiers puis Emmaüs-Fraternité-Poitiers. [Après 1973]-1988.

- Journaux internes :
 - *Le Canard déchaîné de la Matauderie* ou *Le Canard déchaîné*, numéros 4 et 5, [1980], non paginés ; numéro 6, [1981], 40 p. ; numéro 9, [1982], 34 p. ; numéro 9bis, [1982], non paginé ; numéro 10, 1982, 30 p. [brochures ronéotées et agrafées] ;
 - *Emmaüs Fraternité*, n° double 25-26, octobre 1988, 60 p. [imprimé] ;
 - *De bouches à oreilles*, n°100, janvier-février 1999, 11+E p. [p.9-10 découpée].
- Chanson pour les 10 ans d'Emmaüs Poitiers, 1983 [sur l'air de *l'Auvergnat* de Georges Brassens].
- 5 tracts, s.d. [après 1973]-1984.

Venues de l'abbé Pierre à Ligugé et Poitiers. 1975-1984.

- *Et les autres ?* Transcription ronéotée d'une conférence donnée au cours d'une semaine d'information sur les problèmes du Tiers-Monde organisée par le Collectif Tiers-Monde de Poitiers, 14 avril 1975, 46 p.
- *L'abbé Pierre et les compagnons d'Emmaüs de Poitiers, 3 mars 1979.* Transcription ronéotée d'une "causerie au coin du feu" à la communauté Emmaüs de Ligugé, 3 mars 1979, 52 p.
- *L'abbé Pierre et les amis d'Emmaüs de Poitiers, 4 mars 1979.* Transcription ronéotée "avec l'abbé Pierre" à Poitiers, 4 mars 1979, 41 p.
- Abbé PIERRE. *Emmaüs, une toute petite très grande chose*, 1984, 60 p. Transcription d'une rencontre avec les compagnons, compagnes et amis d'Emmaüs-Fraternité, 29 mars 1982. Note de Laurent Lafèche: manque l'introduction par Yves Godard sur les débuts d'Emmaüs Fraternité et le projet d'une fondation à Angers. Voir également l'enregistrement audio de la rencontre (203_008_02).

Organisation et suivi des journées chrétiennes d'Emmaüs à Boësset (Cersay, Deux-Sèvres). 1990-1995.

Carnet de bord de Laurent Lafèche : correspondances, travaux préparatoires, comptes rendus. Sont jointes des copies des comptes rendus des journées de Pompaire (1996), Sablonceaux (1996), Prailles (2002), Pié Foulard (2003) et Ligugé (2005).

Documentation autour de l'abbé Pierre. s.d.

Raymond-Daniel [Fauveau], *Le Chiffonnier du Bon Dieu*. 3e édition, Rennes : impr. Les Nouvelles, s.d. [1e édition 1954]. Pièce de théâtre destinée aux patronages.

2013 008 02 Venue de l'abbé Pierre à la communauté d'Emmaüs-Poitiers le 29 mars 1982 à Mouroc (Saint-Benoît, Vienne). s.d.
Enregistrements audios de la rencontre [2 cassettes audio et 2 DVD], s.d.

1981-2005

Compagnie anonyme des mines du Kef-Oum-Theboul, province de Constantine (Algérie)

*Historique*²⁷ : La Compagnie des mines du Kef-Oum-Theboul est fondée en Algérie en 1854, près de la frontière tunisienne, afin d'exploiter les ressources locales en plomb argentifère. La société provoque, notamment, la création du village de Kef-Oum-Theboul (ou Kef-Oum-Teboul) à sa proximité. La société périclité dès la fin du XIX^e siècle.

Origine : achat réalisé par les Archives nationales du monde du travail en 2008.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1855.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 083 Compagnie anonyme des mines du Kef-Oum-Theboul (Cercle de La Calle, province de Constantine, Algérie) : brochure des statuts de la mine de plomb argentifère, cuivre et autres métaux autorisée par décret impérial en date du 15 novembre 1854, Marseille, Typographie et Lithographie Arnaud, in-4°, broché, 36 pages.

1855

Compagnie civile Le Progrès

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1870.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard.

2016 059 02 Chemins de fer : ligne d'Arras à Nancy.

²⁷ Source : Archives nationales d'outre-mer, « Kef Oum Theboul » ;

URL : <http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/geo.php?lieu=Kef+Oum+Theboul+%28Alg%C3%A9rie%29>

Compagnie des fonderies et forges d'Alais, Alès (Gard)

Notice historique : Cette importante société métallurgique française remonte à 1827, date à laquelle est créée, sur l'initiative du maréchal Soult et avec l'appui du banquier parisien Bérard, une société d'exploration chargée de recherches minières dans l'arrondissement d'Alès. Grâce à l'apport de concessions de mines de houille et de fer, deux sociétés sont constituées en 1829, la Société civile des houillères de Rochebelle et de Tréllys et la Compagnie des fonderies et forges d'Alais ; peu de temps après, cette dernière acquiert les droits de la Société civile.

La Compagnie connaît, dès ses débuts, de sérieuses difficultés, et en 1836 elle afferme ses usines pour vingt ans à un groupe parisien formé par le banquier Drouillard et l'homme d'affaires Benoist d'Azy. En 1890, elle fait l'acquisition des établissements métallurgiques de Bessèges, appartenant à la Compagnie des fonderies et forges de Terrenoire, et elle est transformée en 1904 en société anonyme.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1840-1846.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 04 Affermage des usines à fer et concessions de houille et de fer d'Alais à Drouillard, Benoist et C^{ie} : bail, note manuscrite ; compte rendu d'exploitation : rapports comptables.

1840-1846

Compagnie des forges de Châtillon et Commentry, Allier

Notice historique : La Société Bouguéret, Martenot et Cie, dite aussi Société des forges de Châtillon et Commentry, est active depuis 1840. Lui succède la Compagnie des forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons.

Succédant à la Société Bouguéret, Martenot et Cie, dite aussi Société des forges de Châtillon et Commentry, la Compagnie des forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons (jusqu'en 1898, sa raison sociale est « Compagnie anonyme de Châtillon et Commentry ») exploite diverses usines dans le nord et l'est de la France, reprises en 1979 par Usinor.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1869-1870.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 07 Correspondance commerciale et factures reçues par M. Gibon, directeur de la Compagnie.

1869-1870

Compagnie des messageries maritimes

Notice historique : La compagnie est créée en 1851 à l'instigation d'Albert Rostand : elle porte d'abord les noms de Messageries nationales puis de Messageries impériales avant de devenir en 1870 la Compagnie des messageries maritimes. Elle dessert à la fois des lignes libres, dites commerciales, et des lignes subventionnées par l'État, dites postales. La plupart de ses navires ont été construits par les chantiers navals de La Ciotat. La

compagnie fusionne en 1977 avec la Compagnie générale transatlantique (CGT) et devient partie prenante de la nouvelle Compagnie générale maritime (CGM).

Origine : revendication au titre de la législation sur les archives publiques (Code du patrimoine).

Importance matérielle : 13 parchemins.

Dates extrêmes : 1877-1905.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard.

PI 0026 01 Actes de francisation de navires de la Compagnie des messageries maritimes, au titre de la législation sur les bâtiments de commerce français : formulaires en parchemin complétés et signés.

01-02. Vapeur *Alphée*. 1880 et 1890.

03. Vapeur à hélice *Anadyr*. 1877.

04. Vapeur à hélice *Axus*. 1879.

05. Vapeur à hélice *Copernic*. 1878.

06-07. Vapeur *Cordillère*. 1896 et 1905.

08. Vapeur *Dordogne*. 1894.

09. Vapeur *Douro*. 1889.

10. Vapeur à hélice *Gironde*. 1877.

11. Vapeur *Persépolis*. 1899.

12. Vapeur à hélice *Tage*. 1879.

13. Vapeur *Tamise*. 1893.

1831

Compagnie des mines de charbon d'Anzin

Notice historique : C'est en 1735 que Pierre Mathieu découvre la houille à Anzin (Nord) pour le compte du marquis Désandrouin. En 1756, les diverses exploitations qui ont été ouvertes fusionnent pour former la Compagnie des mines d'Anzin, qui est l'une des premières grandes sociétés industrielles de France. Du milieu du XVIII^e siècle à nos jours, la Compagnie des mines d'Anzin, sous des formes juridiques variées, poursuit et développe son activité. Les exploitations houillères sont nationalisées en 1946.

Origine : achat en vente aux enchères chez Delorme & Collin du Bocage.

Importance matérielle : 1 formulaire imprimé.

Dates extrêmes : 1831.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2013 064 01 Lettre de voiture.

Lettre de voiture de 984 hectolitres de charbon, envoyés à Campion à Douai par le bateau *L'Émile* de Jean-Baptiste Dubois, 19-31 octobre 1831.

1 formulaire imprimé complété à l'encre.

1831

Compagnie des tramways électriques de Lille et sa banlieue

Notice historique : Fondée en 1903 à Lille, la Compagnie des tramways électriques de Lille et sa banlieue (TELB) succède à la Compagnie des tramways du département du Nord, dont elle hérite du réseau. En 1955, la TELB est remplacée par la Compagnie générale industrielle de transports (CGIT).

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2012.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1954.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 149/1 Ville de Lille, Compagnie des tramways électriques de Lille et de sa banlieue, *Décret du 10 septembre 1926 Convention et cahier des charges*, Lille, 1926.

Compagnie des transporteurs Simplex

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 181/1 Présentation des appareils : brochure.

s.d.

Compagnie du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, section Orléans-Tours

Notice historique : La ligne de Paris à Orléans est concédée, en 1838, à une compagnie privée, en l'occurrence la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Le principe du fractionnement des lignes oblige à la création d'autres compagnies afin de joindre Bordeaux et Nantes. La Compagnie d'Orléans à Bordeaux est créée en 1845.

Origine : achat par les Archives nationales chez Madame Saffray en avril 1965 (entrée n° 1 955).

Importance matérielle : 1 dossier de pièces estampillées.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 087/3 Invitation à l'inauguration, programme comportant l'arrivée des princes et la bénédiction.

s.d.

1 pièce estampillée

Compagnie du chemin de fer de Paris à Orsay

Notice historique : La ligne de Paris à Orléans est concédée, en 1838, à une compagnie privée, en l'occurrence la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Le principe du fractionnement des lignes oblige à la création d'autres compagnies, dont celle de Paris à Orsay en 1854.

Origine : achat par les Archives nationales chez Madame Saffray en avril 1965 (entrée n° 1 955).

Importance matérielle : 1 dossier de pièces estampillées.

Dates extrêmes : 1848-1861.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 087/4

- Modification des statuts de la Compagnie : copie du décret d'approbation de l'empereur Napoléon III. 12 octobre 1853.
- Décharge par la Compagnie du chemin de fer d'Orléans à la Compagnie du chemin de fer d'Orsay de la cession par cette dernière de 5 000 obligations : acte passé devant Maître Foucher, notaire à Paris. 5 et 7 octobre 1857.
- Ancienne Compagnie du chemin de fer de Paris à Orsay : notice et obligations. 1848-1861.

3 pièces estampillées

1848-1861

Compagnie du chemin de fer de Paris à Sceaux

Notice historique : La ligne de Paris à Orléans est concédée, en 1838, à une compagnie privée, en l'occurrence la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Le principe du fractionnement des lignes oblige à la création d'autres compagnies, dont celle de Paris à Sceaux en 1844.

Origine : achat par les Archives nationales chez Madame Saffray en avril 1965 (entrée n° 1 955).

Importance matérielle : 2 dossiers de pièces estampillées.

Dates extrêmes : 1847-1863.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 087/5 – Six sommations de payer à la Compagnie le montant des actions. Mars 1847.
– Horaires du service d'été. Mai 1863.
7 pièces estampillées

2002 026 087/6 Lectures mises à disposition en salle d'attente des voitures couvertes de 1^{ère} classe :
liste.

1842

1 pièce estampillée

Compagnie du chemin de fer du Centre

Notice historique : La ligne de Paris à Orléans est concédée, en 1838, à une compagnie privée, en l'occurrence la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Le principe du fractionnement des lignes oblige à la création d'autres compagnies, dont celle du Centre en 1844.

Origine : achat par les Archives nationales chez Madame Saffray en avril 1965 (entrée n° 1 955).

Importance matérielle : 2 dossiers de pièces estampillées.

Dates extrêmes : 1847-1849.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 087/1 Invitations à la bénédiction du chemin de fer : liste nominative en double, liste nominative des invités par la Compagnie avec liste des ingénieurs de l'État chargés de l'exécution du chemin de fer du Centre, liste nominative des invités par les administrations.

1847

5 pièces estampillées

2002 026 087/2 Projet de décision soumise au conseil d'administration par le directeur pour faire placer, sur les wagons à freins, des guérites pour abriter les gardes-freins.

1849

1 pièce estampillée

Compagnie du chemin de fer du Nord

Notice historique : La Compagnie du chemin de fer du Nord est fondée en 1845 pour exploiter la grande artère de Paris à la frontière de Belgique construite par l'État. Dès avant 1848, la Compagnie du Nord absorbe les deux lignes de Creil à Saint-Quentin et de Fampoux à Hazebrouck et, en 1851, la compagnie, plus importante, d'Amiens à Boulogne. En 1853, la Compagnie du Nord reçoit en Belgique l'exploitation de la ligne de Charleroi à Erquelines qui devient le Nord-Belge après l'acquisition d'autres lignes. En 1875, le Nord reprend les lignes groupées autour de la Compagnie du Nord-Est (Lille-Valenciennes et Lille-Béthune) et de la Compagnie de Picardie et des Flandres (les archives de ces compagnies se trouvent dans les séries 11 AQ, 73 et 74 AQ). En 1937, l'exploitation du réseau passe à la SNCF.

Origine : don de Pierre-Alain Dauzet.

Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1846.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

PI 0010 01 Recrutement du personnel nécessaire à la création de la Compagnie et à la mise en exploitation des lignes.
« Rapport sur les nominations faites et à faire pour le personnel de l'exploitation » (19 mars 1846, transcription tapuscrite jointe), listes nominatives des personnels sélectionnés (classement par type de personnels : sous-inspecteurs et sous-chefs de gare, receveurs de stations, receveur de bagages, etc.).

1846

Compagnie électromécanique (CEM)

Notice historique : Fondée en 1885 à Paris, la CEM crée une usine au Havre en 1895, puis au Bourget en 1903, Lyon en 1907, et Nancy en 1967. La CEM est une filiale de Brown, Boveri & cie, devenue Asea Brown Boveri en 1988. En 1977, la branche électronucléaire de la CEM est cédée à Alstom. Cette même année, la CEM emploie 11 000 personnes. La CEM produit des machines électriques, générateurs, transformateurs, turbines et matériel roulant ferroviaire. Elle produit notamment les turbines du France, paquebot en service en 1960.

Origine : achat des ANMT en 2010 – propriété de l'État.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1950.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 109/6 *La belle histoire de la Compagnie électro-mécanique (CEM), 1885-1950.*
Livret non paginé, 1950.

Compagnie française des produits chimiques et matières colorantes de Saint-Clair-du-Rhône

*Notice historique*²⁸ : La Compagnie est fondée en 1916, et s'installe à Saint-Clair-du-Rhône (Isère) en 1917, avec pour objectif de s'insérer sur le marché des colorants synthétiques. Après plusieurs fusions-acquisitions, elle prend le nom de Francolor avant d'être rachetée par Ugine-Kuhlmann dans les années 1960, puis Pechiney en 1971, puis Ici, Zeneca, et enfin Stahl. L'entreprise cesse son activité en 2004.

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 unité documentaire.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 176/1 Tenue de travail militaire : échantillon de couleur.

s.d.

Compagnie générale transatlantique

Notice historique : Le problème des paquebots transatlantiques est étudié dès le règne de Louis-Philippe (1830-1848), sans recevoir de solution. Il doit être repris durant les premières années du Second Empire. Afin de soumissionner la concession, les Pereire et le Crédit mobilier fondent, en 1855, la Compagnie générale maritime, qui prend ensuite le nom de Compagnie générale transatlantique.

Origine : revendication d'archives publiques.
Importance matérielle : 1 registre.

²⁸ Source : ville de Saint-Clair-du-Rhône ; URL : <http://www.st-clair-du-rhone.fr/la-chimie/>

Dates extrêmes : 1935-1941.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

PI 0009 01 Paquebot *Normandie* : livre d'or (29 mai 1935 – 16 décembre 1941).

Revendication au titre de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité des archives publiques.

1935-1941

Compagnie universelle du canal maritime de Suez

Notice historique :

La **Compagnie universelle du canal maritime de Suez**²⁹ est fondée en 1858 pour la construction et l'exploitation du canal de Suez. Le canal est ouvert à la navigation maritime en 1869. La Compagnie universelle du canal maritime de Suez est contrainte de réorienter ses activités quand le colonel Nasser nationalise le canal en 1956. Elle se transforme deux ans plus tard en Compagnie financière de Suez, nationalisée en 1982 et privatisée en 1987. Elle fusionne avec la Lyonnaise des eaux sous la dénomination sociale « Suez Lyonnaise des eaux » en 1997.

Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage³⁰. Fondée en 1880, la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage connaît des débuts difficiles. L'entreprise prend son essor à la veille de la Première Guerre mondiale, se développant aussi bien par l'extension directe de ses activités de distribution d'eau et d'électricité à un grand nombre de villes françaises et étrangères (notamment Barcelone), que par le rachat et l'absorption d'entreprises du secteur, comme la Compagnie du Centre et du Midi en 1914, la Société des Eaux de Dunkerque, la Société orléanaise de gaz et d'électricité et la Compagnie du gaz et de l'électricité du Mans, Vannes et Vendôme en 1924, l'Union des gaz en 1929. En 1946, la Lyonnaise doit transférer à la nouvelle société nationale Électricité de France toutes ses installations de production et de distribution d'électricité et de gaz. La société, qui conserve ses usines de matériel et d'équipement électrique, étend alors ses activités à l'assainissement des eaux, au traitement des déchets et au chauffage urbain. En 1980, les 54 entreprises consolidées du groupe employaient près de 40 000 personnes. Elle fusionne avec la Compagnie de Suez en 1997. Depuis la fusion de Gaz de France et de Suez le 21 juillet 2008, Lyonnaise des Eaux est l'une des principales sociétés du Groupe Suez Environnement détenu partiellement par GDF SUEZ (groupe).

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 2 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1941.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 179/1 Mme Van Bomberghen. – Livraison de 928 obligations de la société du canal de Suez : correspondance.

1941

2002 026 179/2 Jean d'Eudeville. – Livraison de 3 parts de la société du canal Suez : correspondance.

1941

Coopérateurs de Flandre et d'Artois (Les) (CFA), 3 route de Bergues à Coudekerque-Branche (Nord)

Notice historique : Fondée en 1919, l'Union des coopérateurs d'Hondschoote fusionne avec d'autres coopératives du Nord-Pas-de-Calais en 1931 et devient, à cette occasion, la société anonyme CFA. Elle s'installe au 3, route de Bergues, Coudekerque-Branche en 1939, époque à laquelle elle compte plus de 70 000 familles adhérentes, exploite une dizaine de boulangeries et de boucheries, ainsi que 400 magasins, ce qui en fait l'une des plus grandes coopératives de consommation françaises. Après avoir tenté, en vain, de fusionner avec la CRN (Coopérative régionale du Nord), CFA est judiciairement liquidée en 1987.

Origine : don de Mme Moity-Obry en 2004.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1951-1974.

²⁹ Cf. fonds 1995_060, 2000_036-40, 2001_007, et 2011_029-30 de la Compagnie conservés aux ANMT.

³⁰ Cf. site des ANMT pour plus d'informations.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 066 Carte de sociétaire d'Edmond Obry (grand-père de la donatrice). Admission en 1951.
Actions nominatives d'Edmond Obry. 1953-1955, 1962 et 1974.

Comptoir de l'industrie textile de France

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 2 unités documentaires.
Dates extrêmes : 1963-1970.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 155/1-2 Actions : registres à souche.

1963-1970

1 1963.
2 1970.

Comptoir national d'escompte de Paris

Notice historique : Le CNEP (Comptoir national d'escompte de Paris) est créé par décret du 7 mars 1848 du gouvernement provisoire. En 1853, il devient le CEP (Comptoir d'escompte de Paris). Prospérant, la banque voit son capital quadrupler en vingt ans. Elle se développe à l'international, mais aussi en province de métropole. En 1867 est créé le Comptoir national d'escompte de Mulhouse. En 1889, le CEP est marqué par le suicide de son dirigeant, Eugène Denfert-Rochereau. Éclate aussitôt un scandale de spéculation mêlant le CEP et la Société des métaux, en plein scandale de Panama. La chute du cours des actions de la Société des métaux entraîne celle du CEP, qui fait faillite. Le CEP, avec l'aide de la Banque de France, est restructuré la même année et redevient le CNEP. La banque reprend son élan, et fait partie des six premières capitalisations de la Bourse de Paris en 1913. En 1966, le CNEP fusionne avec la BNCI (Banque nationale pour le commerce et l'industrie) pour devenir la BNP (Banque nationale de Paris).

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 2 registres.
Dates extrêmes : 1890-1896.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

2016 059 04 Agence du Havre.
Situations mensuelles : 1 registre.

30 juin – 31 décembre 1890

2016 059 05 Commission d'études de la Caisse de retraites projetée par les employés du Comptoir national d'escompte de Paris.
Procès-verbaux des séances du 15 décembre 1894 au 26 février 1896 : 1 registre.

1894-1896

Comptoir des textiles artificiels³¹

Notice historique : Le CTA est une société anonyme créée en 1911 par la famille Gillet.

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1938.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

31 5 et 7, avenue Percier, Paris (8^e).

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

*Notice historique*³² :

La **Confédération française des travailleurs chrétiens** est fondée en 1919, afin de défendre les intérêts des travailleurs contre le libéralisme économique. Désirant évoluer vers un syndicalisme laïc, la CFTC devient Confédération française démocratique du travail en 1964 ; l'actuelle CFDT a été créée par les adhérents ayant refusé l'évolution du syndicat. Lors des négociations de Grenelle de 1968, elle obtient la reconnaissance du syndicalisme d'entreprise, avant d'adhérer à la Confédération européenne des syndicats (CES) en 1974. Elle participe notamment à la négociation des 35 heures en 1997, s'oppose au Contrat première embauche en 2006, et lutte contre la réforme des retraites en 2010.

Section syndicale CFDT de La Redoute (Roubaix (Nord)). La Redoute est une entreprise créée en 1837, à Roubaix, par Joseph Pollet. Son fils Charles, en 1873, construit une nouvelle usine, et rebaptise la société « Filature de La Redoute » en référence à la rue de son siège social. En 1922, l'entreprise commence à faire paraître, dans le quotidien *Le journal de Roubaix*, de petites annonces publicitaires afin de trouver des débouchés. Elle débute ainsi la vente par correspondance, concrétisée par la création de son catalogue en 1928. À l'origine composé de seulement seize pages, il dépasse les 50 000 références en 1962, date à laquelle il est distribué à plus de 14 millions d'exemplaires. Afin de maintenir sa domination du marché, elle lance sa carte de crédit en 1969, ses bureaux de prise de commande téléphonique en 1970, et son service Minitel en 1984. La Redoute est rachetée, en 1997, par le groupe Kering, qui lance son site internet en 1999, puis son site mobile en 2010. Depuis 2010, les ventes de La Redoute diminuent de 10 % par an, ce qui provoque plusieurs plans de licenciements. En 2014, elle est rachetée par Nathalie Balla et Eric Courteille.

Origine : don de la section CFDT au CAMT le 12 février 1996.

Importance matérielle : 3 brochures imprimées.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 020/1-3 Section syndicale CFDT de La Redoute.

- 1 Brochure *Sport à la une, essai de réflexion CFDT sur le sport dans l'entreprise*, 8 pages.

1992

- 2 Brochure *La CFDT et l'entreprise citoyenne*, 12 pages. Janvier 1995.

1995

- 3 Brochure *Histoire d'une grève*, 20 pages. Juin 1995.

1995

Origine : don de Georges Fleubayse en 1993.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1967-1969.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 090/3 Syndicat CFDT du textile de Roubaix-Tourcoing et environs : notes sur l'emploi dans la branche et sur le groupe DMC (Dollfus-Mieg et Cie).

1967-1969

Origine : don de Jean-Pierre Nunes.

Importance matérielle : 8 cml.

Dates extrêmes : 1988-1997.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard.

2014 075 01 Documentation syndicale réunie par Jean-Pierre Nunes.

- *Les Cahiers syndicaux*, bulletin de l'association « Recherches et Initiatives syndicales »³³ et suppléments à la revue nationale *Collectif* : numéros 22, 25, 30-34, 37, 40, 42, 46, spécial santé social (octobre 1991), 51, 54, 56,

³² Source : site internet de la CFDT.

³³ Organe d'information de la gauche de la CFDT.

58-61, 63-64 (et supplément), 66, 70, 74, 81-86, 88-93 et 96-102³⁴. Octobre 1989 – décembre 1995.

- *Tous ensemble* « pour un syndicalisme CFDT démocratique et de lutte, pour la défense des intérêts des travailleurs et des chômeurs, pour la transformation sociale » : publicités, invitations et numéros spéciaux (bulletin, courrier) (1996-1997) ; numéros 1 à 21 (février 1996 – novembre 1998). 1996-1998.
- Congrès, réclamations d'adhérents sur leur organisation ou leur contenu : notes, tracts, documentation. 1988-1996.

1988-1997

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

Notice historique : La CFTC est fondée en 1919, afin de défendre les intérêts des travailleurs contre le libéralisme économique. Désirant évoluer vers un syndicalisme laïc, la CFTC devient CFDT en 1964 ; l'actuelle CFTC a été créée par les adhérents ayant refusé l'évolution du syndicat. Lors des négociations de Grenelle de 1968, elle obtient la reconnaissance du syndicalisme d'entreprise, avant d'adhérer à la Confédération européenne des syndicats (CES) en 1974. Elle participe notamment à la négociation des 35 heures en 1997, s'oppose au Contrat première embauche en 2006, et lutte contre la réforme des retraites en 2010.

Origine : don aux Archives nationales par les Archives départementales de Saône-et-Loire en novembre 2001 : documentation imprimée d'un syndicat de la Fonction publique remis au CAMT le 19 mars 2003.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1952-1957.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 002/1 Syndicat général des personnels des préfectures CFTC³⁵ : bulletin bi-mensuel de formation et d'information *Le Lien des Préfectures*.

1952-1957

N° 25, 2^e année. 10 février 1952.

N° 27, 10 mars 1952.

N° 49, 10 et 25 mars 1953.

N° 130, 10 mars 1957.

Confédération générale des cadres

Notice historique : Fondée le 15 octobre 1944 par Jean Ducros, la CGC est un syndicat consacré à la défense des intérêts des cadres. Elle devient « CFE-CGC » (Confédération générale de l'encadrement – Confédération générale des cadres) en 1981, afin d'étendre son champ d'action à l'ensemble de l'encadrement. Elle défend notamment la santé au travail, les salaires, le pouvoir d'achat, les retraites et l'égalité professionnelle de ses adhérents.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 021/3 Confédération générale des cadres CGC³⁶ : brochure *Les comités d'entreprises, champ d'application, composition constitution et fonctionnement, attributions et pouvoirs, rôle des cadres*, 63 pages.

s.d.

³⁴ S'insèrent également entre ces numéros les suppléments à la revue *Collectif* n°10 à 15 (1990-1992).

³⁵ Rédaction : préfecture de Versailles (Seine-et-Oise).

³⁶ 19, boulevard Malesherbes, Paris (8^e).

Confédération générale du travail

Notice historique : La Confédération générale du travail est un syndicat de salariés français créé le 23 septembre 1895 lors du congrès constitutif à Limoges (Haute-Vienne). Cette organisation est la réunion de 18 bourses du travail, 28 fédérations d'industries et 126 syndicats non fédérés. En 2017, la CGT existe toujours et est même la première organisation syndicale française représentative.

Origine : don aux Archives nationales par les Archives départementales de Saône-et-Loire en novembre 2001 : documentation imprimée d'un syndicat de la Fonction publique remis au CAMT le 19 mars 2003.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1955-1959.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 002/2 Syndicat national CGT des personnels des préfectures et sous-préfectures, CATI³⁷, centres mécanographiques et services départementaux : tracts.

1955-1959

Notice historique : La savonnerie Lever, du nom de son fondateur Sir William Lever, vicomte de Leverhulme, s'installe à Haubourdin (Nord) en 1913. Au moment de sa fermeture, en 2000, elle produit annuellement 118 000 tonnes de lessive en poudre, et 37 000 de lessive liquide.

Origine : fonds en déséquence.

Importance matérielle : 1 brochure ronéotypée.

Dates extrêmes : 1995.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 019/1 Syndicat de l'usine Lever d'Haubourdin. – Conflit provoqué par le plan social : revue de presse du syndicat, munie d'une table chronologique des événements à partir de 1993 avec des textes en allemand et en anglais.

1995

Notice historique : *Antoinette* est un magazine mensuel destiné à un lectorat féminin, publié par la CGT à partir de 1955. Il est fondé par Madeleine Colin, militante aux PTT, en remplacement de sa première publication, *La revue des travailleuses* (1952-1955). *Antoinette*, dirigé par Madeleine Colin de 1955 à 1975, puis par Christiane Gilles, devient le support syndical majeur des causes féminines. Au cours des années 1970, ce magazine survit à un conflit majeur entre la rédaction d'*Antoinette* et la CGT, mais la chute de son lectorat au cours des années 1980 entraîne la fin de sa publication en 1989.

Origine : fonds en déséquence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1967.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 183/1 *Antoinette* : numéro de 1967 contenant un article sur la filature Phildar à Roubaix.

1967

Confédération générale du travail – Force ouvrière

Notice historique : La Confédération générale du travail – Force ouvrière, abrégée en « Force ouvrière », est une confédération syndicale créée en 1947 à partir d'un groupe de militants ayant quitté la CGT. CGT-FO est successivement dirigée par les secrétaires-généraux Robert Bothereau (1948-1963), André Bergeron (1963-1989), Marc Blondel (1989-2004) et Jean-Claude Mailly (depuis 2004).

Origine : don aux Archives nationales par les Archives départementales de Saône-et-Loire en novembre 2001 : documentation imprimée d'un syndicat de la Fonction publique remis au CAMT le 19 mars 2003.

Importance matérielle : 1 dossier.

37 CATI : centre administratif et technique du Ministère de l'Intérieur.

Dates extrêmes : 1954-1959.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 002/3** Syndicat national des fonctionnaires et agents des préfectures et sous-préfectures de France et d'outre-mer CGT-Force ouvrière.
Tracts.
1955-1959
- Bulletin d'information, n° 4, décembre 1954.
N° spécial. Congrès des 22, 23 et 24 mai 1955.
N° 1. Mars 1956.
N° spécial. Congrès des 11, 12 et 13 juin 1956.
N° 1. 1^{er} trimestre 1958.
N° 3. Décembre 1958.
N° 3. Septembre 1959.
Journal *La Nouvelle Tribune*, organe de la Fédération générale des Fonctionnaires CGT-Force Ouvrière.
N° 66. Janvier 1955.
N° 69. Février 1955.
N° 84. Août-septembre 1956.
N° 93. Octobre 1957.
N° 95. Décembre 1957.
N° 112. Août-septembre 1959.
1954-1959

Origine : don de Françoise Bosman, directrice du CAMT, fait au CAMT en mars 2003.
Importance matérielle : 1 brochure.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 007** Documentation.
La femme dans le mouvement syndical par Rose Étienne : brochure de la CGT-FO (librairie syndicale : 157, rue de Vaugirard, Paris 15^e), 29 pages, s.d.

Origine : achat effectué par les ANMT en 2009.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1958.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 095** Syndicat national CGT-FO des fonctionnaires des préfectures, congrès des préfectures, Lille : livre d'or.
1958
- « A leurs camarades de la Section du Nord, les délégués au congrès de Lille dédient ce florilège, hommage des provinces françaises au pays flamand. 10-12 octobre 1958. »*

Conseil national du patronat français (CNPFF)

Notice historique : En 1919, la Confédération générale de la production française est la première organisation de caractère fédéral intégrant douze groupes industriels. Place est faite aux petites et moyennes entreprises de l'industrie et du commerce ; la confédération devient Confédération générale du patronat français. C'est fin 1945 qu'a lieu l'assemblée constitutive du Conseil national du patronat français qui devient, le 12 juin 1946, association de la loi 1901. Le CNPF regroupe les unions patronales (locales, départementales, régionales), les chambres syndicales et les fédérations représentant les professions de l'industrie, du commerce et des services. Les délégués de ces organisations composent l'assemblée générale. En 1998, le CNPF devient le MEDEF sous l'impulsion d'Ernest-Antoine Seillière.

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1951-1952.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Simon Vérove.

- PI 0017 01**
- Assemblées générales du CNPF : rapports d'activité de la commission économique générale, de la commission sociale et de la commission des relations économiques internationales (envois de la Fédération des associations régionales au Syndicat patronal textile de la région d'Armentières).
 - Notices sur les attributions des comités d'entreprises.
 - Répertoire des fédérations professionnelles affiliées au Conseil national du commerce.
- 1951-1952

Coopérative ouvrière de consommation L'Avenir, Roncq (Nord)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 registre et un petit dossier.
Dates extrêmes : 1956-1965 et s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

Documents de la dissolution de la coopérative, à compter du 1^{er} avril 1964.

- | | | |
|-----------------------|--|--|
| 2002 026 045/1 | Journal de caisse. | 1 ^{er} août 1956-janvier 1964 |
| 2002 026 045/2 | Registre du commerce au greffe du Tribunal de Tourcoing : inscriptions portées sous le numéro 55 B 122, acte de dissolution. | Avril 1964 |
| 2002 026 045/3 | Annonce légale de la dissolution dans <i>La Gazette de la Région du Nord</i> , n° 48. | Avril 1964 |
| 2002 026 045/4 | Remboursement des actionnaires : liste nominative avec nombre d'actions détenues. | s.d. |
| 2002 026 045/5 | Assemblée générale extraordinaire : approbation des comptes de liquidation. | Février-mars 1965 |
| 2002 026 045/6 | Direction générale des Impôts : taxe sur le chiffre d'affaires. | Mars 1965 |

Copin de Miribel (famille)

Notice historique : La famille Copin de Miribel est une famille originaire du Dauphiné, anoblée en 1692. Elle est notamment marquée par la personnalité de Joseph de Miribel (1831-1893), officiellement dénommé Marie François Joseph Copin de Miribel, fils du maire de Grenoble Artus de Miribel (1842-1845). Joseph de Miribel s'engage dans l'artillerie à sa sortie de l'École polytechnique. Dans ce cadre militaire, il participe notamment à la guerre de Crimée (1853-1856), à la campagne d'Italie (1859), du Mexique (1861-1867), puis à la guerre de 1870 et à celle contre la Commune (1871). Il devient chef d'état-major du ministre de la Guerre de 1878 à 1881, puis chef d'état-major général des armées françaises de 1890 à sa mort.

Origine : achat en vente aux enchères.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1846-1866.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

- 2015 048 01** Archives familiales : notes manuscrites sur des ateliers et usines militaires³⁸.

³⁸ Dossiers attribués au géographe Victor Amédée Barbié du Bocage dans le catalogue de la vente en 2015 des archives de la famille de Miribel (une petite-fille de Victor-Amédée avait épousé François-Gabriel Copin de Miribel). Plusieurs Copin de Miribel ont servi dans l'artillerie au XIX^e siècle.

Artillerie et établissements de l'artillerie : documentation provenant du ministère de la Guerre et notes, -1863.

Note sur les expériences relatives à la vitesse communiquée par des ressorts de platine aux chiens de fusil, 1842.

Relations des charges de poudre avec les vitesses initiales des balles et relation des forces vives des balles au volume de l'impression dans le plomb : épreuves balistiques ; A. MORIN, *Comptes rendus des séances de l'Académie des Sciences*, 11 janvier 1847 (tiré à part),

Circulaires et plans imprimés du ministère de la Guerre : profil des remparts et organisation des barbottes pour l'artillerie, construction des batteries de siège dans les écoles d'artillerie, construction des augets des conducteurs de paratonnerre, 1852.

Délégation du capitaine Daugny pour réception d'une machine à fabriquer les balles et étude de fonderies, machines, canons et autres armes en Angleterre : correspondance, brouillon du rapport, plan sur calque (*Forcing machine*) 1854-1855.

Comparaison entre différents types de balles : compte-rendu d'expériences et notes sur la déviation des projectiles, s.d. : rapports des expériences comparatives menées dans les écoles de tir de Grenoble, Saint-Omer et Toulouse entre la balle de l'arme à tige et la balle à culot, 1850 ; coupes des balles oblongue, à culot, allégée et Nessler, 1854 ; rapport intermédiaire sur les résultats des épreuves comparatives entre la balle à culot et la balle Nessler, s.d. [1856].

Note sur les ponts de circonstance, 1859.

Note sur l'organisation des pontonniers, 1860.

Note sur les bouches à feu Marie-Jeanne, 1863.

Voyage de 1846 : visites d'usines de l'artillerie.

Notes et croquis sur les poudreries d'Angoulême, du Ripault³⁹, de Pont de Buis⁴⁰ et de Saint-Médard⁴¹ ; sur la manufacture d'armes de Châtellerauld ; sur la fonderie de canons de Ruelle près d'Angoulême.

À noter :

Le Ripault : plan d'un moulin de 20 pilons.

Châtellerauld : plan d'un laminoir à tôle de cuirasses ; plan d'un martinet à forger les lames à canons et d'une cisaille pour couper les maquettes (usine n°3) ; plan de la grande roue hydraulique.

Atelier d'arçonnerie de l'École impériale de cavalerie, Saumur : documentation réunie pour un mémoire, provenant du ministère de la Guerre, 1862.

Examen de machines destinées à l'arçonnerie (scie mécanique Perin, machine locomobile demi-fixe) : correspondance, marché, janvier-avril 1862.

Estimation du budget pour l'extension de l'arçonnerie, 22 janvier 1862.

Projet d'installation d'atelier, 25 janvier 1862.

Atelier : plan, coupe, élévation, croquis de machines⁴², 4 août 1862.

Arçonnerie et maréchalerie : plan de masse et coupe⁴³, s.d.

Fonderie de Bourges : documentation réunie pour un mémoire, 1862.

Commission spéciale de l'assiette générale des fonderies de canons : projet de compte-rendu de la séance du 28 mai 1857.

Notes et croquis sur d'autres fonderies : fonderies de canons de Douai, Ruelle et Nevers, fonderies et forges de Fourchambault, Guerigny et Mazières, établissement d'artillerie de Liège, Le Havre et arsenal de Cherbourg, [1850]-1861-1862.

Projet de fonderie de canons pour Bourges, s.d.

Fonderie impériale de Bourges : photographie, s.d. [vers 1866].

Tirage collé sur carton

1846-1862, vers 1866

³⁹ Monts (Indre-et-Loire).

⁴⁰ Pont-de-Buis-lès-Quimerch (Finistère).

⁴¹ Saint-Médard-en-Jalles (Gironde).

⁴² Encre et aquarelle sur papier fort.

⁴³ Plan : encre et aquarelle sur papier ; coupe : encre sur calque collé sur le plan.

De Neuflyze et cie

Origine : achat des ANMT en 2010 – propriété de l'État.
Importance matérielle : 2 pièces.
Dates extrêmes : 1926-1950.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 109/1 *De Neuflyze et Cie, notice historique publié à l'occasion du 125e anniversaire de l'établissement à Paris de leur maison de banque, 1667-1925.* Imprimerie Vaugirard, 40 pages, 1926.

2002 026 109/2 *De Neuflyze, Schlumberger et Cie, 1800-1950, pour commémorer le siècle et demi écoulé depuis l'installation à Paris de leur maison de banque par leur ancêtre Dominique André, Messieurs de Neuflyze, Schlumberger et Cie ont édité ce court historique.*
Imprimerie Keller, 34 pages, 1950.

Dentellière anonyme à Dieppe (Ancien Régime)

Origine : entrée aux Archives nationales en 1954 sous le numéro 987 (cote primitive : 67 AQ 1 aujourd'hui supprimée).
Importance matérielle : 1 registre.
Dates extrêmes : 1724-1730.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Bertrand Gille.

2002 026 126 Grand livre des comptes de la clientèle répartie sur toute la France. 11 octobre 1724 – 23.

À noter : clientèle répartie sur toute la France.

Dorchies (Louis), maraîcher à Loos (Nord)

Notice historique : Louis Dorchie (1879-1957) est propriétaire d'une exploitation maraîchère de plus de 2 ha. Il possède 1 200 châssis de couches. Sélectionné pour recevoir le diplôme d'honneur de l'horticulture, il est élevé au grade d'officier du mérite agricole. Jusqu'en 1963, le marché de gros, situé à l'angle des rues Solférino et Jean-sans-peur à Wazemmes (Nord), accueille les maraîchers. La vente, qui commence à 1h du matin, permet aux grossistes de Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer, Arras, Lens, Valenciennes et Amiens, d'approvisionner les épiciers de leur région. À partir de 5h du matin, épiciers, restaurateurs et gros consommateurs de légumes lillois viennent y faire leurs achats jusqu'à 7h du matin, horaire de la clôture du marché. En 1963 sont créées les premières « grandes surfaces ». A cette période est construit, à Lomme (Nord), le marché de gros « Min », venant remplacer le marché de Wazemmes.
En revenant du marché, le maraîcher écrit le compte de ses recettes sur un grand livre.

Origine : don de Christian Nony, petit-fils de Louis Dorchie.
Importance matérielle : 3 registres.
Dates extrêmes : 1898-1957.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2013 042 01-03 Livres de comptes.

01 Grand livre, 1898-1924.
Comptes clients, 1898-1914 ⁴⁴ ;
Salaires des ouvriers, 1919-1924 ;
Salaire de « France », 1910-1911 ;

⁴⁴ Dans le désordre.

- Compte « Maurice », 1913-1914.
- 02** Livre de caisse, 1910-1951.
Recettes des marchés, juillet 1910-1915, 1919– 1951⁴⁵
Compte « Maurice », 1920-1923, 1940.
- 03** Grand-livre, 1907-1957.
Comptes clients, 1907-1922 ;
Autres recettes, 1936-1939 ;
Recettes des marchés, 1951-1957 ⁴⁶ ;
Comptes divers (maison, banque, personnel, Maurice Boussemart et famille, dommages de guerre)⁴⁷, 1908-1914, 1919-1923, 1955-1957.

3 registres, étiquettes illisibles : env. 27 x 11 cm ; 27,5 x 11 cm (dos arraché) ; 39 x 14,5 cm (dos arraché) + 4 feuilles volantes ⁴⁸.

1898-1957

Douay (Jean-François), marchand-libraire, Amiens

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 formulaire imprimé.

Dates extrêmes : 1767.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2014 069 02 Brevet de maîtrise.

– recto : quittance de la somme de 800 livres pour l'un des quatre privilèges de marchand-libraire d'Amiens, 3 septembre 1767 ;

– verso : enregistrement au Contrôle général des Finances, 25 novembre 1767.

Formulaire imprimé complété à l'encre sur parchemin.

1767

Duhameaux (Michel), président-directeur-général des Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais

*Notice historique*⁴⁹ :

Michel Duhameaux (1899-1980), ancien élève de l'École polytechnique et de l'École des mines, devient ingénieur en chef des mines en 1941, avant, en 1944, de devenir président-directeur-général des houillères du Nord-Pas-de-Calais. Il prend, par la suite, la direction générale des houillères du bassin de Lorraine (1947-1957) et de Charbonnages de France (1948-1949), puis du Bureau de recherches géologiques et minières (1957-1961).

HBNPC. Les Houillères nationales du Nord-Pas-de-Calais sont créées, à partir de 18 compagnies initiales, par l'ordonnance du 13 décembre 1944. Le 17 mai 1946, la loi sur la nationalisation leur donne le nom de Houillères du Bassin du Nord Pas-de-Calais. Charbonnages de France et les Houillères des deux autres bassins (Centre et du Midi, Lorraine) sont créés dans le même temps. En 1947, le Bassin compte 200 000 mineurs et la production est remontée à plus de 28 millions de tonnes. En 1952, le record de la période d'après-guerre est enregistré : ce sont ainsi 97 000 mineurs qui extraient 29,4 millions de tonnes de charbons. Pourtant, les résultats financiers de l'établissement se dégradent face à la concurrence du pétrole et du gaz. En 1960, un plan de régression de la production charbonnière et demande l'arrêt de l'embauchage. Le 21 décembre 1990, l'extraction du charbon du siège du 10 d'Oignies dans le Pas-de-Calais est arrêtée. Cette date marque la fin de la production de charbon dans le bassin du Nord Pas-de-Calais. Un décret du 11 décembre 1992 acte la disparition des HBNPC. 24 milliards de tonnes de charbon ont été extraites dans cette région.

Origine : don à l'État de May Duhameaux, fille de Michel Duhameaux, en 2008.

Importance matérielle : 2 pièces photocopiées.

Dates extrêmes : 1945-1946.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

⁴⁵ À partir de 1948, commentaires sur les raisons des variations de recettes (période, météo, type de récolte).

⁴⁶ *Idem*.

⁴⁷ Dans le désordre et sans continuité.

⁴⁸ Buvard illustré « Docks du Nord », La Madeleine.

⁴⁹ Sources : École des mines, ANMT.

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

Deux documents photocopiés.

- 2002 026 079/1** Discours du ministre de la Production industrielle Robert Lacoste et de Michel Duhamiaux concernant la nationalisation des mines et la crise charbonnière.
8 mars 1945
- 2002 026 079/2** Grand prix des mines Léonard Danel remis à Michel Duhamiaux, inspecteur général des Mines, directeur des Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais (HBNPC).
1946

École du service électrique et de la signalisation de la SNCF à Toulouse

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 175/1** Dispositif et enclenchement d'approche : cours.

s.d.

École impériale des Ponts-et-Chaussées

Origine : achat de 2010 – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1867.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 109/5** *L'histoire de l'administration et du corps des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées*, conférence faite à l'École impériale des Ponts-et-Chaussées par Léon Aucoc, maître des requêtes au Conseil d'État.
Imprimerie Thunot à Paris, 40 pages, 1867.

École industrielle et commerciale de Tourcoing (Nord)

Origine : don de fonds en déshérence réalisé en 1998.

Importance matérielle : 2 pièces.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 061/3** Deux cahiers de Louis Delcourt, élève de l'École industrielle de Tourcoing : cours de filature de l'abbé Courquin.

s.d.

École nationale des arts industriels puis École nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix (Nord)

Origine : don de M. Valinseele.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 061/2 Cahier de Marcel Desseaux, élève de l'École nationale des Arts industriels de Roubaix : cours de décomposition, tissage et mise en carte.

s.d.

Origine : don de Georges Deman-Pruvost.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1933-1935
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 061/1 Cahiers de cours de tissage de Georges Deman (1919-1967), élève de l'École nationale supérieure des Arts et Industries textiles de Roubaix : échantillons et croquis d'armures, avec dictionnaire d'armures en annexe.

1933-1935

Édouard Dubied et cie S. A., Neuchâtel (Suisse)

Notice historique : Spécialisée dans le tricotage des bas et chaussettes, la société suisse Édouard Dubied & cie S. A. est fondée par Henri-Édouard Dubied en 1867. Son fils Paul-Édouard, qui lui succède en 1878, développe les ventes de machines à tricoter motorisées de l'entreprise, et crée une nouvelle usine à Pontarlier (Doubs). En 1935, il rachète la société allemande *Chemnitzer stickmaschinen-fabrik AG*, spécialisée dans la production de machines à tricoter. La société connaît un succès florissant dans les années 1960, grâce aux ventes de ses machines à tricoter « Wevenit ». La société compte alors 3 000 employés répartis sur 4 sites à Neuchâtel, 2 à Milan (Italie) et 1 à Rheineck (Suisse). La société, plongée dans la récession à partir de 1973, ne parvient pas à se redresser et cesse son activité en 1987.

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 4 dossiers.
Dates extrêmes : 1930-1931 et s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 051/1 Mode d'emploi de la machine à tricoter à main Dubied, Editions Dubied, 63 pages.

1930

2002 026 051/2 Complément de machine : le super-8 Dubied et ses nouveaux groupes diviseurs, 12 pages.

s.d.

2002 026 051/3 Certificat de garantie de 5 ans pour la machine à tricoter de type MM 60/32 numéro 167 137.

s.d.

2002 026 051/4 *Revue du tricotage*, Éditions Dubied. Novembre 1930, mars-avril 1931, juin-août 1931 et octobre 1931.

1930-1931

Électricité de France, centrale thermique de Cheviré (Loire-Atlantique)

Notice historique : La centrale thermique de Cheviré est en activité de 1953 à 1986, date à laquelle elle est démantelée.

Origine : don de Jean-Marie Grialou en 2004.
Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1987.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 064 *Cheviré, une centrale et ses hommes, 1953-1986* : brochure du groupe d'histoire de Cheviré « une manière différente de faire de l'histoire, une histoire des hommes et des femmes au travail faite par eux-mêmes ».

Mai 1987

Egyptian commercial and trading company limited

Notice historique : La société est fondée en 1863. Comptant au sein de son conseil d'administration plusieurs employés du gouvernement égyptien, elle a pour objectif principal de financer Ismaïl Pacha (1830-1895), khédive d'Égypte et du Soudan (1863-1879).

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1867.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 158/1 Action d'Alfred André : acte de propriété.

1867

Entreprise Jackson et Delbar

Notice historique : L'entreprise Jackson et Delbar est fondée à Roubaix en 1929 par Émile Delbar, père du donateur de ce fonds, et son associé, Jean Jackson. Roger Delbar y travaille de 1942 jusqu'au dépôt de bilan de l'entreprise, en 1985. À l'origine spécialisée dans la chaudronnerie et la tuyauterie pour les entreprises, Jackson et Delbar se convertit ensuite dans le chauffage pour particuliers. Elle connaît les évolutions techniques majeures du secteur, de la tuyauterie en cuivre à celle en acier, puis aux soudures autogènes et électroniques. L'entreprise compte, à son apogée, une cinquantaine d'employés.

Origine : don de Roger Delbar, aux Archives nationales du monde du travail en 2012.

Importance matérielle : 18 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1914-2003.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 144/1 Démolition et reconstruction d'une maison située rue de la Tuilerie. – Demande d'autorisation au maire de Roubaix : correspondance.

1914

2002 026 144/2-3 Sociétés Descamps et Vandekerkhove.

1924

- 2** Radiation : récépissé du registre du commerce. 1924.
- 3** Dissolution et cession : acte notarié. 1924.

2002 026 144/4-5 Société Descamps et cie.

1924-1929

- 4** Création : statuts. 1924.

1924

- 5** Cession de droits sociaux par Alfred Descamps à Jean Jackson et Émile Delbar : acte notarié.

1929

2002 026 144/6-17 Entreprise Jackson et Delbar.

1924-2003

6	Création : acte notarié (1929) ; historique de la société : correspondance (2003).	1929-2003
7	Transformation de la société en nom collectif « Jackson et Delbar » en société à responsabilité limitée : acte notarié.	1929
8	Augmentation de capital : acte notarié.	1929
9	Dépôt de pièces de publication : acte notarié.	1929
10-14	Registre du commerce.	
10	Inscription (1924) ; modification (1929) : récépissé.	1924-1929
11-12	Déclaration aux fins d'inscription modificative de l'immatriculation : acte officiel.	1945-1949
	11 15 mai 1945.	
	12 9 décembre 1949.	
13	Demande d'immatriculation : récépissé.	1957
14	Extrait des inscriptions portées au registre du commerce : acte officiel.	1959
15	Déménagement : coupure de presse.	2003
16-17	Relation client : lettre à entête vierge.	s.d.
16	Correspondance générale. s.d.	
17	Facture. s.d.	
2002 026 144/18	Descamps et Delbar. – Publicité : copie d'une coupure de presse.	s.d.

Entreprise non identifiée (début XIX^e siècle)

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1801-1810.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard.

2016 059 01 Entreprise non identifiée⁵⁰.
Enregistrement des actionnaires, par ordre numérique avec leurs noms, dates de naissance et dates de décès : 1 volume manuscrit.
29 fructidor an IX (16 septembre 1801) – 21 juin 1810

Établissements Agache Fils, S. A. de Pérenchies

Notice historique : Bâtie en 1928 par M. Le Blan, la filature de lin de Pérenchies (Nord) est rachetée par la famille Agache en 1848. Elle obtient rapidement un rayonnement national, et fait la richesse de la ville. Détruits en grande partie durant la Grande Guerre, les Établissements Agache fils sont reconstruits et ne quittent Pérenchies qu'en 1985.

Origine : don de Gérard Foncez en 2006.

Importance matérielle : 3 pièces.

Dates extrêmes : 1912-1919, 1928 et 1955.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

⁵⁰ Seule une note manuscrite accompagnait ce registre, précisant qu'il n'appartenait pas au fonds Briensiaux (3AQ ou 1996 034).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 069/1** *Centenaire des Établissements Agache (1828-1929)* : plaquette publiée à Lille, 59 pages. 1929
- 2002 026 069/2** Rénovation de la filature de lin de La Madeleine-Nord (Lille) : plaquette publicitaire publiée à Lille. Février 1955
- 2002 026 069/3** Syndicat des filateurs de lin, de chanvre et d'étoupes de France : photocopies des statuts de 1901 et comptes rendus des assemblées générales. Mai 1912-avril 1919

Établissements Antoine Besson (EAB), ingénieur civil des mines, 96 rue d'Amsterdam à Paris (9^e)

Origine : achat effectué par les ANMT en 2009.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : environ 1930.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 096** Établissements Antoine Besson, entreprise générale et construction métallique : album des ateliers, des fabrications en cours et des réalisations achevées comportant des photographies noir et blanc, des certificats de qualité et les conditions générales de vente. 1930 environ
- Les ateliers sont situés à Montereau (Seine-et-Marne) et à Montluçon (Allier).*

Établissements Carel Fouché et cie

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 catalogue.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 037/1** Matériel de traction électrique et automotrices pour les chemins de fer : catalogue. s.d.

Établissements Crespel

Origine : document en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1943-1945.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Catherine Jakubowski.

- 2002 026 016/1** Comité social provisoire : compte rendu de réunion. 1^{er} septembre 1943, 29 mars 1944, 29 juin 1944, 20 juillet 1944, 27 juillet 1944.
Comité directeur de la section corporative d'entraide : compte rendu de réunion. 29 décembre 1944, 23 novembre 1944, 30 janvier 1945, 22 février 1945.

Établissements Degrave et Prouvost, usine du coq français

Notice historique : Fondés en 1871, les Établissements Degrave et Prouvost sont spécialisés dans la confection de bandes transporteuses, de tuyaux, de pièces sur plan, de petits moulages, dans le tissage et le bourrage. Débutant la confection de cylindres pour l'industrie sidérurgique en 1952, l'entreprise est rachetée, en 1976, par Hutchinson. La société diversifie alors son activité, en fabriquant des soufflets pour aéroports à partir de 1980, des soufflets pour intercommunication ferroviaire à partir de 1990, et des poches gonflables de grandes dimensions à partir de 1992. Depuis 1995, la société est intégrée à l'entreprise « Le joint français ». Dans ce cadre, elle fabrique notamment, en 2004, des ensembles d'intercirculation pour le métro de Mexico (Mexique).

Origine : don de Pierre Coftier.

Importance matérielle : 1 feuille.

Dates extrêmes : 1929.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

2013 088 01 Fabrication de caoutchouc : facture pour des tuyaux adressée à M. Gergeau à Donchery (Ardennes).

1929

Établissements Delattre et Frouard réunis⁵¹, société anonyme de boulonnerie

Notice historique : La société Établissements Delattre et Frouard réunis naît, en 1919, de la fusion des Établissements Delattre et cie, fondés à Ferrière-la-Grande (Nord) en 1876, avec la Société pour la construction de cylindres, laminoirs et aciéries, fondée à Frouard (Meurthe-et-Moselle) en 1911. Elle possède alors des usines en Meurthe-et-Moselle (Frouard, Nancy, Longwy-Bas), en Moselle (Bouzonville), en Seine-et-Marne (Dammarie-les-Lys), dans l'Aisne (Sougland, Pas-Bayard) et dans le Nord (Ferrière-la-Grande), et emploie environ 4 500 personnes. Ses usines de Longwy et Nancy ferment, respectivement, en 1933 et 1934. Conjointement avec Chavanne-Brun Frères, Delattre et Frouard réunis fonde, en 1947, la Société pour l'étude et la construction d'installations métallurgiques (SECIM) à Ferrière-la-Grande, afin d'assurer la prospection et la vente des laminoirs. En 1958, Delattre et Frouard réunis fusionne avec Levivier, société siégeant à Valenciennes (Nord), et devient Delattre Levivier, entreprise cessant son activité en 1983.

Origine : don de Mme Tellier, née Anice Defossez, en 2007.

Importance matérielle : 2 pièces.

Dates extrêmes : 1925.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 075 Acte d'échange de terrains entre la boulonnerie Delattre et Frouard Réunis à Ferrière-la-Grande (Nord) avec les propriétaires Juliette Lhoir, Madeleine Bousset et Joséphine Renard.

29 août 1925

Plan (« bleu ») des terrains échangés.

29 juillet 1925

Établissements Désiré Leurent, filature de lin de Roncq (Nord)

Notice historique : Les Établissements Désiré Leurent débutent leur activité en 1881, date de l'édification d'une filature mécanique de 1 000 broches à Roncq, suivie de la construction d'un tissage de lin en 1884.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : une liasse.

51 39, rue de la bienfaisance, Paris.

Dates extrêmes : 1975-1980.

Communicabilité : après un délai de 50 ans pour le respect de la vie privée (*Code du patrimoine*).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 029/1 Accidents du travail : bulletins individuels de déclarations des accidents survenus dans l'entreprise.

janvier 1975-septembre 1980

Établissements E. Tournon, filature saint-quentinoise (Aisne)

Notice historique ⁵² : Entre 1817 et 1820, le négociant en textiles saint-quentinois Benjamin Paillette y fonde une filature de coton. À partir des années 1850, elle est dirigée par les frères Gustave et Charles Paillette. En 1875, Eugène Euphain Tournon, déjà propriétaire de la filature de Rouppe (Aisne) depuis 1861, la rachète en association avec M. Lemaire. Sa raison sociale est, successivement, « Tournon, fils et Mairesse » en 1877, puis « E. Tournon et fils » en 1882, et enfin « E. Tournon et cie » en 1887. Eugène Charles Tournon (1857-1924) prend la direction de l'entreprise en 1895, date du décès de son père. Réquisitionnés puis incendiés en 1917, les installations de la société sont reconstruites, et agrandies par la même occasion, de 1919 à 1925.

Parallèlement à sa carrière industrielle, Eugène Charles Tournon réalise un parcours politique notable, puisqu'il est sénateur de l'Aisne de 1905 à sa mort, et vice-président du Sénat de 1913 à 1916. Il fonde également, en 1901, l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France.

Son fils, Robert Tournon, crée la société anonyme Établissements E. Tournon lors du décès de son père en 1924. Cette société, en 1929, fusionne avec Filature et tissage de Gauchy et Tissage du Vermandois. Après les années 1970, la société est rachetée par le groupe Consortium général textile, puis par la Société financière et foncière Agache Willot en 1982. Agache Willot réoriente alors les Établissements E. Tournon, rebaptisés Tournon-Everwear, vers la production de couvre-lits et de couvertures. Devenue Saint-Quentex à partir de 1985, la société cesse son activité en 1992.

La société emploie 160 ouvriers en 1847, 110 en 1873, 70 en 1876, 250 en 1878, 80 en 1882, 300 en 1870, et 70 en 1983.

Origine : don des Archives départementales de l'Aisne.

Importance matérielle : 35 brochures.

Dates extrêmes : 1925-1968.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 030/1 Assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la société : 35 brochures des procès-verbaux.

1925-1968

Établissements Grunberg, Léon et cie

Notice historique : Les Établissements Grunberg, Léon et cie sont un manufacturier parisien d'appareils d'hydrothérapie, de chauffage et de cuisine au gaz.

Le catalogue général décrit ci-dessous présente les équipements d'intérieur produits par la société en 1908. Il permet d'avoir une connaissance illustrée de ces équipements et de leur coût au début du XX^e siècle.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1908.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 167/1 Fournitures : catalogue général.

1908

⁵² Source : Inventaire général du patrimoine culturel des Hauts-de-France, « Ancien apprêt, dit Ployrie du Faucon, filature de coton Paillette, puis Tournon, tissage Tournon-Everwear, puis Saint-Quentex », URL : <https://inventaire.hautsdefrance.fr/dossier/ancien-appret-dit-ployrie-du-faucon-filature-de-coton-paillette-puis-tournon-tissage-tournon-everwear-puis-saint-quentex/83fb9dd0-a816-4a07-852c-4a23cdc3766c>

Établissements Japy frères, Beaucourt (Territoire de Belfort)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 035/3 Prospectus pour la nouvelle Japy n° 9.

s.d.

Fédération féministe, union de syndicats professionnels de femmes

Notice historique : La Fédération féministe est créée en 1900 et regroupe les sociétés ou syndicats ayant pour objectif le renforcement des liens entre les femmes dans le cadre du travail. Elle porte notamment des revendications sur l'égalité salariale et l'accès des femmes aux tribunaux de commerce.

Origine : achat en librairie, 2018.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Raphaël Baumard

PI 0034 02 Fédération et syndicats membres.
Fédération féministe : statuts. 1900.
Syndicat des ouvrières en dentelles, broderies et tapisseries d'art : statuts. 1901.
Musée-comptoir des arts et métiers féminins : règlement. S.d.
Syndicat de l'aiguille, association professionnelle mixte de patronnes, employées et ouvrières en habillement : statuts (1899), renseignements pratiques. 1899 et s.d.
1899-1900.

Fils de Lefèvre Frères (Les), entreprise de sondages à Quiévrechain (Nord)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 5 dossiers.
Dates extrêmes : 1912-1954 et s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 063/1 Chrono des croquis de forages pour la clientèle.

1927-1954

2002 026 063/2 Carnet de relevés géologiques.

1912-1924

2002 026 063/3 Publicité de la Compagnie Ingersoll-Rand – 33, rue Réaumur à Paris (3e) – sur les forages de puits.

s.d.

2002 026 063/4 Publicités allemandes de forages : Alfred Wirth und Co à Erkelenz (Rhénanie) et Internationale Maschinen und Tiefbohrergerätefabrik à Landau (Rhénanie).

s.d.

Fives-Lille-Cail – comité d'établissement de l'usine de Givors

Notice historique : La société Fives-Cail-Babcock est la résultante d'une suite de fusions dans lesquelles sont impliquées trois entreprises : Fives-Lille, Cail, et Babcock & Wilcox.

Les ateliers de construction mécanique de Fives sont fondés en 1861 par Pierre Schaken et Basile Parent, spécialisés dans la construction de voies de chemin de fer et locomotives. La société est créée le 6 octobre 1861 sous la raison sociale Parent, Schaken, Caillet et Cie. Elle exploite aussi des ateliers à Givors.

Dès novembre 1861, la société forme avec la maison Cail la « participation J. F. Cail, Parent, Schaken, Houel, Caillet, Paris et Fives-Lille ». Cette participation, qui facilite le démarrage de la société, donne lieu à la construction de nombreux ouvrages en collaboration avec Cail : locomotives, ponts, viaducs, charpentes métalliques. Quand la participation prend fin en 1870, la société fivoise ajoute à ses activités la construction de matériel de sucrerie, secteur qui avait été réservé à Cail. Entre temps, la société Parent-Schaken a changé de raison sociale : devenue SARL, elle s'intitule en 1865 « Compagnie de Fives-Lille », puis devient en 1868 la société anonyme « Compagnie de Fives-Lille pour constructions mécaniques et entreprises ».

La société s'oriente vers la production d'armements pendant la guerre de 1870, et réussit après la guerre à relancer sa production de locomotives en pratiquant une politique d'exportation. Par ailleurs, Fives-Lille étend le champ de ses fabrications aux divers domaines de l'équipement et des travaux publics. L'entreprise compte 3 000 ouvriers à la veille de la Première Guerre mondiale.

La guerre interrompt cette croissance, mais dès 1922 l'usine retrouve ses capacités de production dans trois domaines : sucreries, chemins de fer, travaux publics. De la même façon, la firme se relève de la Seconde Guerre mondiale.

En 1958 est effectuée la fusion avec la société Cail. Cette fusion, plusieurs fois envisagée dans le passé, donne naissance à la « Société Fives-Lille-Cail ».

La nouvelle société absorbe Applevage en 1963, Bréguet et Bréguet-Sauter-Harlé en 1966. Elle fusionne enfin avec la société Babcock-Atlantique en 1973, d'où la société Fives-Cail-Babcock.

Elle exploite diverses usines sidérurgiques à Fives-Lille, Denain, La Courneuve, Ivry, etc.

Cette fusion porte la société au premier rang de la mécanique lourde française. En 1990, après une série d'absorptions-fusions, la compagnie prend la raison sociale FCB. La diversité des sociétés qui la composent lui permet de survivre dans une conjoncture économique difficile.

Origine : ces documents ont été rassemblés par le CAMT dans le cadre de son travail réalisé en 1996 (colloques, exposition et publication) sur l'histoire des comités d'entreprise. Il s'agit de photocopies de documents appartenant aux Archives municipales de Givors (Rhône).

Importance matérielle : 6 dossiers.

Dates extrêmes : 1945-1980.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 013/1 Comité central d'entreprise de la compagnie Fives-Lille-Cail et comité d'établissement de l'usine de Givors⁵³ : procès-verbaux de réunions.

22 mai 1945-9 avril 1946 et 1968-1980

2002 026 013/2 Élections des délégués du comité d'établissement de Givors : professions de foi des syndicats CGT et CGT-FO, correspondance avec l'inspection du travail, contentieux électoral.

1952-1966

2002 026 013/3 Bibliothèque du comité d'établissement :
- liste des livres disponibles au 31 mars 1965.
- liste des livres des apprentis, s.d.

2002 026 013/4 Extinction progressive des fabrications à Givors : notes et correspondance du comité d'établissement notamment en direction des pouvoirs publics, déclarations de la CGT, positions de la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du Rhône.

1969-1970

- 2002 026 013/5** Soutien du PCF aux cellules Karl Marx et Paul Langevin de l'usine de Givors et aux travailleurs : lettre aux travailleurs de Jacques Duclos, sénateur et candidat à l'élection présidentielle.
23 mai 1969
- 2002 026 013/6** Syndicats CGT de l'usine de Givors : tract contre la liquidation du site.
10 mars 1980

Flambo⁵⁴

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1930.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 035/1** Catalogue de mobiliers de bureau et de matériels de classement.
1930

Fonderie Dussoreaux et Grare, Caudebec-les-Elbeuf (Seine-Inférieure)

Notice historique : Arthur Dussoreaux et Arthur Grare possèdent, à leur apogée, deux fonderies à Caudebec-les-Elbeuf. L'une au 45, rue Mazagran, l'autre au 6, rue Petit.
 La fonderie du 45, rue Mazagran, fondée en 1848 par M. Levesque, est rachetée par MM. Dussoreaux et Grare en 1912. Elle est à nouveau rachetée après la Grande Guerre, et change d'activité à cette occasion, en intégrant la Brasserie elbeuvienne S. A. Reprise par la Brasserie de la Meuse S. A., elle accueille, en 2017, un garage automobile.

Origine : don de Pascal Guillemant, président de l'Association pour la découverte d'un coin d'Artois en 2006.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1919-1948.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 071** Registre d'inscription des enfants au-dessous de 18 ans employés à la fonderie Dussoreaux et Grare : listes nominatives.
1919-1948

Forges de la Caillaudière et de Bauché

Historique ⁵⁵ : La Caillaudière et Bauché sont deux anciennes communes de l'Indre ayant intégré celle de Vendœuvres.

La forge de la Caillaudière appartient, en l'an XII (1803-1804), au comte Savary de Lancôme. À cette époque, elle se compose d'un haut fourneau, de deux affineries, d'une chaufferie et d'une fonderie. En unité de poids d'Ancien Régime, elle produit alors 450 milliers de fonte, 140 milliers de fer en barres, 100 milliers de fer fendu, et 60 milliers d'autres espèces. Lors du rachat de l'usine par Louis Crombez en 1847, son haut fourneau produit 900 tonnes de fer par an, et sa fonderie au bois une centaine. L. Crombez entreprend alors des travaux de modernisation de ses installations qui lui permettent, en 1854, de produire 1 500 tonnes de fer, dont 1 200 par son seul haut fourneau. L'usine occupe alors 3 500 m² et emploie une centaine d'ouvriers.

Papiers provenant de la famille de Lancosmes et de Desmaisons concernant les forges du département de l'Indre.

⁵⁴ 51 bis, avenue de la République, Paris.

⁵⁵ Sources : DALPHONS, *Mémoire statistique du département de l'Indre adressé au ministre de l'Intérieur*, Paris, an XII, pp. 319-321 ; Société du département de l'Indre, *Compte rendu des travaux de la Société du département de l'Indre à Paris*, 1854, pp. 40-44.

Origine : don de M. Monod en 1929 sous le numéro 611 (cotes primitives : AB XIX 2686, dossier 6 et 23 AQ 1 aujourd'hui supprimées).

Importance matérielle : 7 dossiers.

Dates extrêmes : 1810-1833.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Georges Bourgin, compléments par Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- | | | |
|-----------------------|--|-----------|
| 2002 026 124/1 | Forge de La Caillaudière : extraits de jugements (bailliage royal de Châteauroux). | 1783-1784 |
| 2002 026 124/2 | Construction de la forge à fer au moulin de Bauché en exécution de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières ⁵⁶ : dossier d'instruction comportant de la correspondance, des notes, des mémoires entre le comte de Lancosmes et la préfecture de Châteauroux (2e bureau : usines) et des pièces notariées. | 1810-1823 |
| 2002 026 124/3 | Construction de la forge de Bauché : rapports ⁵⁷ des ingénieurs ordinaires des Ponts-et-Chaussées. | 1824 |
| 2002 026 124/4 | Construction de la forge de Bauché : titres d'autorisation de construire du secrétaire général de la Préfecture de l'Indre. | 1824 |
| 2002 026 124/5 | Préparation d'un mémoire des maîtres de forges et des propriétaires de bois pour les Chambres suite à l'introduction en France des fers étrangers : questionnaire à tous les exploitants de forges et réponses pour le département de l'Indre. | 1824 |
| 2002 026 124/6 | Contentieux : pétition pour rétablir les déversoirs aux étangs de Lamotte et de La Caillaudière dont les eaux alimentent les forges, protestation du compte de Lancosmes, extraits des registres des arrêtés de la Préfecture de l'Indre. | 1831-1833 |
| 2002 026 124/7 | Divers : une lettre. | 1821 |

Forges de Vulcain

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1914-1925.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

- | | | |
|-----------------------|---------------------------|-----------|
| 2002 026 171/1 | Fournitures : catalogues. | 1914-1925 |
|-----------------------|---------------------------|-----------|

Française de mécanique

Notice historique : Entreprise industrielle motoriste, elle est fondée à Douvrin (Pas-de-Calais) en 1969, par la Société des automobiles Peugeot et la Régie nationale des usines Renault. Depuis 2013, elle est entièrement détenue par PSA Peugeot-Citroën. Elle emploie 3 000 ouvriers et produit, de 1969 à 2017, 50 millions de moteurs essence ou Diesel, ce qui en fait le plus grand producteur motoriste européen.

Origine : fonds en déshérence.

⁵⁶ Doit recevoir la permission du gouvernement (comte de Milon, préfet du département de l'Indre).

⁵⁷ La forge utilise les eaux de la Claise, sur la commune de Vandœuvre.

Importance matérielle : 1 brochure.
Dates extrêmes : 1990.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 021/2 Comité d'entreprise : brochure *Les 20 ans du CE de la FM*.

1990

French union training methods group, mission d'information ouvrière et d'études syndicales aux États-Unis du 12 août au 23 septembre 1950

*Historique*⁵⁸ : Après la Seconde Guerre mondiale, l'élite politico-administrative veut diagnostiquer le retard français en termes de structures économiques et sociales, en comparant le modèle français à la référence étatsunienne. Ce diagnostic, mené sous l'égide du ministère du Travail, comprend des voyages d'étude. Les deux premiers ont lieu en 1950. Le premier, nommé « Intersyndicale », vise à comprendre pourquoi le mouvement ouvrier étatsunien a accepté, et même promu, la politique de productivité. Le deuxième, nommé « Information ouvrière et études syndicales », vise également au développement des structures syndicales, et se compose de 17 membres, dont 7 appartenant à la CFTC, 7 à CGT-FO, 2 à la CGC, et un chef de mission. Ce voyage d'étude aborde les thèmes de la politique interne, de la négociation des conventions collectives, de la conduite de négociations, de l'étude des temps et mouvements, du rôle et de l'action du délégué syndical, du droit ouvrier et de l'histoire du mouvement syndical. Les participants à ce voyage concluent, notamment, qu'il est de l'intérêt des structures syndicales de former des techniciens de l'organisation industrielle en leur sein.

Origine : don de Madeleine Singer.
Importance matérielle : 3 dossiers.
Dates extrêmes : janvier-septembre 1950.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 025/1 Notes personnelles manuscrites de Madeleine Singer et correspondance avec sa famille :
– le mouvement ouvrier américain et sa place dans la politique américaine,
– les leçons du syndicalisme américain,
– l'éducation ouvrière aux États-Unis,
– Amérique : mythe et réalité.

Août 1950

2002 026 025/2 Enquête internationale du département des sciences sociales de l'UNESCO : étude sociologique de la Télémécanique électrique à Nanterre, 8 pages.

Janvier-mai 1950

Projet de petit guide de l'enquêteur : texte ronéotypé, 10 pages.

s.d.

2002 026 025/3 Brochure ronéotypée du programme et de l'itinéraire du séjour avec passages en anglais, 24 pages éditées par l'*Economic Cooperation Administration*, Washington, D. C..

s.d.

- Rapport de la mission : tapuscrit de 126 pages.
- Rapport du groupe de Madison sur les conditions du séjour et du travail : tapuscrit de 5 pages.
- 3^e rapport de quinzaine de fin de voyage avec lettre d'accompagnement de A. Boisse, responsable de la mission : tapuscrit de 19 pages. 29 septembre 1950.

⁵⁸ CRISTOFALO Paula, « Les missions de productivité dans les années 1950 : une tentative pour importer en France une fonction d'expertise syndicale », *Travail et Emploi* [En ligne], 116 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 05 novembre 2010, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://travailemploi.revues.org/4064>

Galet (Marceau), ouvrier chaudronnier sur cuivre et inox

Notice historique : Marceau Galet est décédé en 1997.

Origine : don.

Importance matérielle : 3 ouvrages.

Dates extrêmes : [années 1950].

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2015 026 01 Cours et ouvrages techniques.

Cours professionnels municipaux (section industrielle) suivis par Marceau Galet au collège technique Edmond Labbé (Douai) : 2 cahiers de prises de notes et de croquis. s.d. [années 1950?]

Documentation :

– Paul Chevy, *Technologie générale et professionnelle de fabrication mécanique*,

Édition de la technique moderne, deux volumes, 68 et 138 p. s.d.

– Collection d'épures : imp. A. Mulcey Saint-Etienne, 150 planches et 3 tables. 1950.

– Cours de géométrie descriptive : 48 planches (photocopies). s.d.

[Années 1950]

GEC Alsthom transport

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 catalogue.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 037/2 Établissement CIM – rue Jacquard, par d'activité Lavoisier, BP 45, Petite Forêt (Nord) : catalogue.

s.d.

Groupe Valoutil – Paul Petiau

Notice historique : Le groupe Valoutil – Paul Petiau est un concessionnaire valenciennois de fournitures industrielles. Créée en 1946 par Jean-Marie Gossart, la société Valoutil achète la société Paul Petiau en 1975. Le groupe ouvre plusieurs agences dans le Nord de la France, tout d'abord à Lesquin (1977), puis à Grande Synthe (1983), à Amiens (1985) et à Saint Quentin (1986). Il achète ensuite les sociétés Duplanty et Metoutil à La Longueville (Nord), avant que la société Valoutil n'absorbe la société Paul Petiau en 1997. À cette date, la société Valoutil délaisse donc le nom de Paul Petiau.

Fournissant des machines-outils, de l'outillage et du matériel de transmissions et de sécurité, il équipe les secteurs de la sidérurgie, de la pétrochimie, de la construction (navale, automobile, ferroviaire, mécanique), de la chaudronnerie, de la cimenterie, de la sucrerie et de l'industrie alimentaire.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 7 unités documentaires.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 157/1 Présentation du groupe : brochure, correspondance.

s.d.

2002 026 157/2-7 Fournitures : catalogues.

s.d.

- 2 Fournitures industrielles. s.d.
- 3 Hygiène, nettoyage et produits industriels. s.d.
- 4 Bâtiment, travaux publics et collectivités. s.d.
- 5 Protection du corps. s.d.
- 6 Machines-outils. s.d.
- 7 Outillage, manutention, machines-outils, hydropneumatique. s.d.

Guien (Charles), négociant à Smyrne sous l'Ancien Régime

Origine : entrée aux Archives nationales en 1960 sous le numéro 1 621 (cote primitive : 67 AQ 2 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1738-1741.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Bertrand Gille.

2002 026 128 Journal de magasin.

7 juin 1738 – 12 avril 1741

À noter : négoce en cafés, indigos, huiles, draps et denrées diverses.

Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais

Notice historique : Les Houillères nationales du Nord-Pas-de-Calais sont créées, à partir de 18 compagnies initiales, par l'ordonnance du 13 décembre 1944. Le 17 mai 1946, la loi sur la nationalisation leur donne le nom de Houillères du Bassin du Nord Pas-de-Calais. Charbonnages de France et les Houillères des deux autres bassins (Centre et du Midi, Lorraine) sont créés dans le même temps. En 1947, le Bassin compte 200 000 mineurs et la production est remontée à plus de 28 millions de tonnes. En 1952, le record de la période d'après-guerre est enregistré : ce sont ainsi 97 000 mineurs qui extraient 29,4 millions de tonnes de charbons. Pourtant, les résultats financiers de l'établissement se dégradent face à la concurrence du pétrole et du gaz. En 1960, un plan de régression de la production charbonnière et demande l'arrêt de l'embauchage. Le 21 décembre 1990, l'extraction du charbon du siège du 10 d'Oignies dans le Pas-de-Calais est arrêtée. Cette date marque la fin de la production de charbon dans le bassin du Nord Pas-de-Calais. Un décret du 11 décembre 1992 acte la disparition des HBNPC. 24 milliards de tonnes de charbon ont été extraites dans cette région.

Origine : don de Grégory Gruntowy.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1922-1932.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0021 06 Compagnie des mines d'Ostricourt (Nord). – Réaménagement des espaces sanitaires : mémoires, correspondances, plans (classement par numéro de dossier).
1922-1932

N°1 : fosses n°1, 5 et 6, bains-douches.

N°1 bis : fosse n°1 à Oignies, bains-douches.

N°2 : bureaux du classement.

N°3 : fosse n°2 à Oignies, ateliers généraux, bureaux des ateliers.

N°5 : fosse n°3, dépendances, bureaux, bains-douches, lampisterie.

N°6 : fosse n°4 à Carvin, bains-douches.

N°7 : fosses n°4 à 7, postes de secours.

N°8 : fosses n°4 à 7, postes de sauvetage.

N°9 : fosse n°7 à Oignies, bains-douches.

N°10 : usines à Oignies, bâtiment, bains-douches.

Documentation : HBNPC, *Protocole relatif au classement et au salaire des ouvriers*, s.d.

Houlès frères, négociants drapiers à Mazamet (Tarn)

*Notice historique*⁵⁹ : En 1819, François et Pierre-Élie Houlès, auparavant employés chez Pierre Olombel père et fils, fondent la société Houlès frères. La société prospère grâce à une commande de 4 000 pièces destinées à l'armée.

Intéressé aux bénéfices depuis mars 1828, Ferdinand Cormouls fonde, en 1829, la société Vène-Houlès Cormouls et cie avec Louis Victor Vène comme associé, après la séparation des frères Houlès.

En 1834, Pierre-Élie et Eugène Houlès créent verbalement la société Houlès père et fils, juridiquement constituée en 1839. Ferdinand Cormouls étant devenu le gendre de Pierre-Élie Houlès, après la mort précipitée d'Eugène Houlès en 1849 la société Houlès père et fils devient, de fait, Houlès père et fils et Cormouls. La société emploie environ 1 500 personnes au début des années 1860. En 1855 et 1862, Ferdinand Cormouls-Houlès crée deux comptoirs d'achat de laine, l'un à Oran (Algérie), l'autre à Buenos-Aires (Argentine).

Alors qu'il reste, dans les années 1950, 90 fabriques de laine et de cuir à Mazamet, l'industrie lainière décline à partir des années 1960, du fait de la concurrence internationale venue d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Turquie.

La famille, cependant, se reconvertit. Raymond Cormouls-Houlès (1903-1975), dès 1944, rachète la Société du café de l'éléphant noir, vendue par son fils Jacky en 1986. Jacky et son fils, Nicolas, se lancent finalement dans la production de graines grillées, et créent, en 1987, la société Menguy's. Dans ce cadre, ils créent une usine à Mazamet en 1995, et la doublent en 2001. La dernière fabrique familiale de laine est fermée par Jacky Cormouls-Houlès en 1992.

Notice historique : Simon Vérove.

Origine : achat en vente aux enchères chez Delorme & Collin du Bocage.

Importance matérielle : environ 260 lettres manuscrites.

Dates extrêmes : 1825-1879.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2013 063 06 Correspondance commerciale arrivée.

Commerce de draps : correspondance sur les expéditions, les factures, les remises, les traites, les créances, les litiges... ;

Houlès frères⁶⁰, négociants et fabricants de draps, décembre 1825.

Argenton (non identifié), Bordeaux, Brive, Carcassonne, Castres, Caussade (Tarn-et-Garonne), Cenne-Monestiés (Aude), Cherbourg, Clermont-Ferrand, Dijon, Espalion (Aveyron), La Bastide (non identifié), Limoges, Montpellier, Nantes, Paris, Poitiers, Riols (Hérault), Rochefort, Saint-Antonin (non identifié), Saint-Malo, Saintes, Savenay (Loire-Atlantique), Toulouse, Vire.

Houlès frères, négociants et manufacturiers : lettres numérotées entre 9 et 425, 2 janvier – 29 février 1828.

Agde (Hérault), Angoulême, Avranches (Manche), Béziers, Carcassonne, Castres, Caucalières (Tarn), Cenne-Monestiés (Aude), Dreux (Eure-et-Loir), Le Puy (-en-Velay, Haute-Loire), Lisieux (Calvados), Lyon, Mazamet, Paris, Rennes, Rouen, Saint-Pons (non identifié), Sens, Toulouse.

Houlès père et fils⁶¹, négociants, 6 septembre 1834.

Lettre de Le Ray, Rennes.

Houlès père et fils, négociants, août-octobre 1838.

Agen, Aix, Albi, Arles, Avignon, Bayonne, Bar-le-Duc, Besançon, Béziers, Bordeaux, Boulogne, Carcassonne, Castelnau-d'Aud, Castres, Châlon-sur-Saône, Dijon, Grailhet (Tarn), Langres, Laressa⁶² (i.d., Mazamet), Limoges, Lyon, Marseille, Les Martyrs⁶³ (Aude), Mazamet, Metz, Montpellier, Nantes, Nîmes, Paris, Perpignan, Riols (Hérault), Rodez, Rouen, Toulouse, Troyes ; Kaufbeuren (Bavière).

Cormouls-Houlès père et fils⁶⁴ ou Cormouls-Houlès & C^{ie}, négociants, août-septembre 1879.

Bar-sur-Aube, Bordeaux, Carcassonne, Ille (-sur-Têt, Pyrénées-Orientales), Le Havre, Le Mans, Lyon, Marseille, Millau, Nîmes, Paris, Tarbes, Toulouse.

Ces lettres ont été reliées à une époque, puis sorties des classeurs, extraites du fonds Cormouls-Houlès (donné aux Archives du Tarn dans les années 1980-1990 : 72 J, 80 J, 104 J) et mélangées. Plusieurs étaient remises dans leurs plis d'origine. Les années sont très incomplètes ; une pièce pour l'année 1834.

⁵⁹ Source : Archives départementales du Tarn.

⁶⁰ François Houlès (1789-1856), Pierre-Élie Houlès (1790-1851) : source AD Tarn.

⁶¹ Pierre-Élie Houlès (1790-1851), Eugène Houlès (1814-1849).

⁶² Proposition de vente de parcelles.

⁶³ Vaches errantes.

⁶⁴ Les associés sont en 1879 les trois fils survivants de Ferdinand Cormouls (mort en 1870) et de Charlotte-Louise Houlès (morte en 1877), fille de Pierre-Élie : Gaston (1839-1907), Eugène (1842-1895) et Jules (1851-1920).

International Watch Co. Schaffhausen, montres de luxe

Notice historique : IWC Schaffhausen est une société fondée à Schaffhausen (Suisse), en 1868, par Florentine Ariosto Jones, jusqu'alors directeur de la société étatsunienne F. Howard watch & cie, afin d'exporter des montres de luxe aux États-Unis d'Amérique.

Origine : don en 2010 de Françoise Bosman.

Importance matérielle : 1 catalogue.

Dates extrêmes : 2008.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 102 Compagnie de montres de luxe IWC, fondée en Suisse par Florentine Ariosto Jones (1841-1916), horloger à Boston (Massachusetts – USA) : 1 catalogue comportant l'historique détaillé des ateliers et des techniques inventées depuis 1868, les produits à la vente avec photographies couleur et dessins et notamment les modèles de tradition comme les montres d'aviateurs (modèle Saint-Exupéry), les barèmes de prix en 2008.

Interprofessionnelle de la région de Roubaix-Tourcoing et environs (Nord)

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 2 brochures.

Dates extrêmes : 1957-1958.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 056/1 20^e anniversaire de l'Interprofessionnelle 1936-1956 : brochure des allocutions, rapports et discours prononcés par MM les présidents Maurice OLIVIER et Jean PENEL. Samedi 16 février 1957.

1957

2002 026 056/2 Éloge de M. Antoine THIBEAU, président-fondateur de l'Union des constructeurs de matériel textile de France décédé le 20 février 1958.

1958

Jeunesse ouvrière chrétienne

Historique :

JOC-JOCF. La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) est une association créée en Belgique en 1925 par l'abbé Joseph Cardijn. Elle rassemble des jeunes travailleurs chrétiens du monde ouvrier. Elle apparaît ensuite en France, en 1927, grâce à l'initiative du père Georges Guérin. Jusqu'en 1987, la JOC est scindée en deux structures distinctes : la JOC, structure masculine, et la JOCF (Jeunesse ouvrière chrétienne féminine), structure créée en 1928 par Jeanne Aubert.

Section de Lille-Roubaix-Tourcoing. La JOC voit le jour à Lille, Roubaix et Tourcoing en 1927. La première réunion de la Jeunesse ouvrière chrétienne de Roubaix-Tourcoing a lieu le 23 juin 1927 à Tourcoing et accueille l'abbé Cardijn, fondateur et aumônier national de la JOC belge. L'abbé y fait une intervention sur "l'apostolat de l'ouvrier par l'ouvrier". Le périodique *Jeunesse ouvrière chrétienne* connaît une large diffusion à Roubaix-Tourcoing, comptant jusqu'à 500 abonnés en 1935.

Origine : don de Lucien Demonchaux en janvier 2010.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1935-1943 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 106

Documentation imprimée concernant la JOC nationale et à Roubaix-Tourcoing (Nord).
1935-1939

Congrès jubilaire de la JOC, Bruxelles (Belgique) : album intitulé « *Journée du triomphe* » illustré de photographies noir et blanc, 64 pages. 25 août 1935.

10e anniversaire de la JOC française, Paris : album intitulé « *Une date dans l'histoire ouvrière, 85 000 jocistes réunis à Paris* » illustré de photographies noir et blanc, non paginé. 18 juillet 1937.
[deux exemplaires]

Brochure intitulée « *Loisirs en foule, reportage à travers les manifestations jocistes de l'été 1938* » illustrée de photographies noir et blanc, non paginée. Été 1938.

Brochure intitulée « *Le grand congrès du travail* », parc Jean-Dubrulle, Roubaix (Nord), 36 pages. 17 juillet 1938.

Brochure de Louis Lemaire, président fédéral de la JOC de Roubaix-Tourcoing intitulée « Pour être meilleur chef d'équipe, la leçon de quelques expériences », 23 pages. s.d.

Tirés-à-part :

- « La JOC, forme authentique de l'Action catholique » : lettre de 4 pages de son Éminence le cardinal Pacelli, secrétaire d'État au Vatican, au cardinal Verdier. 29 janvier 1937.
- « Nos chefs vous parlent » : allocution de 8 pages de son Éminence le cardinal Liénart à la matinée d'engagement de la JOCF. 17 janvier 1943.
- Prière pour la JOC et l'avènement du Christ dans le monde ouvrier : 1 feuillet. s.d.
- « Nos chansons jocistes » : chant jociste et « vers la grandeur, chant du 15e anniversaire ». s.d.

Coupures de presse relative à la JOC et à des personnalités proches : Alexis Carrel, Maxence Van der Meersch, Pie XI, Pie XII. 1938-1939.

Livres :

- C. Bordet. Regards jocistes sur l'Évangile, 3e édition revue et augmentée, 201 pages. 1936.
- Programme général de la JOC, 184 pages. 1937.
- L. Berne. L'élan jociste, lettre-préface de son Eminence le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, 165 pages. 1938.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1948.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 172/1

Calendrier imprimé intitulé « Travailleur... sans toi que deviendrait le monde ».

Origine : don.

Importance matérielle : 1 ouvrage.

Dates extrêmes : 1954.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2015 010 01

Jeunesse ouvrière chrétienne de Roubaix-Tourcoing : enquête.

Ce qui se passe derrière ces murs. Révélation sur la vie de travail des jeunes ouvriers et ouvrières de la région. Roubaix Tourcoing. S.l.n.d. [1954], 116 f.

Enquête sur les problèmes rencontrés par les jeunes ouvriers et leur action.

Voir aussi : 2000 019, 2003 003 (JOC de Roubaix-Tourcoing, dépôt).

Notice ronéotée, couverture illustrée (dessin).

1954

L'écho des métallos et Force (journaux)

Historique :

L'écho des métallos est un bulletin bimensuel, publié de 1970 à 1989 par le Parti communiste français.

Force est un bulletin bimensuel, publié par la Fédération nationale CGT des industries de l'énergie électrique.

Origine : don de Georges Fleubayse en 1993.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1962-1971.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 090/6 Journaux.

1962-1971

- FORCE, n° 153, bimensuel de la Fédération nationale CGT des industries de l'énergie électrique, nucléaire et gazière. Avril 1962.
- L'ÉCHO DES MÉTALLOS, n° 171, Section Renault du Parti communiste français. Mars 1971.

Labrosse (Auguste-Félix et Suzanne)

Origine : don de Jean-Michel Rat (Centre de documentation de la SNCF) en 1996.

Importance matérielle : 10 dossiers.

Dates extrêmes : 1892, 1912—1931 et 1942.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 089/1-7 Fonds Auguste-Félix Labrosse.

1892-1931

- 089/1** Carte d'adhérent à la CGT (Fédération CGT des Moyens de Transports, syndicat général des ouvriers et employés des chemins de fer métropolitains de Paris) portant 12 timbres de cotisations de retraité.

1926

- 089/2** Casier judiciaire : extrait vierge.

1931

- 089/3** Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris, secrétariat général. Compte de retraite : fiches de situation du 30 novembre 1912 au 30 novembre 1917 [manque 1914].

1912-1917

- 089/4** 79e Régiment d'infanterie (Nancy), soldat de 2e classe : certificat de bonne conduite. 21 septembre 1892

1892

- 089/5** Association fraternelle des Employés et ouvriers des chemins de fer français, section de Saint-Mandé (Seine) : diplôme du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale décerné à l'administrateur Auguste-Félix Labrosse « Récompense honorifique de la mutualité ».

1^{er} janvier 1914

- 089/6** Société nationale d'encouragement au mérite : diplôme médaille de bronze « employé du chemin de fer métropolitain de Paris pour son dévouement aux œuvres de mutualité ».

3 janvier 1924

- 089/7** Association fraternelle des employés et ouvriers des chemins de fer français, société de retraites et de secours, membre du Comité et receveur de la Section de Paris métropolitain : diplôme médaille de bronze.

17 juin 1924

2002 026 089/8-10 Fonds Suzanne Rose Labrosse.

1912-1942

- 089/8** Diplôme religieux de baptême, communion et confirmation. 1912-1923
- 089/9** Certificat d'études primaires (département de la Seine). 4 juillet 1925
- 089/10** Chambre syndicale de la couture parisienne, école supérieure de couture :
brevet supérieur de couture. 10 juillet 1942

Lahirigoyen, banquier bayonnais

Origine : fonds en déshérence en 2011.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1827.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 161/1 M. Lahirigoyen à N. Rolland : correspondance.

1827

Leclercq-Dupire

Notice historique : La société Leclercq-Dupire est une société de filature et tissage fondée en 1847 par M. Leclercq-Mulliez avec les capitaux de son père, M. Leclercq-Dupire. L'établissement emploie 600 ouvriers en 1861. Les métiers sont transportés à Watrelos en 1865. Une filature renvideurs est commencée en 1887, et on construit le tissage de draperie de 1890 à 1893. Des ateliers de teinture et d'apprêts sont ajoutés en 1895. Leclercq-Dupire se spécialise dans les paches et l'alpaga. Des salles de cours, de théâtre et de sport, un dispensaire et une école complètent les installations. S'y ajoutent un peignage, construit en 1934, ainsi qu'une usine de tissage à Aubenton (Aisne) à partir de 1950. En 1974, l'entreprise, alors contrôlée par Dollfuss-Mieg et Compagnie, est fusionnée au sein de la société Texunion SA, détenue à 51% par DMC et à 49 % par le groupe Pricel, dont elle rassemblait les branches filatures et tissages.

Origine : don de Georges Fleubayse en 1993.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1962.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 090/2 Interventions du syndicat CFTC au comité central d'entreprise.

1962

Lederman (Charles), avocat, résistant

Notice historique : Né dans le ghetto de Varsovie (Pologne), Charles Lederman (1913-1998) voit sa famille fuir l'armée tsariste afin de rejoindre la France durant la Première Guerre mondiale. Militant au PCF depuis 1926 puis diplômé en droit, il devient avocat au barreau de Paris en 1934. En 1936, il devient l'avocat de la CGT dans le département de Seine. À partir de 1938, il effectue son service militaire, ce pourquoi, en juin 1940 à Dunkerque, il est capturé puis déporté par le III^e Reich. Il s'évade du stalag de Dortmund dès octobre 1940 et rejoint Lyon, où il intègre les FTP-MOI. Travaillant au sein de l'OSE (Œuvre de secours aux enfants) en 1941, il fonde l'UJRE (Union des juifs pour la résistance et l'entraide) en 1942 ; dans le cadre de cette Union, il sauve 108 enfants juifs du camp de Vénissieux (dans l'actuelle métropole de Lyon). Vivant dans la clandestinité à partir de 1943, il quitte Lyon et fonde le MNCR (Mouvement national contre le racisme).

Avocat du PCF à partir de 1952, il défend également les Combattants de la paix, luttant contre la guerre d'Indochine, puis les militants du FLN (Front de libération nationale).

Influent au sein du PCF, c'est dans son appartement parisien que, en 1972, François Mitterrand et Georges Marchais signent le Programme commun de la gauche en vue de l'élection présidentielle de 1974. Sa carrière politique débute en 1965, date de son premier mandat de conseiller de Paris (1965-1971). En 1977, il est élu conseiller régional d'Île-de-France et sénateur du Val-de-Marne (1977-1995).

Origine : don de Françoise Bosman en 2010.
Importance matérielle : 1 petite brochure.
Dates extrêmes : 2009.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 105 Hommage à Charles Lederman : discours à l'occasion de la mise en place d'une plaque commémorative à l'entrée de son domicile dans l'Île Saint-Louis à Paris le 5 novembre 2009 réunis dans une brochure éditée par l'Institut CGT d'Histoire sociale de la Métallurgie, 18 pages.

2009

Lefebvre (Anne-Sophie)

Anne-Sophie Lefebvre a réalisé ces entretiens dans le cadre de recherches menées à l'Université Lille-I.

Origine : don.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1996.
Communicabilité : après un délai de 50 ans pour le respect de la vie privée (*Code du patrimoine*).
Inventaire : Simon Vérove.

PI 0015 01 Entretiens menés par Anne-Sophie Lefebvre auprès de mineurs des HBNPC : onze entretiens dactylographiés.

1996

Lefèvre-Utile

Notice historique : Lefèvre-Utile est une société fondée en 1846 à Nantes par Jean-Romain Lefèvre et Isabelle Utile, son épouse. En 1882, leur fils Louis rachète la société et industrialise la production. En 1886, il crée le « petit beurre ». La société devient LU en 1887. L'entreprise se développe à l'internationale à partir des années 1960. Le groupe LU est racheté par Générale biscuit, puis par BSN (Boussois-Souchon-Neuvesel, devenu Danone) en 1987. En 2007, *Kraft foods* rachète LU au groupe Danone. Suite à la scission du groupe *Kraft foods*, LU est la propriété de Mondelez international depuis 2012.

Notice historique : Simon Vérove.

Origine : achat chez la librairie Godon (Lille).
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : [c. 1913].
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Simon Vérove.

PI 0019 02 Historique, ateliers et produits. – Présentation de l'entreprise : catalogue imprimé.
Format : 12,5 × 18,5 cm.

[c. 1913]

Leman (Jules et Pierre), entreprise de construction automobile Jules Lemman

Origine : don.
Importance matérielle : un dossier.
Dates extrêmes : 1906-1914.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Raphaël Baumard.

2014 076 01

Jules et Pierre Leman.

Entreprise de construction automobile Jules Leman. – Brevet d'invention pour une « transmission de mouvement applicable aux véhicules automobiles industriels » : récépissé d'enregistrement de la demande (photocopie), plan de l'appareil (calque en très mauvais état, 1906) ; personnel de l'entreprise posant devant une « voiture Leman marque Lamourette » : photographie noir-et-blanc (1912). 1906-1912.

Souvenirs de Pierre Leman, ancien responsable du service régional d'archéologie Nord-Pas-de-Calais, sur l'usine Motte-Bossut (Roubaix) et sa reconversion : notes manuscrites, extrait d'un dépliant sur l'action de la DRAC Nord-Pas-de-Calais [1988?]. [1988]-2014.

1906-1914

Lenglard et Carpentier sœurs, négociants lillois en dentelle et M. Lenglard, raffineur et négociant lillois en sucre

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1732-1824.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 01 Commandes de dentelles, demandes d'échantillons et de nouveautés : correspondance reçue.

1732-1824

Liger et Lantoine, garagiste négociant en automobile Modern Garage

Origine : don de Thierry Cottour.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1924-1927.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 033/1 Liquidation de l'entreprise :

1924-1927

- Acte de fondation. 1^{er} juillet 1924.
- Comptabilité. 1925-1927.
- Procès-verbal de mise à prix devant notaire Maître Navarre à Lille. 1^{er} octobre 1926.
- Rapport des opérations de compte de liquidation et partage de la société Liger et Lantoine. 1^{er} juin 1927.
- Cession de bail. 11 octobre 1927.

Lorthiois-Leurent & Fils

Notice historique : Le premier ancêtre connu de la famille Lorthiois est Allard de Lorthioir, marié, en 1606, à Catherine Lecomte. Guillaume-Allard de Lorthioir-Destombes (1670-1721) est le premier membre de la famille exerçant dans le textile, puisque ce tourquennois est peigneur de laines. Fondée en 1780, la société familiale, au début du XIX^e siècle, a pour raison sociale « Lorthiois-Duquennoy », rapidement devenue « Lorthiois-Duquennoy fils ». En 1838, Floris-Ambroise-Liboire Lorthiois (1793-1872) emploie les premiers métiers manuels de la firme, afin de produire des tapis et de la moquette. Floris, développant l'affaire familiale, l'installe dans une plus grande usine de la rue du Dragon, et fonde un tissage à Tournai. Quatre de ses fils s'associent sous la

raison sociale de Lorthiois frères. Grâce aux nouveaux bâtiments de la rue du Petit village, Lorthiois frères peut débiter la production de tissus d'ameublement en 1882.

Les frères Floris Lorthiois-Motte (1841-1900) et Jules Lorthiois-Leurent (1842-1898), demeurés seuls à la tête de Lorthiois frères, décident de séparer partiellement leurs activités en deux sociétés distinctes, aussi Floris reprend le commerce et la transformation de la laine sous le nom de Lorthiois frères, tandis que Jules reprend la manufacture de tapis et tissus d'ameublement sous le nom de « Jules et Floris Lorthiois ». En somme, les deux frères demeurent associés de fait, mais développent leurs affaires de manière autonome.

En 1898, en vue de la répartition de leur héritage, Floris et Jules décident de scinder complètement les deux sociétés, Lorthiois frères gardant sa raison sociale, « Jules et Floris Lorthiois » devenant Lorthious-Leurent & fils. Sous la direction de Jules Lorthiois-Franchomme (1875-1929), cette dernière société connaît un développement considérable jusqu'en 1914. En 1900, Lorthiois-Leurent & fils emploie 280 ouvriers, et tisse 9 500 mètres de tapis par semaine. En 1904, elle bâtit une nouvelle à Bohain (Aisne), où fut placé le département « tissus-haute laine », puis à Halluin (Nord). En 1920, Jules et son frère Robert font l'acquisition d'une filature retorderie de laines de Félix Desurmont.

Grâce à la diversification de leurs activités, Lorthiois-Leurent & fils connaît la prospérité jusqu'aux années 1960. A la fin de la décennie, la société est rachetée par les frères Willot.

Origine : don de Hubert Bonin, professeur d'histoire économique et sociale à l'Institut des sciences politiques de Bordeaux, aux Archives nationales du monde du travail le 8 juin 2011. Ce document a été publié pour le cent cinquantième anniversaire de la société Lorthiois-Leurent & Fils, en 1930. Cette société est spécialisée dans la fabrication de tapis, de tissus et de velours pour l'ameublement, confectionner des tissus ou des corsets.

Importance matérielle : 1 livre.

Dates extrêmes : 1930.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 140 Lorthiois-Leurent & Fils, *Lorthiois-Leurent & Fils 1780-1930*, Tourcoing, 1930, 86 p.

1930

Maison Fremaux père et fils, groupe Fremaux – Yves Delorme, tissage de lin et linge de maison près de Lille (Nord)

Notice historique : Le tissage Fremaux, spécialisé dans le lin, est fondé par Ernestine Fremaux et son époux, en 1845 à Armentières (Nord). Incendiés en 1867, les locaux sont reconstruits par Ernestine Fremaux et son neveu Paul. À la fin du XIX^e siècle, une autre usine, consacrée au tissage de coton, est construite. C'est au milieu des années 1930 que le tissage Fremaux atteint son apogée, étant alors concentré sur la fabrication de fils, de toile à draps, de jacquards et de tissus d'habillement en lin et en coton. Du fait de l'évacuation d'une partie de son matériel au cours de la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle entreprise débute son activité de tissage de jacquards et de toile à matelas. La société saisit l'occasion de la reconstruction d'après-guerre pour moderniser ses équipements.

La Maison Fremaux père et fils devient le Groupe Fremaux lors de l'association de Dominique Fremaux avec Yves Delorme. Ensemble, ils orientent l'entreprise vers la production et la distribution de linge de maison, et ouvrent des filiales du groupe aux États-Unis en 1983, en Grande-Bretagne en 1989, puis en Chine en 1995. En 2002, la société est rebaptisée Groupe Fremaux-Delorme, afin de valoriser la marque Yves Delorme, devenue centrale. Le groupe produit et distribue également les marques Olivier Desforges (linge de maison), Iosis (accessoires textiles) et Laurence Tavernier (linge de nuit). Elle assure également la distribution de plusieurs marques produites par d'autres entreprises, dont Ralph Lauren, Calvin Klein, Hugo Boss et Kenzo.

Le Groupe Fremaux-Delorme emploie, en 2014, 900 salariés (hors Chine), et assure sa production sur les sites d'Haubourdin (Nord) et de Belmont-de-la-Loire (Loire). Il possède également 450 boutiques Yves Delorme, réparties dans 55 pays.

Origine : don de Françoise Bosman.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1845-2005 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman puis Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 031/1 Brochure historique en français et en anglais de l'entreprise entre 1845 et 2005.

s.d.

2002 026 031/2 Émission de 6000 obligations 4 % de 5000 francs comprenant un bilan de l'année. – Information : note.

Maison Montens, commerce de tissus, 59 bis boulevard de la République à Saint-Cloud (Seine)

Origine : don de Serge Montens en 2006.
Importance matérielle : 3 dossiers.
Dates extrêmes : 1943-1946.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 074/1-3 Chrono de la correspondance de Jean Montens, commerçant à Saint-Cloud (grand-père du donateur) : lettres reçues et envoyées (classement alphabétique).

1943-1946

À noter : nombreuses lettres de filatures de Roubaix et Tourcoing, lettres d'Alphonse Thiebergen « *À mon cher Jean* ».

1	A à E.
2	F à R.
3	S à V.

Mallet frères et cie

Origine : achat des ANMT en 2010 – propriété de l'État.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1963.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 109/4 *Mallet Frères et Cie, 250 ans de banque, 1713-1963.*
 Imprimerie Ruckert, 30 pages, 1963.

Manufacture lyonnaise de matière colorantes

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 ouvrage.
Dates extrêmes : 1901.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Raphaël Baumard.

2016 059 06 Manufacture lyonnaise de matières colorantes, *Les couleurs immédiates et leur emploi sur coton*, Lyon, 1901, 111 p. et 10 planches avec échantillons. Exemplaire remis à MM. Waddington fils et Cie le 24 septembre 1901.

1901

Manufacture royale d'Aubenas (Ardèche)

*Historique*⁶⁵ : Fondée en 1752, la manufacture royale de soie est bâtie selon les plans de Jacques Vaucanson, qui y développe des innovations telles que le tour à filer et le moulin à organiser, et y introduit une architecture adaptée à chaque poste de travail. Cette manufacture inspire notamment la quinzaine de moulins installés rive droite à Pont-d'Aubenas, quartier Tartary, au cours du XIX^e siècle, par les descendants et alliés des familles

⁶⁵ Source : Fédération régionale des acteurs du patrimoine d'Auvergne-Rhône-Alpes ; URL : <http://www.patrimoineaurhalpin.org/ensembles/moulinages-de-la-soie-de-pont-daubenas-et-pont-ducel/>, consulté le 21 juillet 2017.

Goudard, Ruelle et Verny, qui dirigeaient les manufactures royales de laine et de coton au XVIII^e siècle. Les moulins de Tartary cessent leur activité au cours du XX^e siècle, les derniers d'entre eux fermant leurs portes durant les années 1980.

L'ensemble est formé de la correspondance d'Henry Deydier qui obtint, en 1752, l'autorisation et la protection du Roi pour installer une manufacture royale de filage et dévidage de la soie à Aubenas dans le Languedoc, en utilisant les moulins conçus par Jacques de Vaucanson.

L'essentiel de ce fonds fut acheté en avril 1956 à un marchand d'autographes et se compose de lettres de Trudaine (31 pièces), de son fils (10 pièces) et de divers autres personnages influents de la région. Un complément important lui fut adjoint en 1961 par l'acquisition d'une quinzaine de lettres de Vaucanson lui-même. L'intérêt principal de ce petit fonds réside d'ailleurs pour l'essentiel dans cette dernière correspondance. En effet les détails techniques, les questions et les réponses précises sur le fonctionnement des moulins peuvent apporter de précieux compléments à l'historien des techniques sur l'industrie de la soie au XVIII^e siècle. Le reste de ces papiers n'est pas sans intérêt : il permet d'entrevoir les difficultés financières auxquelles se heurtait un entrepreneur à cette époque ; de plus, un certain nombre de lettres de Trudaine et de son fils nous montre l'intérêt qu'un grand commis de l'État a apporté au développement de cette industrie de luxe qu'ils se sont même efforcés d'adapter sur leurs terres.

Origine : achats par les Archives nationales le 20 avril 1956 sous le numéro 1 170 (Maison Saffroy), le 13 juin 1956 sous le numéro 1 203 (enchères Delaporte), le 2 juillet 1960 sous le numéro 1 623 (Maison Degrange), le 8 octobre 1960 sous le numéro 1 635 (Maison G. Monsen), le 4 janvier 1961 sous le numéro 1 658 (Maison Degrange) et le 24 janvier 1961 sous le numéro 1 656 (Maison Corman). La cote primitive 85 AQ est supprimée.

Importance matérielle : 10 dossiers.

Dates extrêmes : 1752-1776 et 1819.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Garrigues, conservateur, complété par Françoise Bosman en 2011.

Bibliographie :

– Doyon (André) et Liaigre (Lucien), *Jacques de Vaucanson, mécanicien de génie*, Publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Grenoble, PUF, 1966.

– Laporte (Madeleine), *L'Industrie de la soie en Languedoc aux XVII^e et XVIII^e s*, thèse de l'Ecole des Chartes, dans Bibl de l'Ecole des chartes, t. CIV, p 431 et suites.

– *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, sous la direction de Julien HAYEM, 2^e série, pages 13 à 33, Hachette. 1982.

2002 026 134/1 Arrêts du Conseil d'État du Roy (2 pièces).

– Arrêt du Conseil d'État autorisant le sieur Deydier à installer une manufacture royale de moulinage de la soie à Aubenas, dans le Vivarais, aux conditions suivantes : le dit Deydier s'engage à construire à ses frais les bâtiments pour abriter les 50 moulins à soie, dressés suivant les plans de Jacques de Vaucanson, que le Roi a payés, moulins qui lui appartiendront au bout de 10 ans ; pendant cette période il recevra du Roy et des États de Languedoc une gratification, à la condition qu'il travaille 6 milliers d'organcins⁶⁶ : une affiche imprimée. 5 septembre 1752.

– Arrêt du Conseil d'État contenant règlement pour le paiement de la gratification accordée par les États et le Roi aux entreprises du sieur Deydier à Aubenas, du sieur Servan au Puy et du sieur Grenus dans la même ville du Puy : une notice imprimée de 7 pages. 29 juin 1756.

2002 026 134/2 Correspondance de l'archevêque de Narbonne, Arthur Richard de Dillon⁶⁷ (2 pièces).

– Lettre de l'archevêque de Narbonne par laquelle il promet au sieur Deydier un accueil favorable des États de Languedoc à la proposition que ce dernier veut leur faire d'installer de nouveaux moulins à Aubenas que lui fourniraient la Province et dont il paierait les bâtiments. 7 décembre 1767.

– Lettre de l'archevêque de Narbonne remettant sa visite à la manufacture d'Aubenas. 19 janvier 1768.

2002 026 134/3 Correspondance de M. de Gournay⁶⁸ (4 pièces).

– Lettre de M. de Gournay au sieur Deydier par laquelle il l'engage à lui envoyer un mémoire sur la circulation des cocons et l'utilisation du charbon, et dans laquelle il fait allusion à la fin des travaux de construction de la manufacture de soie. 24 juin 1754.

– Lettre refusant sa gratification complète au sieur Deydier qui n'a pu, pour diverses raisons, travailler la quantité de soie prévue dans sa soumission au roi. 1er février 1757.

⁶⁶ Fils de soie torse réunis par un doublage sur la machine à doubler et qui passent deux fois au moulin.

⁶⁷ Né à Saint-Germain-en-Laye en 1721, il fut évêque d'Évreux en 1753 et archevêque de Toulouse en 1758.

⁶⁸ Intendant de commerce.

– Lettre annonçant au sieur Deydier l'autorisation accordée par Trudaine de lui verser les deux premières années de sa gratification. 25 novembre 1757.

– Lettre annonçant au sieur Deydier l'intention du Roi de lui confier le secret de donner à la soie des cocons blancs, procédé que vient de rapporter un personnage qui a vécu en Chine. 18 juin 1764.

2002 026 134/4 Correspondance de M. de Joubert⁶⁹ (11 pièces).

– Lettre annonçant au sieur Deydier l'envoi de plans et certificats attestant le succès de son établissement. 8 mars 1758.

– Lettre réclamant au sieur Deydier des renseignements nécessaires aux États pour leur exposé devant le Contrôleur Général, et portant sur les lieux possibles d'extraction du charbon et les moyens de favoriser cette industrie pour pallier la pénurie de bois. 6 avril 1762.

– Lettre acceptant que le sieur Deydier présente aux États un mémoire par lequel il demanderait aux dits États de lui fournir des moulins supplémentaires pour lesquels il ferait construire à ses frais des bâtiments. 11 novembre 1767.

– Lettre par laquelle M. de Joubert demande au sieur Deydier de lui envoyer quelques écheveaux de soie pour faire une démonstration du fonctionnement des moulins de Vaucanson devant les États. 18 novembre 1767.

– Lettre par laquelle M. de Joubert invite le sieur Deydier à présenter en personne sa soumission aux États pour obtenir d'eux des moulins de Vaucanson supplémentaires. 30 novembre 1767.

– Lettre annonçant au sieur Deydier l'envoi d'un fourneau pour étouffer les vers à soie, dont ce dernier doit faire l'essai dans sa manufacture, comme les États en ont délibéré, aussi que d'une invention pour conserver la graine de vers à soie. 18 janvier 1768.

– Lettre de M. de Joubert au sieur Deydier dans laquelle il s'étonne de ne pas avoir reçu accusé de réception du fourneau et demande au dit Deydier de fixer le prix de 24 fouds doubles qui doivent lui être fournis par la Province d'après la soumission qu'il a faite. 24 février 1768.

– Lettre faisant état de la réussite de la 1^{ère} expérience tentée par le sieur Deydier avec le fourneau à étouffer les cocons. 17 juin 1768.

– Lettre de M. de Joubert demandant au sieur Deydier de lui envoyer le montant des dépenses qu'il a effectuées pour perfectionner les Moulins que les États lui ont donnés et annonçant l'envoi prochain d'un nouveau fourneau à cocons plus perfectionné. 2 août 1770.

– Lettre réclamant au sieur Deydier un inventaire des pièces sorties de l'atelier de la Province qui lui ont été remises avec un bordereau d'expédition⁷⁰. 21 février 1774.

– Lettre annonçant au sieur Deydier que les outils et effets nécessaires aux moulins ont été remis en état dans les ateliers de la Province. 28 mars 1774.

2002 026 134/5 Correspondance de M. de Saint Priest et de son fils⁷¹ (8 pièces).

– Lettre de M. de Saint Priest signifiant au sieur Deydier le refus de prendre en compte les raisons qui avaient interdit audit Deydier de travailler la quantité de soie prévue, et par là même l'impossibilité où il est de lui faire verser sa gratification complète. 21 février 1757.

– Lettre de M. de Saint Priest conseillant au sieur Deydier de faire intervenir Vaucanson pour que lui soit payée sa gratification complète. 24 février 1757.

– Lettre de M. de Saint Priest refusant au sieur Deydier son intervention, sans y être appelé, auprès de Trudaine pour démontrer la supériorité des moulins de Vaucanson. 22 août 1757.

– Lettre de M. de Saint Priest réclamant au sieur Deydier les certificats de production de soie afin de lui payer sa gratification⁷². 26 novembre 1757.

– Quittance de retenue sur gratification envoyée par M. de Saint Priest au sieur Deydier. 31 décembre 1761.

⁶⁹ Syndic des États de Languedoc.

⁷⁰ Voir ce bordereau dans le dossier « correspondance et pièces diverses ».

⁷¹ M. de Guignard de Saint Priest, conseiller d'État, intendant de Languedoc : son fils lui succéda dans sa charge d'intendant.

⁷² Voir l'arrêt du conseil du 5 septembre 1792.

- Lettre de M. de Saint Priest fils annonçant le paiement de sa gratification au sieur Deydier après retenue des sommes dues par lui au roi. 5 mars 1763.
- Quittance de retenue sur la gratification de 1764 adressée par M. de Saint Priest fils au sieur Deydier. 21 janvier 1765.
- Lettre de M. de Saint Priest fils demandant au sieur Deydier son avis sur l'invention d'un nouveau four à soie réalisé par le supérieur de Viage⁷³, de l'ordre de Grandmont. 18 septembre 1768.

2002 026 134/6 Correspondance de Trudaine⁷⁴ (32 pièces).

- Lettre annonçant au sieur Deydier une avance de 10 000 livres pour faire construire les bâtiments qui abriteront les moulins et de 3 000 livres pour construire des fours. 21 septembre 1754.
- Reconnaissance de dette du sieur Deydier pour les 10 000 livres en faveur du receveur général " du droit de demy pour cent ", somme qu'il s'engage à rembourser en dix ans à raison; de mille livres par an sur sa gratification⁷⁵. 19 novembre 1754.
- Lettre fixant les modalités du remboursement de l'avance de 10 000 livres consentie au sieur Deydier. 16 octobre 1754.
- Lettre refusant au sieur Deydier un passeport pour faire venir des bois de Lyon, mais encourageant son industrie. 14 novembre 1754.
- Lettre encourageant le sieur Deydier dans son entreprise. 30 décembre 1754.
- Lettre annonçant au sieur Deydier l'envoi de la gratification de trois mille livres pour l'établissement de fours et lui demandant des précisions avant de lui faire une nouvelle avance de fonds. 18 août 1755.
- Lettre annonçant au sieur Deydier une nouvelle avance de 20 000 livres à rembourser en 4 ans, sans intérêts, sur la gratification qui lui est allouée, décision prise sur l'intervention du marquis de Vogüé⁷⁶ et de Vaucanson. 4 septembre 1755.
- Lettre annonçant la transformation de l'avance de 20 000 livres en 30 000 avec gage sur les biens du sieur Deydier. 31 octobre 1755.
- Lettre engageant à l'avenir le sieur Deydier à acheter des cocons, même si leur prix est élevé, dans l'espoir de vendre plus cher la soie, chose que Deydier n'a pas osé faire. 30 août 1756.
- Lettre adressée au sieur Deydier faisant état d'une diminution de la consommation de soie et l'engageant à établir la bonne réputation de son établissement. 18 octobre 1756.
- Lettre refusant au sieur Deydier de surseoir aux retenues sur ses gratifications dues à titre de prêts. 1er juillet 1757.
- Lettre accordant au sieur Deydier la possibilité de payer en dix ans, au lieu de quatre, les avances qui lui ont été consenties, à raison de quatre mille livres par an. 18 octobre 1757.
- Lettre annonçant au sieur Deydier que le Contrôleur Général accepte le versement intégral des deux premières années de gratification, le remboursement de la dette courant à partir de 1758 à raison de cinq mille livres par an. 29 novembre 1757.
- Lettre engageant le sieur Deydier à envoyer à Constant Castelet le four à tirer la soie qu'il a réclamé⁷⁷. 18 décembre 1757.

⁷³ Nom non identifié.

⁷⁴ Daniel-Charles, intendant des Finances, directeur des Ponts-et-Chaussées, né le 3 janvier 1703, mort le 19 janvier 1769.

⁷⁵ Acte annulé. Cet acte aurait pu être rejeté en fin d'inventaire, mais il se trouvait glissé dans la lettre précédente et concerne la même affaire..

⁷⁶ Charles-François-Elzéar, marquis de Vogüé, lieutenant général des armées du Roi, gouverneur de Montmédi, commandant en chef en Provence.

⁷⁷ Filateur qui possède une manufacture de soie à la Tour d'Aigres en Provence ; voir Hayem (Julien), *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, 2^e série, pages 13 à 33, Hachette, 1912.

- Lettre promettant au sieur Deydier son aide auprès du Contrôleur général pour que de nouvelles grâces lui soient accordées. 20 janvier 1759.
- Lettre engageant le sieur Deydier à payer le premier remboursement des avances qui lui ont été consenties. 10 avril 1760.
- Lettre faisant état du succès des moulins à soie du sieur Deydier et lui reprochant ses perpétuelles demandes d'argent. 29 janvier 1761.
- Lettre dans laquelle Trudaine se ravise et promet un avenir florissant à l'entreprise du sieur Deydier. 26 février 1761.
- Lettre demandant à Deydier de procurer à M. Thomé de Lyon un four de Vaucanson pour faire des essais ainsi qu'une bonne fileuse. 28 avril 1761.
- Lettre autorisant le sieur Deydier à céder au sieur Brisson⁷⁸, des fours à tirer les soies. 17 avril 1763.
- Lettre par laquelle Trudaine accepte que le sieur Deydier lui envoie Annette Rieux⁷⁹ au printemps prochain avec de la graine de vers à soie et les instruments pour la filer. 15 janvier 1764.
- Lettre demandant au sieur Deydier de lui envoyer le four qu'il lui a promis pour filer la soie recueillie par Annette Rieux soie qu'il lui adressera ensuite pour en faire un bon damas de trois couleurs. 17 mai 1764.
- Lettre engageant le sieur Deydier à faire des disciples dans l'art de traiter la soie et faisant état d'un mémoire qu'il lui a envoyé sur la préparation des soies à l'instar de celles de Nankin, opuscule rédigé par M. de Cotte⁸⁰. 29 juin 1764.
- Lettre engageant le sieur Deydier à donner de l'instruction à Annette Rieux et faisant état de la réputation des organcins sortis de sa manufacture. 27 septembre 1764.
- Lettre de Trudaine annonçant son intention d'installer dans son pays⁸¹ des vers à soie. 20 novembre 1764.
- Lettre demandant au sieur Deydier de lui envoyer Annette Rieux avec 6 à 8 onces de graine de vers à soie. 22 janvier 1765.
- Lettre à peu près identique à la précédente, précisant cependant que 6 onces de graine suffiront et formant l'espoir de réussir mieux dans l'implantation de l'industrie de la soie que l'année précédente. 17 mars 1765.
- Lettre accusant réception de la graine de vers à soie. 7 mai 1765.
- Lettre réclamant au sieur Deydier huit onces de graine de vers à soie pour l'année suivante. 25 novembre 1765.
- Lettre accusant réception de la graine de vers à soie. 25 mars 1766.
- Même lettre (copie). 24 mars 1767.
- Lettre de Trudaine au sieur Deydier lui annonçant qu'il écrit à l'archevêque de Narbonne pour soutenir ledit Deydier qui désire être le premier à faire les essais des moulins de Vaucanson corrigés, et l'engageant pour cela à se présenter aux prochains états. 9 novembre 1767.

2002 026 134/7 Correspondance du fils de Trudaine⁸² (10 pièces).

- Lettre demandant au sieur Deydier de lui fournir de la graine de vers à soie pour continuer l'œuvre de son père. 31 janvier 1769.
- Lettre réclamant au sieur Deydier l'envoi de 12 onces de graine de vers à soie. 7 mars 1772.

⁷⁸ Inspecteur des manufactures à Saint-Symphorien-de-Laye.

⁷⁹ La lettre parle d'une personne, mais on peut par les suivantes comprendre qu'il s'agit d'Anne Rieux, protégée du sieur Deydier qui, d'ailleurs, lui a adressé une lettre, voir dans le dossier « correspondance et pièces diverses ».

⁸⁰ M. de Cotte, intendant de commerce, successeur de M. de Gournay.

⁸¹ A Montigny.

⁸² J. Charles-Philibert Trudaine de Montigny, fils de Daniel-Charles Trudaine, intendant des finances, né en 1733.

- Lettre accusant réception de la graine. 10 avril 1772.
- Lettre annonçant au sieur Deydier son intention d'intervenir favorablement auprès de l'archevêque de Narbonne pour soutenir les demandes d'avances que le sieur Deydier a faites pour la réparation de ses moulins. 8 novembre 1772.
- Lettre réclamant 12 onces de graine de vers à soie. 6 mars 1773.
- Lettre accusant réception de la graine. 31 mars 1773.
- Lettre annonçant au sieur Deydier son intervention auprès de l'archevêque de Narbonne pour la question des dédommagements que ledit Deydier a réclamés en raison de la mauvaise construction des moulins que lui ont remis les États. 2 mai 1773.
- Lettre engageant le sieur Deydier à conclure un arrangement avec ses créanciers, afin que le gouvernement puisse lui consentir de nouvelles avances sans qu'il craigne que ledit Deydier les utilise pour éponger ses dettes. 23 novembre 1773.
- Lettre réclamant au sieur Deydier 8 onces de graine de vers à soie. 17 mars 1775.
- Lettre accusant réception des 8 onces de graine. 9 avril 1775.

2002 026 134/8 Correspondance de Vaucanson⁸³ (20 pièces).

- Lettre annonçant au sieur Deydier que le Contrôleur Général a accepté ses propositions d'établir à Aubenas les moulins qu'il a conçus et le prie de venir d'urgence à Paris pour régler ensemble le problème des bâtiments qui abriteront ces moulins. 1er mai 1752.
- Même lettre que celle du 1er mai 1752, mais postée par Vaucanson lui-même et non pas son domestique pour plus de sûreté. 2 mai 1752.
- Lettre demandant au sieur Deydier des précisions sur la façon dont il a installé ses moulins afin de rectifier ses premiers dessins, s'il y a lieu, et l'adjoignant de lui faire toutes les observations que la mise en marche des moulins a pu faire naître en lui. 12 juin 1752.
- Lettre dans laquelle Vaucanson fait une étude détaillée du plan que le sieur Deydier lui a envoyé pour la construction du bâtiment qui abritera les moulins. 13 novembre 1752.
- Lettre engageant le sieur Deydier à continuer à solliciter de Trudaine la grâce que ce dernier lui a refusée⁸⁴ malgré son intervention, et lui annonçant l'arrivée d'un ouvrier moulinier, La Grange, dont il l'engage à examiner les capacités. 27 avril 1757.
- Lettre de Vaucanson annonçant au sieur Deydier la prochaine visite dans le Vivarais du successeur comme intendant de Commerce de M. de Gournay, M. de Cotte, auquel il l'engage à faire une démonstration de sa façon de tirer la soie et à lui parler de son projet d'agrandir sa fabrique, projet que ne contrarie pas Vaucanson. Il aborde ensuite dans le détail un certain nombre de points techniques sur les moulins. 4 octobre 1762.
- Lettre de Vaucanson demandant au sieur Deydier de lui envoyer par lettre de change le prix d'une vente de bois que ledit Deydier a négociée pour lui, et lui annonçant son départ pour Montpellier pour y construire de nouveaux moulins plus perfectionnés. 17 mai 1766.
- Lettre de Vaucanson au sieur Deydier lui rapportant le peu d'enthousiasme que M. de Joubert⁸⁵ a montré à sa proposition de donner audit Deydier ses premiers moulins corrigés, et l'engageant à défendre sa position avec fermeté. 7 septembre 1766.
- Lettre démystifiant la soi-disant invention de M. Villars de Salons⁸⁶ sur une nouvelle méthode pour tirer la soie, et faisant état d'un mémoire qu'il a envoyé à Trudaine pour que Deydier fasse le premier les essais de ses moulins corrigés, en en donnant toutes les raisons. 27 juin 1767.

⁸³ Jacques de Vaucanson, né à Grenoble en 1709 et mort à Paris en 1782. Chargé par le Cardinal de Fleury de l'inspection des manufactures de soie, il perfectionna le métier à organciner et un métier à tisser les étoffes façonnées. En outre, pour régulariser les transmissions dans les moulins à soie, il a imaginé une chaîne qui porte son nom.

⁸⁴ Il doit s'agir du refus de Trudaine de verser l'intégralité de sa gratification à Deydier. Voir le dossier « correspondance avec M. de Gournay » et, en particulier du 1er février 1757.

⁸⁵ Il s'agit du syndic des États de Languedoc, voir aussi la correspondance de ce personnage avec Deydier.

⁸⁶ Actuellement Salon-de-Provence, Bouches-du-Rhône, arr. Aix-en-Provence. Il s'agit de Georges Villars, négociant de Lyon, qui a acheté en 1754 la manufacture de Salon, voir Hayem (Julien), *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, 2e série, pages 25 et suivantes, Hachette. 1912.

- Lettre commentant les observations faites par le sieur Deydier sur le fonctionnement des nouveaux moulins. 8 décembre 1768.
- Lettre dans laquelle Vaucanson répond longuement sur les défauts qu'a pu déceler le sieur Deydier dans le fonctionnement des nouveaux moulins. 21 mai 1769.
- Lettre donnant des conseils pour l'installation des nouveaux moulins et répondant à certaines observations formulées par le sieur Deydier. 29 août 1769.
- Lettre répondant minutieusement aux critiques du sieur Deydier après divers essais sur les moulins. 18 août 1770.
- Lettre dans laquelle Vaucanson engage le sieur Deydier à se faire rembourser les frais qu'il a eu pour mettre en état les nouveaux moulins remis par les États, dont de nombreuses pièces étaient défectueuses ; il donne, en outre, certaines précisions techniques sur les nouveautés apportées à ses moulins. 8 décembre 1770.
- Lettre demandant au sieur Deydier des détails sur la réunion des États et leur décision quant à celui qui construirait les nouveaux moulins, et réglant quelques questions techniques. 25 janvier 1771.
- Lettre félicitant le sieur Deydier de venir défendre ses intérêts à Paris et lui posant certaines questions techniques sur la mécanique des nouveaux moulins. 27 mars 1772.
- Lettre annonçant au sieur Deydier l'envoi d'une lunette de cuivre pour l'essayer sur les moulins. 8 août 1772.
- Lettre dans laquelle Vaucanson expose au sieur Deydier les raisons qui, à son avis, expliquent la plus grande lenteur des nouveaux moulins par rapport aux anciens ; il l'enjoint, en outre, de trouver un associé qui lui donnera une base financière plus solide, ce qui pourra influencer favorablement les États pour une augmentation de sa gratification. 26 février 1773.
- Lettre dans laquelle Vaucanson critique la décision du sieur Deydier de faire pour 900 livres pièce des moulins pour un particulier d'Alais⁸⁷, alors qu'il n'a pas un outil en état ; il lui annonce, en outre, que rien n'est encore décidé pour l'installation de ses moulins en Dauphiné. 15 février 1775.
- Extrait d'un mémoire explicatif de M. de Vaucanson sur les bâtiments d'une fabrique d'organsin à l'usage des nouveaux moulins, inséré parmi ceux de l'Académie Royale des Sciences, avec 5 planches de dessins noir et blanc. 1776.

2002 026 134/9 Correspondance et pièces diverses (9 pièces).

- Le procureur d'Henry Deydier s'engage, suivant la procuration qui lui a été donnée le 10 décembre 1755 à Aubenas, par-devant les notaires royaux de Paris à ce que le dit sieur Deydier rembourse les 40 000 livres que le Roi lui a avancées et fixe les modalités du remboursement. 20 décembre 1755.
- Lettre de M. de Montferrié conseillant au sieur Deydier de remettre à la prochaine séance des États une démonstration technique de dévidage de la soie. 2 octobre 1757.
- Lettre annonçant au sieur Deydier que toutes dispositions ont été prises pour qu'un mandement de sept mille livres lui soit versée⁸⁸. 5 février 1763.
- Lettre de M. Maillé expliquant au sieur Deydier les raisons du retard du paiement des sept mille livres. 11 février 1763.
- Lettre d'Anne Rieux⁸⁹ rendant compte au sieur Deydier du comportement de la graine de vers à soie qu'il lui avait envoyée. 10 août 1766.
- Lettre des sieurs Hugonin Frères annonçant au sieur Deydier l'arrivée de quatre caisses de pièces expédiées de l'atelier de la Province pour ses moulins et lui en demandant accusé de réception. 7 janvier 1774.

⁸⁷ Actuellement Alès, Gard.

⁸⁸ Cette lettre n'est pas signée, mais elle est certainement de M. de Joubert, comme le prouve la lettre suivante qui y fait allusion.

⁸⁹ Protégée du sieur Deydier dont il est question à plusieurs, reprises dans les lettres de Trudaine.

- Même lettre annonçant l'envoi de 3 caisses supplémentaires. 15 janvier 1774.
- Bordereau d'expédition des pièces en provenance des ateliers de la Province. 18 janvier 1774.
- Lettre de Charles de Vogüe⁹⁰, conseiller au sieur Deydier, poursuivi par les créanciers, de céder ses biens à sa femme afin de créer sous son nom une nouvelle société qui, la confiance retrouvée, bénéficierait des gratifications royales et qui serait capable d'éponger ses dettes ; il lui annonce, en outre, l'envoi d'un sauf-conduit pour sa personne. 31 janvier 1774.

2002 026 134/10 Postérité des chaînes de Vaucanson (3 pièces).

- Lettre du général Pozzo di Borgo⁹¹ sollicitant du ministre de l'Intérieur, le comte Decazes⁹², le droit pour M. Poniatowky de faire sortir de France une machine à fabriquer les chaînes à la Vaucanson pour l'expédier à Odessa⁹³. 29 mai 1819.
- Lettre du comte Decazes promettant de s'occuper de la demande du général Pozzo di Borgo⁹⁴. Juin 1819.
- Lettre du comte Decazes, ministre de l'Intérieur demandant au Comité Consultatif son avis sur la possibilité de faire sortir de France une machine à fabriquer des chaînes à la Vaucanson. Juin 1819.

Manufactures de l'arrondissement de Vouziers (Ardennes), travail des enfants

Historique :

Âge minimum légal. En France, dès 1813, le travail des enfants de moins de 10 ans est interdit dans les mines. Pourtant, en 1840, les enfants composent 12 % des ouvriers de l'industrie. En 1841, une loi interdit l'emploi d'enfants de moins de 8 ans, âge minimal porté à 12 ans en 1874. L'école primaire, obligatoire jusqu'à 13 ans à partir de 1880-1881, contre 6 auparavant, vient limiter l'emploi des enfants. Finalement, l'âge minimal des employés est porté à 16 ans en 1959.

Durée maximum légale. En France, la durée du travail des enfants est progressivement restreinte. En 1847, elle passe à un maximum de 10 h avant 14 ans, et 12 h de 14 à 16 ans. En 1892, cette durée est ramenée à 10 h jusqu'à 13 ans, à 60 h hebdomadaires entre 16 et 18 ans.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 formulaire.

Dates extrêmes : 1841.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2014 069 03 Travail des enfants dans les manufactures de l'arrondissement de Vouziers (Ardennes) : création d'une commission de surveillance.

Expédition de l'arrêté de création du 26 octobre 1841 et de la loi du 22 mars 1841 à Marniquet, ancien négociant, membre de la commission, 30 novembre 1841.

Formulaire imprimé complété à l'encre sur papier.

1841

Manutention mécanique Krol

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

90 Pour l'identification du personnage, voir la lettre du 4 septembre 1755 adressée par Trudaine au sieur Deydier.

91 Ministre plénipotentiaire de l'Empereur de Russie.

92 Élie Decazes, né en 1780, mort en 1860, ministre de l'Intérieur de Louis XVIII en janvier 1819.

93 Ville d'Ukraine (Russie).

94 Voir pour l'objet de la demande la lettre précédente.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 177/1 Usine de Loos-les-Lille. – Activité commerciale : tract publicitaire.

s.d.

Marchand de vins anonyme à Beaune (Cote-d'Or) (Ancien Régime)

Notice historique : Durant la première moitié du XVIII^e siècle, les commerçants en vins de Bourgogne apparaissent à Beaune, à commencer par la Maison Champy, créée en 1720, et le domaine Chanson père et fils.

Origine : achat par les Archives nationales en février 1966 sous le numéro 1 992 (cote primitive : 63 AQ 5 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1774-1781.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Bertrand Gille, complété par Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 133 Livre d'expéditions d'un marchand de grands crus à Beaune : 1 registre, 285 pages foliotées. 2 octobre 1774 – 19 novembre 1781.

À noter : fournisseur des cours princières allemandes (Berlin, Nürnberg, Trèves, Dresde, Francfort, Phalsbourg, Strasbourg).

Materna – Prenatal, industrie textile

Notice historique : En 1971, le groupe PRENATAL représente 25% du marché national destiné à la future maman et au nouveau-né. À la suite de la concentration des sociétés PRENATAL et MATERNA, PRENATAL S.A. devient une holding possédant les actifs immobiliers, les marques de fabriques, les participations étrangères et la quasi-totalité du capital des deux filiales d'exploitation. L'ensemble du réseau compte alors 842 points de vente. À l'étranger, les ventes s'effectuent par l'intermédiaire des filiales, qui exploitent 90 points de vente. M. et Mme Deconinck deviennent concessionnaires en 1971 avec leur magasin de Roubaix. Leur fond de commerce est résilié en 1982. M. Deconinck est président de l'association des propriétaires de magasin PRENATAL.

Ce fonds contient des documents de M. et Mme Deconinck, commerçants et concessionnaires du groupe PRENATAL.

Origine : don à l'État.

Dates extrêmes : 1967 – 1982.

Importance matérielle : 0,15 m. l.

Communicabilité et reproduction : immédiate.

Inventaire : Romain Benoît, vacataire.

2002 026 015/1 Franchise MATERNA-PRENATAL : correspondance, contrat de prestation de services, contrat de concession, contrat de franchise, note concernant les nouvelles procédures d'approvisionnements, brochure de présentation de MATERNA-PRENATAL.

1968-1971

2002 026 015/2 Nouveau contrat liant les concessionnaires au groupe : correspondance de l'Amicale des concessionnaires PRENATAL avec la direction, la Société des Distributeurs Regroupés (SODIREG) et entre les concessionnaires.

1970-1975

2002 026 015/3 Relations entre les concessionnaires PRENATAL et la direction : correspondance, dossiers d'articles comparant la gestion d'un magasin indépendant à un magasin appartenant à un groupement, document de l'Amicale Materna « Principales questions que l'on peut se poser concernant le contrat de franchise MATERNA proposé par la Société des Distributeurs Regroupés (SODIREG) ».

1970-1975

- 2002 026 015/4** Enquête sur le marché des actions de la société PRENATAL, réorganisation de la direction générale de PRENATAL, annonce d'une vente de magasin avec concession exclusive PRENATAL, informations d'ordre financier provenant du Crédit du Nord, accord entre les sociétés de confection de vêtement pour enfants COTANIEL, DOUEZ et FRA-FOR, fusion MATERNA-PRENATAL : correspondance, coupures de presse.
1971-1974
- 2002 026 015/5** Étude de la Chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing pour l'ouverture éventuelle du magasin « Tout pour l'enfant » à Tourcoing, résiliation de la police d'assurance du fond de commerce du magasin de Roubaix, correspondance entre concessionnaires et avec la Société des Distributeurs Regroupés (SODIREG), étude du contrat de franchise PRENATAL par un avocat.
1967-1982
- 2002 026 015/6** Relations entre les membres de l'Union des commerçants PRENATAL-MATERNA : correspondance.
1970-1975
- 2002 026 015/7** Amicale des concessionnaires PRENATAL : statuts.
s.d.

Mines d'argent d'Allemond (Isère) (Ancien Régime et Révolution)

Notice historique : Les mines d'Allemond extraient principalement de l'argent, mais aussi du plomb et du cuivre. La fonderie royale d'Allemond est créée sous Louis XIII (1610-1643).

Origine : achat par les Archives nationales le 28 avril 1961 sous le numéro 1 680 (cote primitive : 101 AQ 6 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 petit dossier et 1 registre.

Dates extrêmes : 1777-an XI.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Bertrand Gille, complété par Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 130/1** État des situations des travaux de la mine nationale d'Allemond (Isère, commune de Bourg-d'Oisans, arrondissement de Grenoble) fait par le maître-mineur Schrantz : un petit dossier.
Brumaire an XI de la République
- 2002 026 130/2** Mines de M.. État de la situation des travaux et du produit des mines royales de M. : comptes mensuels d'exploitation.
Novembre 1777 – décembre 1783
À noter : en français avec observations portées en allemand gothique.

Mines d'asphalte de Seyssel-Pyrimont (Ain)

*Historique*⁹⁵ :

La Compagnie générale des asphaltes de France est fondée en 1855, par la fusion des principales mines d'asphalte françaises.

Les mines de Seyssel-Pyrimont sont situées sur les rives du Rhône.

La **mine de Chanay**, aussi appelée **mine de Pyrimont**, car située dans le hameau de Pyrimont, extrait de l'asphalte de 1796 à 1970.

La **mine de Seyssel**, quant à elle, est exploitée de 1855 à 1973.

Origine : achat des Archives de France auprès de Degrange en 1966 (entrée n° 2 015).

Importance matérielle : 4 dossiers de pièces estampillées.

Dates extrêmes : an XII–1809 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

⁹⁵ Source : Archives départementales de Haute-Savoie.

2002 026 080/1	Mine du Parc (Ain) et ses produits : prospectus imprimé.	1809
2002 026 080/2	Mine du Parc (Ain) : prospectus imprimé.	s.d.
2002 026 080/3	Goudron minéral et huile de pétrole du Parc : 3 manuscrits techniques.	Octobre 1805 et s.d.
2002 026 080/4	Mine d'asphalte dite du Mont noir (Ain) : scripte de société entre les citoyens Secrétan et Cie et leurs actionnaires, propriétaires de la mine.	14 ventôse an XII

Mines de charbon et de fer de Ganges (Hérault)

Origine : fonds transféré par le Centre historique des Archives nationales au CAMT en 1994. Complémentaire au fonds de la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs (CAROM) ainsi qu'aux autres fonds miniers entrés dans des conditions similaires, et traités simultanément en 2008.

Importance matérielle : 2 dossiers.

Dates extrêmes : 1895-1900.

Communicabilité : immédiate (archives publiques du fait de la nationalisation des mines en 1946).

Inventaire : Valentine Leignel et Quentin Vanvincq, 1^{ère} année du master professionnel d'archivistique de Lille III.

Sources complémentaires : se reporter aux dossiers 8 S 125 et 166 relatifs aux mines de Ganges aux Archives départementales de l'Hérault, ainsi qu'aux fonds affiliés à la C.A.R.O.M., à savoir : 2010 012 (Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs), 2002 026 082 (mines de houille de Chalonnès en Maine-et-Loire), 2008 007 (mines de charbon de la Chapelle-sous-Dun et des Moquets en Saône-et-Loire), 2008 015 (mines de charbon de Fins, Noyant, Espérance, Bert et Condemine en Allier), 2008 016 (mines de fer de la Côte-Rouge, Hussigny, Godbrange en Meurthe-et-Moselle), 2008 019 (en mines des Bormettes, du Verger et de Cogolin dans le Var), 2008 020 (mines de charbon et Lalle et de Gaujac dans le Gard), 2008 021 (mines de fer et de plomb argentifère de Flaviac en Ardèche), 2008 022 (mines de houille de Janon-Terrenoire et de la Haute-Cappe en Loire), 2008 025 (entreprise Laupie dans le Gard).

2002 026 081/1	Mines de Ganges (exploitation du charbon, du fer, du cuivre, du plomb et du zinc) : répertoire du personnel.	1895-1898
-----------------------	--	-----------

2002 026 081/2	Mines de Ganges : versements faits pour la caisse de retraite.	Octobre 1895-novembre 1900
-----------------------	--	----------------------------

Mines de houille de Chalonnès (Maine-et-Loire)

Notice historique : Les mines de Chalonnès sont exploitées depuis le XV^e siècle. En 1601, elles produisent 76 000 boisseaux de houille. En 1750, les 36 puits existants appartiennent à une vingtaine de propriétaires différents. Elles sont ensuite administrées par les comtes de Las Cases (une chapelle Sainte-Barbe est érigée en mémoire d'Emmanuel de la Cases). Les mines de Chalonnès cessent leur activité en 1964.

Origine : fonds transféré par le Centre historique des Archives nationales au CAMT en 1994. Complémentaire au fonds de la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs (CAROM) ainsi qu'aux autres fonds miniers entrés dans des conditions similaires, et traités simultanément en 2008.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1849-1907.

Communicabilité : immédiate (archives publiques du fait de la nationalisation des mines en 1946).

Inventaire : Valentine Leignel et Quentin Vanvincq, 1^{ère} année du master professionnel d'archivistique de Lille III.

Sources complémentaires : se référer aux fonds affiliés à la C.A.R.O.M., à savoir : 2010 012 (Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs), 2002 026 081 (mines de charbon et de fer de Ganges en Hérault), 2008 007 (mines de charbon de la Chapelle-sous-Dun et des Moquets en Saône-et-Loire), 2008 015 (mines de charbon de Fins, Noyant, Espérance, Bert et Condemine en Allier), 2008 016 (mines de fer de la Côte-Rouge, Hussigny,

Godbrange en Meurthe-et-Moselle), 2008 019 (en mines des Bormettes, du Verger et de Cogolin dans le Var), 2008 020 (mines de charbon et Lalle et de Gaujac dans le Gard), 2008 021 (mines de fer et de plomb argentifère de Flaviac dans l'Ardèche), 2008 022 (mines de houille de Janon-Terreiroire et de la Haute-Cappe en Loire), 2008 025 (entreprise Laupie dans le Gard).

2002 026 082 Registre d'entrée et de sortie du personnel.

1849-1907

Mines de plomb argentique de Bahours (Lozère)

Notice historique : La famille Pineton de Chambrun est une famille d'extraction noble originaire de la Marche, près d'Aubusson (Creuse). Au XIX^e siècle, elle s'illustre par les hauts fonctionnaires la composant, dont Louis-Charles Pineton de Chambrun (1774-1860), député de la Lozère, et Aldebert de Chambrun (1821-1899), préfet et député de la Lozère, puis sénateur.

Origine : achat en vente aux enchères chez Tajan.

Importance matérielle : 31 pièces manuscrites ou imprimées.

Dates extrêmes : 1837-1880.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2013 062 01 Exploitation des mines de plomb argentifère de Bahours (Lozère).

Archives du comte de Chambrun⁹⁶ :

- correspondance avec de Maisonneuve, ingénieur, avec le préfet de Lozère, le sous-préfet de Marvejols et Édouard Dupont de Ligonès, co-concessionnaire, au sujet de la concession, 1836-1845 ;
- correspondance avec Maximin Dhombres⁹⁷ demandant un rapprochement avec le propriétaire des mines de Vialas (Gard) et note jointe sur la situation de Bahours, s.d. ;
- correspondance avec un ami (Henri de?), avec Castel, ingénieur des mines, et avec Charles de La Rochenégly, ayant-droit de Ligonès, au sujet de l'exploitation de la mine ; propositions d'achat de la mine ; propositions pour un traité entre les concessionnaires et une société d'exploitation, 1851-1853 ;
- 2 prospectus de la Société nationale d'exploitation de mines, propriétaire entre autres de mines de plomb argentifère en Lozère, 1880.

1837-1853, 1880

Mines, usines et salines d'Alsace-Lorraine

Origine : don à l'État le 25 mars 1916 de M. Engerand, député du Calvados entré aux Archives nationales sous le numéro 360 (cotes primitives : AB XIX 600, puis 101 AQ 5 aujourd'hui supprimées).

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1870.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Isabelle Brot, complété par Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 120 **Exploitation des mines, des usines et des salines d'Alsace-Lorraine** : copie d'un dossier original des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, rédigé en allemand avant la guerre de 1970 par l'ingénieur allemand Hauchecorne et remis par ses soins le 18 août 1870 au Commissaire civil d'Alsace à Haguenau.

- De l'exploitation des mines, des usines et de la production du sel dans les parties de la France autrefois allemandes.
- Minerais de fer et fonderies.
- Production totale des minerais.
- Combustibles, production des fonderies, leur situation, exploitation des mines de houille.

⁹⁶ Charles-Aldebert Emmanuel Pineton, comte de Chambrun (1786-1856).

⁹⁷ Avocat à Alès (Gard), 1810-1873.

Moncigny J.

Notice historique : P. Audibert est professeur à l'école de tissage de Lyon jusqu'en 1879.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1878.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2015 057 01 J. MONCIGNY, *Cours de théorie pour le tissage professé par P. Audibert* : cahier de cours manuscrit, [Lyon].

- Cahier visé par le professeur sur la page de titre.
 - Frontispice : image collée du portrait tissé de Jacquard d'après le tableau de Jean-Claude Bonnefond (1796-1860) ;
 - *Des muriers* ;
 - *Remettage* ;
 - *Armures* suivant les différents tissus.
 - *Piquage des cartons d'armure* ;
 - *Décomposition des armures* ;
 - *Rapport de la mise en cartes avec le lisage, le carton, la mécanique et le tissu* ;
 - dernière page : 4 modèles de cartons.
- Représentations d'armures, de métiers, de cartons dessinés ou contrecollés ; échantillons de tissus collés.

Dessins encres couleur + aquarelle ;

Registre 46 × 31,5 cm, 114 folios non foliotés ; reliure demi-chagrin en mauvais état ; pièces cuir collées au dos : « Théorie », « JM » en lettres dorées.

Nombreuses traces de colle ; couture maintenue avec du ruban adhésif.

1878

Mouchet Michel, médecin, châtelain de Boège (Haute-Savoie) (Ancien Régime)

Lettres commerciales reçues par Michel Mouchet de Boège (Haute-Savoie) en provenance de Genève, émanant notamment de fabricants de draps et d'étoffes, certaines comportant de remarquables échantillons de tissus.

Origine : don à l'État en 1953 sous le numéro 946 (cote primitive : 64 AQ 1 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 9 dossiers estampillés.

Dates extrêmes : 1684-1795.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Bertrand Gille, complété par Françoise Bosman.

2002 026 121/1	Bonnet (Jean), tailleur.	1710-1724
2002 026 121/2	Delacorbière de Chapeaurouge.	1777-1795
2002 026 121/3	Duhamel Laisné.	1689-1724
2002 026 121/4	Lacorbière (David de).	1716-1775
2002 026 121/5	Normandie (Esaïe de), marchand banquier à Genève.	1700-1720

2002 026 121/6	Souchay.	1707-1721
2002 026 121/7	Varaz (Chevalier de).	1712-1717
2002 026 121/8	Viollier (Gédéon).	1753-1764
2002 026 121/9	Correspondants divers.	1684-1746

À noter : lettre du chevalier de Mirabeau du 6 octobre 1764.

Muron (Jeanne), couturière

Notice historique : Jeanne Muron (18/01/1923-08/09/1991) a occupé diverses fonctions de couturière (petite main, brodeuse...) dans plusieurs maisons de couture parisiennes très célèbres (Grès, Balenciaga, Schiaparelli, etc).

Origine : les archives de Jeanne Muron ont été expédiées en juillet 2002 au Centre des archives du monde du travail par Daniel F. Ambrogi, gendre de Mme Muron, à la suite du décès de son épouse.

Importance matérielle : un dossier.

Dates extrêmes : 1924-1958.

Communicabilité : après un délai de 50 ans pour le respect de la vie privée (*Code du patrimoine*).

Inventaire : Isabelle Hasselin-Rous.

2002 026 001/1	Activité de petite main dans la maison Grès (Paris), et de l'employée de maison de Jeanne Muron : correspondance.	1943-1958
	Retraite, cotisations de Mme Germaine Razurel (mère de J. Muron), à la caisse « l'avenir du prolétariat » : livrets d'adhérents	1926-1947
	À noter : le dossier comprend aussi un extrait d'inscription à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse concernant Mme Alexandrine Bassenghi, grand-mère de J. Muron	1924

Nationale-Vie (La)

Notice historique : En France, l'assurance sur la vie est autorisée par le Conseil d'État en 1818, donnant lieu à la création de la Compagnie royale d'assurances sur la vie en 1830. Devenue La Nationale-Vie, elle fusionne avec Le Soleil et l'Aigle en 1968 pour donner naissance au Groupe des assurances nationales (GAN).

Origine : achat de 2012.

Importance matérielle : 2 unités documentaires.

Dates extrêmes : [1955]-[1962].

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 150/1	La Nationale-Vie, <i>La Nationale Compagnie anonyme d'assurances sur la vie Ancienne compagnie royale d'assurances sur la vie 1830-1955</i> , 1955. Cette pièce est complémentaire du fonds 17 AQ = 1996 089 M, entièrement microfilmé.
2002 026 150/2	Compagnie d'assurances générales, <i>Cinquantenaire</i> , 1962.

Négociant anonyme à Bordeaux

Origine : achat par les Archives nationales le 1er juillet 1960 chez Roux-Devillas sous le numéro 1 621 (cote primitive : 63 AQ 4 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1830-1837.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Bertrand Gille.

2002 026 127 1 registre de copie de lettres d'un négociant inconnu de Bordeaux renseignant sur ses correspondants et leurs localisations.

4 juin 1830 – 20 mai 1837

À noter : commerce maritime, notamment en direction de la Guadeloupe (sucre, café).

Négociant anonyme à Lorient (Morbihan) (Ancien Régime)

Origine : achat par les Archives nationales le 28 octobre 1953 sous le numéro 946 (cotes primitives : 63 AQ 1 et 2 – la première cote n'existe désormais que sous forme de microfilm, la seconde a été recotée).

Importance matérielle : 1 microfilm et 1 registre.

Dates extrêmes : 1760.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Bertrand Gille.

1996 067 M 0001 Copie de lettres : 1 registre.

1750-1756

Existe seulement sous forme de microfilm (ancienne cotation 63AQ1 - 101Mi).

2002 026 131 Copie de lettres : 1 registre.

2 janvier – 30 décembre 1760

Négoce d'épices, toiles de Bretagne et approvisionnement des navires de la Compagnie des Indes ; commerce en particulier avec l'Espagne (Séville, Madrid, Cadix, Malaga), la Bretagne et la Touraine ainsi que Paris et Lyon.

(ancienne cotation 63AQ2)

Négociant anonyme à Menton (Alpes-Maritimes)

Origine : achat par les Archives nationales chez Roux-Devillas le 28 octobre 1953 sous le numéro 946 (cote primitive : 63 AQ 3 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1789-1795.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Bertrand Gille.

2002 026 132 Copie de lettres : 1 registre avec table alphabétique au début, 442 pages foliotées, annexe en français et en italien.

25 février 1789 – 25 pluviôse an 11 (1795)

À noter : correspondants à Gênes, Livourne, Paris et Amsterdam.

Négociant anonyme à Paris (Ancien Régime)

Journal de correspondance d'un marchand de drap parisien où sont recopiées toutes les lettres expédiées à ses clients et fournisseurs à Paris, mais surtout à Anvers, Bruxelles et Londres. L'étude de ce document s'avère particulièrement intéressante pour appréhender les techniques commerciales et financières d'un exportateur français à la veille de la Révolution : délais de paiement, traites, lettres de change, problèmes d'expéditions et de poste, etc. On y trouve naturellement nombre de renseignements sur les produits et prix en cours dans le textile à cette époque.

Origine : achat des Archives nationales auprès de la Maison Clavreuil le 25 janvier 1984 sous le numéro 3187 (cote primitive : 63 AQ 6 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1777-1787.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Isabelle Brot.

2002 026 125 Livre de correspondance commerciale.

2 janvier 1777 – 26 janvier 1787

1 volume, in-folio, 297 pages, plein vélin à lanières de l'époque.

Nicolas⁹⁸, vente de vins aux particuliers

Notice historique : Fondée en 1822 à Paris, l'entreprise Nicolas est spécialisée dans la vente et la livraison de vin aux particuliers. Rapidement prospère, elle compte 45 boutiques en 1900, puis 138 en 1919. Elle est ensuite rachetée par Rémy Martin, en 1984, puis par le groupe Castel, en 1988. Le groupe Castel étend son réseau hors d'Île-de-France, en créant 300 boutiques en 24 ans. En 2016, Nicolas compte plus de 500 boutiques.

Origine : achat en vente aux enchères chez Alde.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1931-2002.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

2013 065 01-04 Publicités⁹⁹, journaux, documentation.

- 01** Promotions et campagnes occasionnelles. Années 1950-1999.
 - Promotions (appellations, millésimes) : plaquettes, prospectus, cartes postales. Années 1980-1990.
 - Information de la clientèle (brochures, cartes de millésimes, recettes) : plaquettes, prospectus, cartes plastifiées. Années 1950-1999.
 - À noter : *Curnonsky, prince des gastronomes ou les petites histoires de la grande cuisine*, s.l. : Havas Conseil, s.d. [1970], 32 p.
 - Opérations de communication (jeux, concours, expositions, promotions, opération humanitaire « Band aid ») et services (livraison, carte de fidélité) : invitations, cartes, prospectus. Années 1980.
- 02** Supports de communication réguliers. 1974-2002.
 - *Cartes des vins* (tarifs généraux) : plaquettes. 1974-1981.
 - *Cartes Fines bouteilles* : plaquettes. 1975-2000.
 - Promotions de fin d'année (*Carte cadeaux*, *Collection cadeaux*, *Idées cadeaux*, *vins et alcools de fêtes*) : plaquettes. 1978-2002.
- 03** Journal commercial. 1981-1994.

Monseigneur le Vin, journal de Nicolas (avec suppléments) puis *Le Vin, magazine de Nicolas* : n°2-24, 26-40, 43, 45-57, 59. Novembre 1981 – décembre 1994.
- 04** Documentation. 1931-1993.
 - Coupures de presse, 1971-1993.

⁹⁸ Voir aussi *Monseigneur le Vin*, Paris : établissements Nicolas, 1927, 5 tomes (ouvrage acquis lors de la même vente que le fonds 2013_65 et intégré à la bibliothèque des ANMT).

⁹⁹ Documents provenant essentiellement du magasin Nicolas de Chatou (Yvelines).

- Curnonsky, *La France paradis du vin*, Paris : Laboratoires de la passiflorine, 1931, non paginé ; lithographies d'André Hofer.
- Curnonsky, *Le Bien-Manger, itinéraire gastronomique*, Paris : Laboratoires de la passiflorine, 1931, non paginé ; [lithographies d'André Hofer].
- La Maison Remoissenet père et fils, *Palmarès des grands vins*, Beaune : imprimerie Habillages, 1990, 24 p.
- Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, *Bordeaux, petit guide des vins*, s.l.n.d., [16 p.].
- *Le Canard gourmet, le magazine des Ducs de Gascogne*, n°1, février-mars 1993.

Imprimés.

1931-2002

Ouvrier anonyme (XX^e siècle)

Origine : don d'Édouard Henniott, aux Archives nationales du monde du travail le 23 avril 2012. Il s'agit d'archives d'un particulier retrouvées dans une malle de menuiserie à Roubaix qui allait partir en destruction. Ce carnet met en avant les horaires de travail d'un ouvrier entre le 29 octobre 1923 au 10 novembre 1924.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1923-1924.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 139 Travail d'un ouvrier : journal de bord.

1923-1924

Pagnard Abel

Notice historique : Abel Pagnard (1859-1913) dirige divers travaux portuaires en Europe pour l'entreprise Hersent-Schneider, en qualité d'ingénieur. Envoyé en Argentine en 1902, il devient, en 1906, ingénieur conseil du gouvernement argentin, et entreprend le chantier de l'aménagement de la zone portuaire de Bahia Blanca (Punta Alta). Il décède à Buenos Aires en 1913.

Origine : document donné au Centre des archives du monde du travail par Louis de la Boutetière, petit-fils d'Abel Pagnard.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1907-2002.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Laurence Benoist. Complété par Simon Vérove.

2002 026 004/1 Canal de La Plata à Buenos Aires (Argentine). – Projet d'agrandissement du port de Punta Alta par l'ingénieur Abel Pagnard : mémoire justificatif (avec plans, en langue espagnole 1907), publication des archives municipales historiques de la ville de Buenos Aires (en langue espagnole 2002), notice biographique sur Abel Pagnard (2002).

1907-2002

Paris-Match (visite d'Élisabeth II d'Angleterre à Lille et à Roubaix)

Historique :

La visite de la reine et de son époux, le prince Philip, à Lille et à Roubaix a lieu le 11 avril 1957. A Lille, le couple est reçu à la préfecture et se rend à l'exposition florale ; à Roubaix, il visite les usines de l'entreprise Amédée Prouvost, ainsi que la filature La lainière aux côtés d'Albert et Jean Prouvost.

Le **Peignage Amédée Prouvost et compagnie** est fondé en 1851 par Amédée Prouvost, Louis, Jean et Henri Lefebvre à Roubaix. Il cesse son activité en 1999.

La lainière est, quant à elle, fondée en 1911 par Jean Prouvost à Roubaix. Connaissant un essor considérable grâce aux laines « pingouin », lancées en 1923, elle emploie, à son apogée, plus de 8 000 personnes. En

récession à partir des années 1970, elle est rachetée, en 1993, par la filature de l'Espierre. Elle cesse définitivement son activité en 2000.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 revue.

Dates extrêmes : 1957.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 049/1 Album souvenir de *Paris-Match* : la visite de Sa Majesté la Reine Élisabeth II d'Angleterre et du prince Philip à Lille et à Roubaix, avec visite aux Établissements Prouvost.

Avril 1957

Pierre Bousquet & fils & cie, négociants à Agde (Hérault)

Origine : achat en vente aux enchères chez Delorme & Collin du Bocage.

Importance matérielle : environ 800 lettres manuscrites et 10 feuilles imprimées.

Dates extrêmes : 1784-1820.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 063 01-05 Correspondance commerciale arrivée.

Commerce de grains, vins, huiles, savon, sel, farine, eaux de vie, cuirs, sucre, poissons, pommes de terre, amandes, garance, plants de vigne... : correspondance sur les récoltes, les cours des marchandises, les conditions d'achats et de ventes, de transports par eau et par terre, les paiements, les traites, les taxes...

- 01** Hérault, 1784-1819.
 - Agde, an 13, 1810 ;
 - Lunel, an 13 ;
 - Montpellier (Rigal-Puech, Coulet–Compagnie d'assurances maritimes, Vidal...), ans 4, 5, 7, 9, an 11-1807, 1814-1815, 1818-1819 ;
 - Olonzac, 1790 ;
 - Pézenas (Lauret père & fils...), 1792, 1793, 1806-1807, 1814, 1818-1819 ;
 - Sète, 1784, ans 6, 7, 9, 11, 12, 1807, 1814, 1818 ;
 - Valros, 1781, an 13.
- 02** Hérault : Béziers, 1796-1820.
 - François Bertrand & C^e, Augustin Coste, A. Bourrilhon, Vernhes Jouet & C^e, Étienne Crouzat, Barre Moureau & C^e, Rocagel, Salvan frères, Vernhes & Sauvy... : ans 4, 6, 7, 9, 12 ; an14-1807, 1814, 1818, 1820.
- 03** Aude, 1795-1820.
 - Carcassonne (Comps...), ans 4, 7, 11-14 ; 1807, 1819.
 - Castelnaudary¹⁰⁰ (Espinasse l'aîné, Espinasse cadet, David Galabert, Michel Galabert, Barre frères...), ans 4, 7, 9, an 11-1807, 1815, 1819-1820
- 04** Toulon (Var), 1803-1818.
 - Roux fils aîné..., an 12-1807, 1810-1811, 1816, 1818.
- 05** Bordeaux (Gironde)¹⁰¹, 1779-1820.
 - Pierre et Jacques Lercaro frères & fils & Cie, Levy, Dardenne & Laroque, Clamageran l'aîné, Campardon..., 1779, 1792, an 4-7, an 9-1808, 1810, 1814-1815, 1818-1820.

Des pièces du fonds Bousquet et C^e sont dispersées régulièrement : les dossiers ci-dessus, vendus en lots séparés, sont lacunaires. Voir aussi les AD de l'Hérault.

1784-1820

¹⁰⁰ + Prix courants des grains, huiles et savons, an 11; *cours des grains*, 1820.

¹⁰¹ + Prix courant général des marchandises, an 9, 1804

Sandra Porter, lutteuse française professionnelle

Historique :

Athlète de renommée internationale, **Sandra Porter** est une lutteuse française professionnelle qui pratiqua cette discipline au début des années 1930. Elle était à la tête d'une troupe d'athlètes qui parcourait l'Europe, de compétitions en exhibitions.

Discipline sportive ancestrale, la **lutte** est un sport de combat qui se pratique à mains nues, l'objectif étant de remporter le combat, soit en faisant tomber l'adversaire sur le sol et en maintenant ses deux épaules collées au tapis, soit en gagnant aux points. On peut distinguer trois styles de lutte : la lutte libre, la lutte gréco-romaine et la lutte féminine. La lutte professionnelle a connu, au cours de son développement, différentes phases. Au début du XIX^e siècle, étaient considérés comme professionnels les lutteurs spécialement préparés auprès des souverains. Le professionnalisme organisé se dessine nettement en France, dans les palais et châteaux. Ainsi, des groupes de forains organisaient des spectacles bruyants mettant en scène des lutteurs. Les cirques se tournent eux aussi vers la lutte, en raison des combats âprement disputés et surtout des paris d'argent auxquels ils donnaient lieu. De plus, l'invitation adressée aux spectateurs à affronter certains lutteurs pour une grosse somme d'argent augmentait l'affluence du public. Les grands tournois de lutte étaient précédés de compétitions. Vers le milieu du siècle, l'influence française s'étend à l'Italie, au Danemark et à l'Empire austro-hongrois. Très vite, les mécènes sont remplacés par des « agents » qui organisaient les combats de lutte dans les cabarets et casinos. Toutefois, au début du XX^e siècle, la lutte professionnelle perd de plus en plus son caractère sportif. En effet, toutes les victoires étaient truquées, on annonçait de faux titres, des fausses nationalités de concurrents, on admettait la brutalité, les disputes indécentes, etc.

Origine : don en 2009 de la famille de Sandra Porter, par l'intermédiaire des Archives départementales des Hautes-Alpes et de l'Académie olympique française (ANOF) dans le cadre du partenariat MEMOS, propriété de l'État.

Importance matérielle : 0,02 m. l. et 4 grandes affiches hors formats conservées à l'iconothèque.

Dates extrêmes : 1929-1950.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Isabelle Gondré, archiviste de l'ANOF.

Bibliographie :

CHAMBINAUD (Sébastien), *la Lutte : connaître, comprendre et pratiquer*, Amphora : Paris, 2002.

PETROV (Raiko), *La lutte olympique à travers les millénaires*, 5WERK imprimerie : Budapest, 1993.

LAGET (Françoise), MAZOT (Serge), *Le grand livre du sport féminin*, FMT Edition : Paris, 1982.

TETART (Philippe), *Histoire du sport en France, de la libération à nos jours*, sciences, corps et mouvements, Vuibert : PARIS, 2007.

TETART (Philippe), *Histoire du sport en France, du second Empire au régime de Vichy*, sciences, corps et mouvements, Vuibert : Paris, 2007.

2002 026 099	Championnats, représentations et exhibitions de la troupe de lutteuses de Sandra Porter en France et à l'étranger.	1929-1950
1	Sandra Porter et sa troupe de lutteuses : contrats d'engagement. 1939-1935, 1950 et s.d.	1939-1950
2	Correspondance avec les directeurs de spectacles. 1932-1946 et s.d.	1932-1946
3	Programmes. 1929-1934 et s.d.	1929-1934
4	Articles de presse.	s.d.
5	16 photographies : – 3 portraits individuels de Sandra Porter, tirages noir et blanc, 8,6 × 13,8 cm et moins. – 6 photos de la troupe de lutteuses, tirages noir et blanc, 22,6 × 16,9 cm et moins, dont 3 clichés signés H. Carabin à Strasbourg, Marin à Madrid et L'Art Photo à Budapest, mentions obligatoires. – 7 photos de Sandra Porter en action, tirages noir et blanc, 22,6 × 16,9 cm et moins dont 2 clichés signés Photo Dognibène à Nice, mentions obligatoires.	
6-9	4 affiches de très grands formats.	

1930-1933

6 Attraction à la Scala de Bordeaux (Gironde) « Championnat de luttas de femmes » organisé lors de la soirée de gala, 164 × 86 cm, 1er-8 décembre 1930.

7 13e duel en tournoi de lutte gréco-romaine féminine, 168 × 116 cm, en espagnol, s. l. , 5 avril 1933.

8 Formidable revanche 4^e intersantismas luchas, 166 × 119 cm, en espagnol, s. l. n. d.

9 Revanche dans le cadre de l'ultime semaine de cirque et luttas de Gérone (Espagne), 88 × 119 cm, s.d.

Porter France S. A.¹⁰², division Marpent

Origine : don à l'État en 2009 de Cédric Guerlus, styliste et scénographe à Roubaix.

Importance matérielle : 1 petit dossier.

Dates extrêmes : s.d. [environ 1970].

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 110 Production de pièces de série en acier moulé, chaudronnerie, soudage automatique sous flux électro-conducteur : prospectus et catalogue imprimés.

s.d. (environ 1970)

Porteurs de charbon de Lille

Origine : achat.

Importance matérielle : 1 placard.

Dates extrêmes : 1789.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2015 062 01 Salaires des porteurs de charbon de Lille : ordonnance, s.l.

Supplique des porteurs de charbon de terre des rivages des Haute- et Basse-Deûle auprès de la municipalité, demandant une revalorisation du salaire fixé en 1754 pour porter le charbon des bateaux jusqu'aux magasins alors de plain-pied, 1788 ; ordonnance accordant une augmentation proportionnelle en fonction de la hauteur au-dessus du rez-de-chaussée à laquelle le charbon doit être déchargé, 1^{er} avril 1789.

Feuillet imprimé, 27 × 21 cm, paginé 919 à 922 ; bandeau et cul-de-lampe (fleuron).

1789

Raillard (Michel), PDG des Établissements Caulliez-Delaoutre

Notice historique : Les Établissements Caulliez-Delaoutre sont une société tourquennoise (Nord) spécialisée dans le filage de la laine et du coton.

Origine : don de Claudie Raillard, épouse de Michel Raillard.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1986 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard.

PI 0001 01 Documentation et papiers personnels regroupés par son épouse.

Correspondance reçue, coupures de presse, synthèse éditée par l'Institut national de gestion prévisionnelle et de contrôle de gestion (*Direction des entreprises*, par René Hugonnier et l'équipe Convergence, 271 p., s.d.).

10217, avenue Matignon, Paris (8^e).

Renault, puis Renault fils, droguistes, rue Dauphine, Paris¹⁰³

Origine : achat en vente aux enchères chez Patrick Declerck.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1790-1833.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 081 01 Renault puis Renault fils, droguistes à Paris, rue Dauphine : recettes.

Livre des recettes du citoyen Renault, droguiste, s.l.n.d.

p.5-58 essences, élixirs, crèmes, liqueurs, ratafias, huiles parfumées, infusions, eau de cologne, brou de noix, emplâtres, dragées, remède contre la rage, tisane, bouillon, vinaigre des 4 voleurs, eau des carmes, poudres (produits de nettoyage), cires, savons, poudre dentifrice, limonade, pastilles, sels, encre invisible, graisse d'ours, gelée de pommes, verjus, cataplasme, sirop antiscorbutique, sirop d'orgeat, chocolats ; plusieurs recettes anglaises (tablettes d'Archebal, eau de Grenough...).

Feuilles : anisette de Bordeaux, 1809 ; huile de fleur d'oranger, huile de rose, 1814 ; pilules écossaises, 1816, 1822 ; eau de fleur de Venise et eau de perle, 1828 ; eau de lavande, 1833 ; opodeldoc (liniment), s.d.

15 f. en fin de registre : table des recettes + calcul de prix
Calcul de prix, recherche d'erreur dans un compte de l'an X.

Feuille : évaluation d'une pièce d'huile d'après sa profondeur.

Registre relié porc vendu rue Dauphine à Paris, env. 36 × 24,5 × 3 cm, 83 folios (folio titre + p.1-58 + 53 folios non paginés) + 11 feuilles volantes ou collées.

Années 1790-1833

Renault-Billancourt – comité d'entreprise

Notice historique : « Renault-Billancourt » désigne l'ancien principal site de production de l'entreprise Renault, fondée à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) en 1899, sous le nom de Société Renault frères. Rapidement prospère, Renault étend ses ateliers au sud-ouest de la ville afin de soutenir la croissance de sa production (5 000 véhicules produits annuellement en 1910) ; ses ateliers passent donc de 4 500 à 143 000 m² de 1900 à 1914, et forment déjà un « trapèze » de 365 000 m² partant des quais de Seine en 1918. À partir de 1919, Louis Renault, fondateur de l'entreprise, décide d'investir l'île Seguin, jusqu'à l'acquérir dans sa totalité.

Ce sont ce « trapèze » et l'île Seguin qui constituent, dans sa version la plus étendue, le site « Renault-Billancourt ». N'étant plus adapté à la production automobile, le site « Renault-Billancourt » cesse progressivement son activité, de 1989 à 1992. Les installations du site sont finalement détruites ; le « trapèze » est détruit en 1998, les bâtiments de l'île Seguin en 2004.

Origine : don de Pierre Virolle en octobre 1995.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1968-1970 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 050/1 Activités Loisirs et Culture du CE : brochure de présentation.

s.d.

2002 026 050/2 *Loisirs et Culture était là, 33 jours et 34 nuits* : brochure.

Mai-juin 1968.

À noter : poème de Jacques Prévert.

2002 026 050/3 Soirées organisées par les Amis de la bibliothèque du CE : 3 invitations.

1969-1970

¹⁰³ Identifiés d'après Maurice Bouvet, « Les remèdes secrets anglais importés en France avant 1803 », *Revue d'histoire de la pharmacie*, 1955, consulté sur Persée + almanachs parisiens.

Rhodiacéta

Notice historique : L'entreprise Rhodiaséta est fondée en 1922, dans le département du Rhône, par le Comptoir des soies artificielles. Elle est renommée « Rhodiacéta » en 1934. Rhodiacéta est, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le leader français de la fabrication de fil synthétique, notamment du polyester et du nylon, et emploie 10 000 ouvriers. La société voit sa production diminuer à partir de 1967, année marquée par un plan de licenciement majeur, et disparaît en 1981.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1953-1954.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 021/1 Comité d'entreprise RHODIACETA, usine de Lyon : aide-mémoire des avantages sociaux au personnel de la société servis par la société et par le comité d'entreprise.

1953-1954

Richard-de-Bas, moulin à papier

Notice historique : La date de la fondation du moulin Richard-de-Bas, situé à Ambert (Puy-de-Dôme), est inconnue. Toutefois, un papier datant de 1326, conservé aux Archives départementales de la Haute-Loire, porte son filigrane. Un autre document, datant quant à lui de 1489, le porte également. Il est qualifié « de-Bas » en opposition au moulin « d'en-haut » d'Ambert. Son nom lui provient de la famille de papetiers Richard, présents à Ambert dès le XV^e siècle. La dynastie des importants maîtres papetiers Richard s'installe, à partir du XVII^e siècle, près du ruisseau la Forie. Vendu à de multiples reprises depuis cette époque, le moulin Richard-de-Bas accueille actuellement le musée historique du papier.

Origine : achat des ANMT en novembre 2010 à la Librairie Devaux à Moulins (Allier) – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1970.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 114/5 *La longue histoire d'une petite papeterie française*. Histoire du moulin situé à Ambert. Paris, Pierre Gaudin, fascicule in-12 en hauteur, 20 feuillets non chiffrés imprimé au moulin Richard-de-Bas sur papier rose, broché. 1970.

Santrot Frères, tannerie-carroierie à Bellac (Haute-Vienne)

Notice historique : La commune de Bellac (Haute-Vienne) compte, jusqu'au début du XX^e siècle, plusieurs tanneries. L'une d'entre elles est toujours en activité, et pratique le tannage à l'écorce de chêne pour la haute couture parisienne.

Origine : don de Marc et Frédéric Decerces en 2009.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1924-1933.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 088 Correspondance reçue par l'Entreprise Santrot adressées par des offices d'enquêtes transmettant des renseignements confidentiels sur la situation privée et la situation commerciale de fabricants de chaussures et de cuirs en France et dans les colonies : 1 dossier de lettres.

1924-1933

Ces archives rares permettent d'avoir un panorama très documenté de ces industries sur une période précise.

Sartel, filature de coton à Wattrelos (Nord)

Notice historique : La société Sartel est fondée par Félix Watine-Mulliez (1886-1965) en 1909. Cette filature emploie, à sa création, une cinquantaine d'ouvriers. En 1913, son frère cadet, Eugène, devient associé, ce pourquoi la raison sociale de l'entreprise devient « Félix et Eugène Watine – Cotonnière du Sartel ». Transformée en écuries durant la Première Guerre mondiale, la société reprend son activité en 1919. Félix Watine-Mulliez bâtit une nouvelle usine, baptisée « Le Sartel moderne » en 1922, triplant par cette occasion les capacités de production de l'entreprise. Devenue « Félix Watine et fils – Les filatures du Sartel », l'entreprise étend sa production à la bonneterie et au peignage au cours des années 1920. En 1960, la société crée l'usine « Sartellys » à Lys-les-Lannoy. Dans les années 1980, la société emploie environ 1 100 personnes, et produit 500 tonnes de fils par mois. Elle cesse son activité en 1996.

Origine : don de Christian Dissaux en 2002.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1953, 1981-1989, s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 032/1 Brochure historique sur l'entreprise, livret d'accueil aux salariés, coupures de presse.
1953, 1981-1989, s.d.

Seguin (Paul)

Origine : don de Paul Seguin, conseiller prud'homal, aux Archives nationales du monde du travail le 25 juillet 2011. Il s'agit essentiellement de documentation sur le droit du travail et de ses dossiers d'affaires.

Importance matérielle : 6 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1968-2010.

Communicabilité : Sur autorisation.

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas.

2002 026 137/1 Papiers personnels de Paul Seguin : bulletin de paie, curriculum vitae, certificat de travail, contrat de travail, devis de prévoyance santé, correspondance.
1982-2010

2002 026 137/2-4 Dossiers d'affaires.
137/2 Entreprise de travaux publics multiples. – Travaux aux larges des côtes du Niger : calendrier prévisionnel.
1992
137/3 Heurtey industries : notes de service.
1977
137/4 Société anonyme Creusot-Loire entreprise. – Licenciement de Paul Seguin : compte rendu de jugement, bulletin de paie, correspondance.
1984-2002

2002 026 137/5 Documentation sur le droit du travail : article de presse, revues.
1968-1990

2002 026 137/6 Puits de forage, pipeline. – Construction : 46 plans.
s.d.

Seiller (François), marchand de tissus à Tours (Ancien Régime)

Origine : entrée aux Archives nationales en 1966 sous le numéro 2 028 (cote primitive : 67 AQ 3 et 4 aujourd'hui supprimées).

Importance matérielle : 2 registres.
Dates extrêmes : 1747-1761.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Bertrand Gille.

2002 026 129/1 Journal, 488 pages foliotées.

1747 – 1754

À noter : renseigne sur la clientèle et sa localisation, ainsi que sur les denrées.

2002 026 129/2 Journal (suite), 501 pages foliotées.

1754 – 1761

La page 24 est déchirée.

Service d'information des textiles artificiels et synthétiques¹⁰⁴

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1955.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 047/3 Cahier d'information. Automne-hiver 1955.

1955

SNFA, Valenciennes (Nord)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 036/5 Roulements : catalogue.

s.d. (années 1980)

Société alsacienne de constructions mécaniques SACM

Notice historique : André Koechlin, en 1839 à Mulhouse (Haut-Rhin), crée André Koechlin & cie, société spécialisée dans la production de locomotives. Prospérant, l'entreprise fusionne avec les Ateliers de Graffenstaden, et devient l'*Elsässische maschinenbau-gesellschaft grafenstaden*. En 1871, l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne l'oblige à rapatrier une partie de ses activités à Belfort (Territoire de Belfort), et à créer la SACM. En 1928, une partie de la SACM fusionne avec Thomson-Houston, associé de la SACM depuis 1893, et devient « Alsthom », contraction de « Alsacienne-Thomson ». À partir de 1989, la SACM est absorbée par différents groupes, et devient SACM-Diesel, puis *Wärtsilä SACM Diesel* en 1993. La société cesse son activité au cours des années 2000.

Origine : don de Bernard et Agnès Rigole. Bernard Rigole fut mécanicien de salle aux Établissements Paul et Jean Tiberghien (Tourcoing) de 1944 à 1949, puis agent de maîtrise aux Établissements César Pollet et fils (Roubaix) de 1953 à 1958.
Importance matérielle : 2 notices.
Dates extrêmes : 1911-1931.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

¹⁰⁴ 24, avenue Vignon, Paris (9^e).

2014 051 01 Notices de machines textiles.

– Société alsacienne de constructions mécaniques – Mulhouse Belfort Grafenstaden, *Réglage et renseignements concernant la Peigneuse-laine Modèle: P.L.B. – Brevetée S.G.D.G. S.I.n.d. [1911?]*, 50p., ill. (photographie, croquis).

– Société alsacienne de constructions mécaniques (Mulhouse, Haut-Rhin), *Montage et Réglage du métier Selfacting*, [renvideur à filer], S.I.n.d. [1931?], 32f., notice ronéotée, ill. (croquis).

Voir aussi : 1997_018 (Alsthom), 2009_043 (documentation Jacques Bonte, historien du textile)

1911-1931

Société anonyme civile des producteurs de fromages de Roquefort

Origine : achat en vente aux enchères chez Salorges enchères.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1885-1890.

Communicabilité : non communicable.

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 034 01 Grand-livre clients n°2.

Comptes : « marchandises générales », « frais généraux », « profits et pertes », actionnaires, banques, fournisseurs et clients en France et à l'étranger. Clients étrangers originaires d'Algérie, Allemagne, Égypte, Espagne, Grande-Bretagne, Pologne, Russie, Suède...

Registre, 73 × 64 × 23 cm, 1500 p., 76 kg. Rainurage et foliotage mécanique.

Reliure en suédine montée sur ais renforcée de laiton. Pièces de titre de chagrin rouge sur le dos et le plat.

Comptes clients dans le désordre, pas d'index.

1885-1890

Société anonyme d'appareillage blindé

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 178/1 Coffret tôle emboutie doublement verrouillé. – Présentation : tract publicitaire.

s.d.

Société anonyme des ateliers d'aviation Louis Breguet

Notice historique : Diplômé de l'École supérieure d'électricité en 1903, Louis Breguet (1880-1955) conçoit le gyroplane Breguet-Richet, aéronef ancêtre de l'hélicoptère, en 1907. Il construit son premier avion dès 1909, et crée la Société anonyme des ateliers d'aviation Louis Breguet en 1911. Dans le contexte de la Première Guerre mondiale, la société conçoit, à Villacoublay en 1916, le Breguet XIV, par la suite produit à 6 000 exemplaires. Après sa nationalisation, Breguet rachète, en 1939, la société Latécoère. En 1971, la Société anonyme des ateliers d'aviation Louis Breguet est rachetée par Avions Marcel Dassault, à cette occasion rebaptisée Avions Marcel Dassault – Breguet aviation.

Origine : achat de la Direction des Archives de France en 2006.

Importance matérielle : 6 dossiers (pièces estampillées).

Dates extrêmes : 1911-1919.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

1911-1919

– *Breguet* : publication non paginée avec une introduction sur l'aviation, un historique de l'entreprise et de la production, des notices techniques sur les modèles avec dessins (avions militaires de bombardement et de combat, hydravions, grands raids à compter de 1918).

1^{er} décembre 1919

– *Aéroplanes Breguet* : brochure non paginée.

s.d.

– *Avions Breguet. L'hydravion d'exploration Breguet « Bizerte » type 521*.

s.d.

– *L'Aérophile*, revue technique et pratique des locomotions aériennes : *les triplaces militaires Breguet* : brochure avec photographies noir et blanc, 7 pages.

1911

2002 026 073/5 Correspondance de la société Breguet avec le lieutenant-colonel Borel, président de l'Aéroclub de Berne (Suisse) avec pièces techniques annexées.

Septembre 1913

2002 026 073/6 Album photographique noir et blanc des Établissements Breguet de 30 pièces avec légendes :

1911

– 7 photographies sur le terrain d'aviation de Reims (Marne) pour un tournoi militaire d'aéroplane, certaines signées Meurisse – 9, rue du Faubourg Montmartre à Paris et d'autres signées M. Rol – 4, rue Richer à Paris (9e).

1911

– 4 photographies de manoeuvres militaires à Vesoul, certaines signées Meurisse et d'autres M. Branger – 5, rue Cambon à Paris.

s.d.

– 3 photographies au Salon de l'Aéronautique, certaines signées Meurisse et d'autres Rol.

1911

– 4 photographies de modèles sur terrain d'aviation, certaines signées Branger et d'autres Meurisse.

1911

– 9 photographies d'un appareil en vol à Douai, signées Rol.

1911

– 2 photographies de Douai : un atelier et l'aérodrome de la Bragelle.

1911

– 1 photographie d'un avion avec moteur Gnome de 90 CV (record du monde) et groupe de personnes au sol à Douai « Émile Dupont, mécanicien, assis sur le fuselage », non signée.

1911

Société Boléro, Paris

Notice historique : La Société Boléro est une société de lingerie créée par André Silvain, à Roubaix, en 1946.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 043/1 Présentation de la collection de soutiens-gorge sous la forme d'un Boléro-scope.

s.d. (années 1980)

Société coopérative de consommation de Strasbourg (Alsace)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1964.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 040/1 Société coopérative de consommation de Strasbourg et des environs : catalogue du soixantenaire.

29 février 1964

Société coopérative des mines d'Anzin (Nord)

Origine : don de Jean-Claude Poinsignon, professeur animateur, en 1994.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 040/2 SOCOMA (Société coopérative des mines d'Anzin) : 4 photographies couleur de tableaux de Lucien Jonas réalisés en 1930 pour la SOCOMA (dimension des tableaux : environ 2 mètres × 3,50 mètres).

s.d.

Société (ou Caisse) de secours mutuel des ouvriers et employés de la Compagnie des mines d'Ostricourt

Historique :

Apparues au XVIII^e siècle, les **sociétés de secours mutuels** sont abolies durant la Révolution (1789-1799), et réapparaissent sous le Premier empire (1804-1814/1815). En l'échange d'une cotisation mensuelle des ouvriers, les sociétés de secours mutuels, organisées par branches, permettent la réduction de l'impact de la maladie, des accidents et du chômage. Elles sont officiellement reconnues le 15 juillet 1850. En 1862, la France compte plus de 4 500 sociétés de ce type.

Le 19 décembre 1860, la **Compagnie des mines d'Ostricourt** (Nord) voit ses droits reconnus par un décret qui institue quatre nouvelles concessions : Meurchin, Annoeulin, Carvin et Ostricourt. À la veille de la Première Guerre mondiale, la Compagnie emploie plus de 3 000 hommes (1910) et produit 750 000 tonnes de charbon (1913). Elle possède aussi 801 maisons et une voie ferrée afin de transporter le charbon à Libercourt. Mais, durant la Première Guerre mondiale, tout est détruit. En 1938, la Compagnie, qui a réussi à renaître de ses cendres, arrive à produire 1 270 162 tonnes de charbon et compte 5 919 ouvriers qui logent dans 3 002 maisons. La loi du 17 mai 1946 qui crée les Charbonnages de France, intègre la Compagnie d'Ostricourt au sein du plus petit groupe du bassin pour sa superficie, le groupe d'Oignies.

Origine : don de Bernard Deleplanque.
Importance matérielle : 1 registre.
Dates extrêmes : 1895-1905.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).
Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

PI 0006 01 Société (ou Caisse) de secours mutuel des ouvriers et employés de la Compagnie des mines d'Ostricourt.

Correspondance envoyée par le président de la Société (copies) : 1 registre. **Document en mauvais état et très fragile.**

1895-1905

Société d'édition pour la mécanique et la machine-outil

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1951.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 053/1 *La machine-outil française*, revue mensuelle de la Société d'édition pour la mécanique et la machine-outil, n° 54.

Avril 1951

Société des aciéries de Longwy

Notice historique : La Société des aciéries de Longwy (Meurthe-et-Moselle) est une entreprise de sidérurgie fondée en 1880, grâce au regroupement de l'usine du Prieuré et de l'usine Port-sec de Mont-Saint-Martin, commune de l'agglomération de Longwy. Elle compte déjà 7 hauts fourneaux en 1901, et rachète l'usine de Thionville (Moselle) en 1933. Par fusion avec la Société métallurgique de Senelle-Maubeuge et la Société Escaut et Meuse, elle devient la Société Lorraine-Escaut en 1953. Arrêtant progressivement ses hauts-fourneaux au début des années 1960, les aciéries de Longwy sont absorbées par Usinor en 1966, avant de voir leur production définitivement arrêtée en 1978.

Origine : achat des ANMT en novembre 2010 à la Librairie Devaux à Moulins (Allier) – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1910.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 114/2 Immeubles, mines, hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs, ateliers de construction, fonderies de fonte, cuivre, acier, chemins de fer, ateliers divers, services, accessoires, dépendances, etc.
Mont-Saint-Martin, au siège de la société, fascicule in-8, 59 pages, photographies en noir et blanc, broché.

1910

Société des hauts-fourneaux et forges d'Allevard, Isère

Notice historique : Les usines et mines de la région d'Allevard, riche en minerai de fer, sont citées depuis le milieu du XIII^e siècle. Du XVII^e au début du XIX^e siècle, elles appartiennent à la famille de Barral. En 1842, elles deviennent la propriété de la Société Charrière et cie, continuée sous le nom de Ch. Pinat et cie. Elle devient société anonyme et prend le nom de Société des hauts-fourneaux et forges d'Allevard en 1906.

Au XVIII^e siècle, les fontes de la région d'Allevard alimentent la fonderie royale de Saint-Gervais. En 1858, ses plaques de blindage participent aux expériences de Vincennes pour le premier cuirassé « Gloire ». Elle produit des aimants industriels à partir de 1869. En 1905, Charles Pinat y installe un four électrique à acier. Pendant la Première Guerre mondiale, elle participe à l'effort de guerre en produisant de la fonte, des ferro-alliages, de l'acier, des aimants et des obus. Au milieu du XX^e siècle, elle est spécialisée dans la fabrication d'aciers fins et spéciaux, de ferro-alliages, de taillanderie, de ressorts de chemins de fer, de camion, d'automobile, de carrosserie, et d'aimants permanents.

Origine : fonds en déshérence en 2011.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1842-1859.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 160/1 Historique et comptabilité : brochure, résumé des bilans.

Société des minières et des fonderies de fer de Wimille et Marquise, arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)

*Historique*¹⁰⁵ : En 1836, la Société des minières et des fonderies de fer de Wimille et Marquise, avec un capital de 700 000 francs, installe une usine à Boulogne-sur-Mer. Toutefois, l'entreprise fait faillite dès juillet 1842.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 8 formulaires imprimés et 1 notice manuscrite.

Dates extrêmes : 1838.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2014 069 01 Jean-Louis-Joseph Bucquet-Saison, propriétaire à Saint-Omer : actions de la Société des minières et des fonderies de fer de Wimille et Marquise (arrondissement de Boulogne, Pas-de-Calais).

2 titres (n°157 et 158) d'une valeur de 2 000 francs payables en plusieurs fois ; 6 reçus pour les appels de fonds (du 2° au 7°) + montant appel.

8 formulaires imprimés complétés à l'encre + 1 notice manuscrite.

1838

Société générale

Notice historique : La Société générale est créée par décret impérial du 4 mai 1864, par un groupe d'industriels, dont Paulin Talabot, premier directeur de la banque, et la famille Rothschild. À sa création, elle vise à faciliter le commerce et l'industrie français. Le premier président de la banque est d'ailleurs Eugène Schneider (1805-1875), fondateur de l'entreprise Schneider et cie du Creusot (Saône-et-Loire). En 1870, elle possède 32 agences en France et, en 1871, lance son internationalisation par la création d'une agence londonienne (Angleterre). Malgré la dépression économique de 1871 à 1893, l'entreprise dénombre 148 agences en 1889.

La Société générale se développe considérablement à la Belle époque (1896-1914), devenant la 4^e capitalisation de la Bourse de Paris, passant de 14 000 actionnaires en 1895 à 122 000 en 1913. Grâce à l'expansion de son réseau, passé de 260 guichets en 1910 à 1457 en 1933, elle devient la première banque française au cours des années 1920.

Subissant le recul industriel français au cours des années 1930, elle est nationalisée en 1945. Au contraire, durant les Trente Glorieuses (1945-1975), elle connaît une expansion considérable, aussi bien en France qu'à l'international. Privatisée en 1987, elle s'installe à La Défense en 1995.

En 2008, durant la crise financière internationale, elle perd 4,9 milliards d'euros suite à une opération de l'un de ses agents, Jérôme Kerviel.

Origine : don de Mme Douyère-Demeulenaere, conservateur général aux Archives nationales en 2004.

Importance matérielle : 1 dossier et 1 affiche.

Dates extrêmes : 1920 et 1963.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 065/1 Fédération française des syndicats d'ingénieurs et cadres CFTC, groupe des banques :

1963

– bulletin de liaison n°41. 1er mars-15 juin 1963.

– bulletin de liaison n°60 réservé aux cadres de la Société générale.
1er mars-15 juin 1963.

2002 026 065/2 Société générale : affiche en couleur pour l'emprunt national, signée Lucien Métivet, imprimerie Duruy et Cie, Villain et Bar successeurs.

1920

¹⁰⁵Source : OUSTRIC, Georges, « Chapitre IX. Un siècle de croissance économique (1815-1914) », in : *Histoire de Boulogne-sur-Mer : ville d'art et d'histoire* [en ligne]. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014, pp. 231-270.

Société générale technique (SOGETEC)¹⁰⁶

Origine : inconnue.

Importance matérielle : 1 petite brochure.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 101 Statuts déposés en l'étude de M. Constantin, notaire à Paris : 1 brochure de 14 pages.

s.d.

Société Gillet-Thaon – usine Sander, blanchiment, teinture et apprêt à Haubourdin (Nord)

Notice historique : François Gillet (1813-1895) est le fondateur de la société Gillet, en 1838. Sa société prospère grâce à un nouveau processus textile permettant d'obtenir un noir « impérial » alors à la mode. Cette innovation permet à sa société d'employer 350 salariés en 1853, contre 70 trois ans auparavant. Grâce à l'utilisation toujours plus aboutie de la chimie dans le textile, son fils, Joseph Gillet (1843-1923), donne à la société Gillet la dimension d'une très grande entreprise. Son fils, Charles (1879-1972), oriente la société dans la production de textiles artificiels, et dans les acquisitions d'autres entreprises au cours des années 1930, dont la Blanchisserie et teinturerie de Thaon (BTT), fondée à Thaon-les-Vosges (Vosges) en 1872, acquise par le groupe Gillet en 1932.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1973.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 047/4 Catalogue d'échantillons de laboratoire.

1973

Société Harding Cocker, Lille

Notice historique : La société Harding Cocker, établie à Lille à partir des années 1830, est une manufacture de produits textiles permettant le peignage et la filature de la laine, du lin, du chanvre et des étoupes.

Origine : don de Patrick Markey, directeur de l'unité territoriale Nord-Lille (Direccte), aux ANMT le 31 mars 2011. Il s'agit d'archives privées produites pour le contrôle des jeunes employés de la société Harding Cocker.

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1885-1975.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 141/1 Registre d'inscription des enfants au-dessous de 18 ans employés dans les ateliers.

1885-1975

2002 026 141/2 Fonctionnement : copie du règlement intérieur.

s.d.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1834-1853.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

1068, rue de Berry, Paris (8^e), puis 22, avenue de la Grande armée, Paris (17^e).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 03 Commande de peignes et cartes pour épuration de tissus : correspondances adressées par des manufactures de Roubaix, Tourcoing, Lille et Paris.

1834-1853

Société industrielle des procédés Loth (SIPL), 20 avenue Kléber à Paris

Notice historique : Cette entrée rassemble des documents appartenant à un parent décédé de la donatrice : Henri Vallée, administrateur-délégué de la Société industrielle des Procédés Loth (SIPL), qui prend en 1952 la dénomination Télécommunications radioélectriques et téléphoniques.

On doit le procédé de fabrication à William-Arthur Loth, décédé à Malestroit le 3 avril 1957 dans sa 69e année et inhumé à Guémené-sur-Scorff (Morbihan), son pays natal. Titulaire de la chaire de radio-électricité du Conservatoire national des Arts et Métiers, commandeur de la Légion d'Honneur et du Mérite maritime, membre de l'Académie de Marine, il est l'inventeur du système de guidage en non-visibilité des avions et des navires.

Il crée sa société et installe un Centre d'études et d'expérimentations à l'île de Vaux-sur-Seine (actuelles Yvelines) que viendra visiter le Président de la République Gaston Doumergue en 1930.

Les documents mentionnent également une Société de Prospections minières pour le Nord de la France (Procédés Loth).

Aucun brevet n'est présent dans cet ensemble.

Origine : don à l'État en février 2011 de Jeanne Navatte, née Vallée, par l'intermédiaire des Archives communales de Rennes auxquelles les archives furent données en septembre 2010.

Importance matérielle : 4 dossiers.

Dates extrêmes : 1927-1977.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 118/1 Papiers personnels d'Henri Vallée.

1929-1964

– Invitation de Mr William et Mme Suzanne Loth (interne des Hôpitaux de Paris) à une remise de prix au Cercle Interallié à Paris en l'honneur des aviateurs Costes et Le Brix pour leur raid autour de l'Amérique. 1929.

– Faire-part du décès du père de William Loth : M. Joseph Loth, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France. 1934.

– 3 faire-part des mariages des enfants de William et Suzanne Loth : Annwen en 1961, Olwen en 1962 et Drystan en 1964 (carrières médicales).

2002 026 118/2-4 Activités de la SIPL.

1927-1960

2 Documents divers (classement chronologique).

1927-1960

– 2 contrats de travail avec des ingénieurs. 1927 et 1928.

– 1 contrat entre le Ministère des Travaux publics et la SIPL. 1929.

– Plan de table du déjeuner avec le Président de la République. 1930.

– 3 menus de repas professionnels : avec le Président de la République en 1930 et avec les représentants des Sociétés Philips France et Philips Mondial en 1938.

– Article de presse d'Henri Vallée dans Aux écoutes de la finance, n° 984 de septembre 1955.

– Courrier du Crédit commercial de France adressé à Henri Vallée. 1960.

– 2 hommages écrit par Henri Vallée pour des collègues. s.d.

3 Presse étrangère.

1928-1938

– Photographie de William Loth lors d'une conférence en Espagne dans un journal de Madrid. 1928.

– Inauguration à Djedeïda (Tunisie) du poste de radiodiffusion construit par la SIPL : 4 coupures de journaux tunisiens [très détériorés] et 2 transcriptions de discours. 1938.

4 Photographies remarquables et rares.

1928-1947

- Centre de Vaux-sur-Seine : 20 photographies noir et blanc avec leurs légendes et leurs dates (18 clichés 17,5 × 12 ou 13 cm ; 3 clichés de 24 × 18 cm ; certains portent la mention : H. Malorey, photographe à Clamart, Seine). 1928-1930.
- Visite du Président de la République Gaston Doumergue au Centre : 7 photographies noir et blanc avec leurs légendes et leurs dates (24 × 18 cm). 1930.
- Usine de Plantivon, près de Flers (Orne) : 1 photographie noir et blanc de la cantine de la coopérative avec sa légende (21 × 29,5 cm). Entre 1940 et 1947.
- Usine de Plantivon (suite) : 9 photographies noir et blanc du Noël à l'usine avec leurs légendes (6 clichés de 6 × 6 cm, 2 clichés de 6,5 × 9,5 cm et 1 cliché de 11,5 × 12 cm). Environ 1945.

Société L. Bonvoisin

Notice historique : La société L. Bonvoisin est une entreprise parisienne spécialisée dans l'appareillage électrique.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 6 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1929-1934.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 169/1-6 Appareillage électrique. – Fournitures : catalogue.

1929-1934

1	1929.
2	1931.
3	1933.
4	1934.
5	1935.
6	1936.

Société nationale des chemins de fer français

Origine : don de Grégory Gruntowy, 2017.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1958.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0021 05 Conducteurs de trains étrangers appelés à circuler sur les lignes de la région Nord : extrait de règlement.

1958

Société nationale de vente des surplus (comité central d'entreprise)

Notice historique : La Société nationale de vente des surplus a été instituée pour vendre le surplus de matériel laissé par l'armée américaine à la France après la Libération. Elle a été mise en liquidation en 1949.

Origine : don de Christophe Gouel (petit-fils de Louis Durchon, membre du comité central de la SNVP), 2018.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1947-1949.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard.

PI 0031 01 Réunions du comité central d'entreprise : procès-verbaux.

1947-1949

Société norvégienne de l'azote

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1965.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 055/1 *Société norvégienne de l'azote, 1955-1965, dix années de travail* : ouvrage édité à l'occasion du 60^e anniversaire de la Société, exemplaire numéroté 1977, 95 pages.
2 décembre 1965

Société nouvelle bonneterie des hautes voies¹⁰⁷

Notice historique : Fondée en 1884, la Société nouvelle de bonneterie des hautes voies (SNBDHV) est une société en nom collectif qui appartient à l'entreprise PHILDAR. La société est spécialisée dans la fabrication et le formage de chaussettes et de collants épais. Elle possède, alors, un outillage moderne composé de 225 métiers et emploie 118 salariés. La BDHV fabrique principalement pour la maison mère PHILDAR et l'entreprise VIRGIL (une marque de l'entreprise PHILDAR). Elle vend aussi sa production à des clients comme Auchan, Décathlon, Kiabi ou Bestiss. Elle est dirigée jusqu'en 1996 par Bernard Lelièvre, puis par Yves Vandenabeele. Lors de sa reprise par la S.A. Agofroy et après un plan social, elle devient une société anonyme spécialisée dans la confection de chaussettes en 1993. En 1999, elle est rachetée par Hervé Ricard, puis placée en liquidation judiciaire en 2000.

Origine : don de Laurent Roquette en 2006.

Importance matérielle : 10 dossiers.

Dates extrêmes : 1983-1996 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 077/1	La Bonneterie des Hautes Voies : notes de présentation et tirés à part.	1983-1988
2002 026 077/2	Bâtiments et machines : photographies noir et blanc et couleur.	s.d.
2002 026 077/3	Vœux du chef d'entreprise Bernard Lelièvre.	1988-1993
2002 026 077/4	Communication : INFO-MARCQ, journal d'information interne.	1984-1986
2002 026 077/5	Relations publiques : coupures de presse, défilés de mode, visite du ministre du Travail Martine Aubry en septembre 1991.	1990-1993
2002 026 077/6	Comité hygiène-sécurité : rapports annuels.	1984-1993
2002 026 077/7	Plan social et reprise de l'entreprise par la société anonyme Agofroy : notes et rapports.	

107 41, rue des Hautes voies, Marcq-en-Barœul (Nord).

		1991-1993
2002 026 077/8	Documentation sur l'entreprise Phildar et d'autres entreprises de la maille : notes et brochures.	
		1990-1992
2002 026 077/9	Contentieux relatif aux élections professionnelles (délégués du personnel et comité d'entreprise).	
		1994-1996
2002 026 077/10	Machines textiles, matières premières et filière textile : catalogues d'entreprises.	
		s.d.

Société Oldham Hawker, Arras (Pas-de-Calais)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 036/4	Batteries et détecteurs : catalogue.	s.d. (années 1980)
-----------------------	--------------------------------------	--------------------

Société Remington typewriter company¹⁰⁸

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1911 et s.d.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 035/2	– Brochure d'instruction pour le maniement des machines à écrire Remington Standard.	1911
	– Catalogue de la nouvelle Remington International « rêve » de toute secrétaire.	s.d. (années 1960).

Société Yougs

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1914.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 036/2	Appareils de levage et d'outils hydrauliques – Ryland Street Works, Birmingham, Angleterre : catalogue.	1914
-----------------------	---	------

¹⁰⁸ 8, boulevard des Capucines, Paris.

Staübli – comité d'entreprise

Notice historique : Fondé en 1892 à Horgen (Suisse) sous le nom de Schelling & Stäubli, Stäubli s'installe notamment à Faverges (Haute-Savoie) en 1909. Le groupe développe son activité dans les secteurs des machines textiles depuis 1892, des connecteurs électriques depuis 1956, et de la robotique depuis 1982.

Origine : ces documents ont été rassemblés par le CAMT dans le cadre de son travail réalisé en 1996 (colloque, exposition et publication) sur l'histoire des comités d'entreprise.

Importance matérielle : 1 dossier et 50 photographies (009/1, 009/3).
1 vidéo VHS (009/2).
2 affiches (009/4).

Dates extrêmes : 1989-1992.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 009/1 Activités culturelles du comité d'entreprise Staübli¹⁰⁹ pour le bicentenaire de la Révolution française, en partenariat avec la Maison des Jeunes et de la Culture de Faverges.

Chroniques locales du pays de Faverges, spectacle de théâtre en 6 tableaux : texte de la pièce.

1989

2002 026 009/2 Enregistrement du spectacle : 1 vidéo VHS de 1h30 environ.

2002 026 009/3 Photographies du spectacle :

- 10 photographies couleur de 10 × 15 cm,
- 15 photographies noir et blanc de 8 × 14 cm,
- 25 photographies noir et blanc sous cadres de 10 × 15 cm.

2002 026 009/4 Affiches :

- Affiche couleur du spectacle. 1989.
- Affiche couleur du festival de théâtre du Faverges par des troupes de comités d'entreprise. 6-8 novembre 1992.

Steinès (Alphonse), journaliste sportif

Notice historique : En tant que journaliste du *Vélo* à la fin du XIX^e siècle, Alphonse Steinès participe à la rédaction de la rubrique cycliste, et participe à l'organisation du Paris-Roubaix. En 1903, il rejoint *L'Auto*, journal ayant créé le Tour de France cycliste en 1903, et prend de l'influence sur son tracé. Il convainc notamment Henri Desgrange, directeur du Tour, de rapprocher ce tracé des frontières du pays en le faisant passer par les contreforts des Alpes, en 1905, puis par les Pyrénées, en 1907.

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2011. Ces archives sont d'une grande valeur concernant le mouvement sportif : elles s'ajoutent aux différents fonds que possèdent les Archives nationales du monde du travail, comme le fonds Jean Devys, ou les archives venant du partenariat signé avec le ministère des sports en 2002.

Importance matérielle : 9 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1907-1914.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 147/1-7 Carnets personnels d'Alphonse Steinès. – Préparation d'articles en vue d'une publication pour le magazine *L'auto* relatif au tour de France : notes, coupures de presse (classement chronologique).

1907-1914

- | | |
|----------|-------|
| 1 | 1907. |
| 2 | 1908. |
| 3 | 1909. |
| 4 | 1910. |

109 183, rue des usines, 74 210 Faverges.

5 1911.
6 1912.
7 1913.

2002 026 147/8 Tour de France. – Détail des étapes : coupures de presse.

1914

2002 026 147/9 Concourants. – Énumération : notes.

1914

Stevens (Alphonse), architecte

Notice historique : Alphonse Stevens, de Bruges, est lauréat du grand concours d'architecture de Belgique, catégorie « jeunes » en 1921¹¹⁰. Il s'installe à Lille au 14 place Cormontaigne dans les années suivantes. L'agence est ouverte jusqu'en 1970.

Origine : achat chez Laurent Biville, antiquaire à Rouen.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1915-1930.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère. Complété par Simon Vérove.

2013 080 01-17 Œuvres, documentation.

- 01** Joseph Stevens, frère d'Alphonse : photographie dédiée, 18 mars 1915.
Tirage sépia, 10 × 7,4 cm.
- 02-05** Dessins de soldats belges dans les tranchées, tirant et au repos : 4 photographies, 1915.
Dessins légendés ; sdbd : 21 mai 15 A. Stevens.
3 tirages sépia (1 doublon), 8,6 × 11,8 cm.
- 06** Stand « les créations Stevens », s.d. [après 1921]¹¹¹
Tirage NB contrecollé sur carton, 11,7 × 21,5 cm.
- 07-10** Maison particulière, 2 avenue Germaine, La Madeleine : maquette et photographies, s.d.¹¹²
Façade sur rue : maquette en plâtre.
Façade arrière : négatif sur plaque de verre, 24 × 30 cm ;
Intérieur : négatif sur plaque de verre, 24 × 30 cm+ tirage¹¹³, 23,2 × 29,4 cm, contrecollé sur carton, 29,5 × 38 cm.
- 11-12** Maisons jumelées, 227-229 [avenue Gustave Delory, Roubaix] : photographies (plan, élévation et coupe ; façade), s.d.
Négatif sur plaque de verre, 24 × 30 cm ; tirage NB, 16 × 23 cm.
- 13-15** Usine d'engrais en construction, 1^{er} mai 1923 : bureaux et loge du concierge ; silos de cyanamide côté pignon ; magasin aux engrais.
3 tirages NB, 13 × 18
- 16** Restauration de la statue du fronton de l'hôtel de ville, Cambrai, s.d.
– La statue en restauration : photographie « La Décoration générale »¹¹⁴,
Tirage NB, 11,9 × 16,7 cm
- 17** Façade en aluminium des Ets Saint-Joseph à Gradignan (Gironde), 1962.
Carte photographique, NB, 10,5 × 15 cm

Numérisé.

1915-1930

Syndicat national autonome du personnel des préfectures

Origine : don aux Archives nationales par les Archives départementales de Saône-et-Loire en novembre 2001 : documentation imprimée d'un syndicat de la Fonction publique remis au CAMT le 19 mars 2003.

Importance matérielle : 1 dossier.

110 Ne pas confondre avec Alphonse Stevens (1866-1944), autre architecte belge.

111 Alphonse Stevens lauréat du grand concours d'architecture de Belgique en 1921.

112 Construite en 1929.

113 M. Escoute, photographie industrielle

114 18 rue de Bruxelles, Paris 9^e.

Dates extrêmes : 1952-1959.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 002/4 Note d'information.

1956

Syndicat des marins-pêcheurs L'Entente fraternelle, 15 rue Napoléon, Les Sables-d'Olonne (Vendée)

Origine : fonds en déshérence.
Importance matérielle : 1 dossier.
Dates extrêmes : 1935-1958.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 026/1 La pêche industrialisée : notes dactylographiées, correspondance, coupures de presse.

À noter : tapuscrit *Un accueil varié est fait à la décision concernant l'embargo sur le poisson de l'océan arctique, beaucoup de ports souffriront.*

1935-1938

Tissus AGP lainages et soieries¹¹⁵

Origine : achat effectué par les ANMT en 2009.
Importance matérielle : 1 pièce.
Dates extrêmes : 1959.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 094 Catalogue de la collection printemps-été 1959 : dessins de modèles et échantillons de tissus.

1959

Union régionale de Scop entreprises

Origine : don de Jean Quéméré, responsable de l'union.
Importance matérielle : 7 brochures imprimées.
Dates extrêmes : 1925-1943 et 1953.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 022/1 Conférence d'André Siegfried, membre de l'Académie française, devant l'assemblée générale des Présidents des Chambres des Métiers de France, *L'artisanat et l'évolution de la production humaine*, 23 pages.

23 novembre 1953

2002 026 022/2 Alsace (Chambre des métiers d') : statuts, 21 pages.

10 octobre 1924

2002 026 022/3 Gironde (Chambre des métiers de la) : bulletin de l'office des métiers, 32 pages.

1937

115 54, rue Etienne Marcel, Paris (2^e).

2002 026 022/4	Nord (Chambre des métiers du) : textes de référence de l'artisanat français, 62 pages.	1938
2002 026 022/5	Nord (Chambre des métiers du) : compte rendu d'activité en 1941, 20 pages.	1941
2002 026 022/6	Nord (Union des artisans boulangers du) : Essai sur le syndicalisme d'aujourd'hui, par Albert Coustenoble, président de l'union des artisans boulangers du Nord et de l'assemblée des Présidents des chambres des métiers de France, 24 pages.	1939
2002 026 022/7	Pas-de-Calais (Chambre des métiers du) : brochure A ses artisans.	1943

Union sportive tourquennoise

Notice historique : C'est au cours d'une réunion des anciens élèves du lycée de Tourcoing, le 28 avril 1898, qu'il est pour la première fois question de fonder une section de football. Une seconde réunion, tenue le 12 mai 1898 et réunissant 23 amateurs de sport, voit la création officielle de l'Union sportive tourquennoise. Le premier entraînement a lieu le 12 juin 1898. L'année 1898 marque le vrai départ par la section football de ce qui doit par la suite devenir le grand club omnisports (athlétisme, basket, judo, tennis, course à pied, vélo, patinage, rink hockey).

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 7 dossiers.

Dates extrêmes : 1902-1992.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Catherine Jakubowski. Complété par Simon Vérove.

2002 026 017/1-3	Commission générale de football : compte rendu des réunions.	1902-1947						
	<table><tr><td>1</td><td>21 octobre 1902-6 octobre 1903.</td></tr><tr><td>2</td><td>16 août 1904-13 décembre 1904.</td></tr><tr><td>3</td><td>11 août 1944-27 avril 1947.</td></tr></table>	1	21 octobre 1902-6 octobre 1903.	2	16 août 1904-13 décembre 1904.	3	11 août 1944-27 avril 1947.	
1	21 octobre 1902-6 octobre 1903.							
2	16 août 1904-13 décembre 1904.							
3	11 août 1944-27 avril 1947.							
2002 026 017/4	Union sportive tourquennoise : liste des membres (1 carnet).	1920-1921						
2002 026 017/5	Publications.	1969-1990						
	- Union sportive tourquennoise, 75^{ème} anniversaire (1898-1973). - Union sportive tourquennoise, 90^{ème} anniversaire (1898-1988). - Programme du 22^{ème} tournoi annuel de football organisé par le Tourcoing football club (25 août-3 septembre 1990). - <i>Le Trait d'union des internationaux de football</i>, n°43, décembre 1968. - Calendrier officiel de l'Union sportive tourquennoise (1969-1970). - <i>A la chère Union sportive tourquennoise</i>, Pensées du président prisonnier, St Gilles-Bruxelles, cellule 123 (une feuille imprimée).							
2002 026 017/6	Coupures de presse (1971 ; 1981-1985), copies d'articles (1989).	1971-1989						
2002 026 017/7	Photographies (rencontres sportives, équipes, portraits, fêtes et cérémonies, 90 photos).	1904-1992						

Usine Hannart Frères, Wasquehal (Nord)

Origine : don de M. Fleury.

Importance matérielle : 2 documents.

Dates extrêmes : 1900.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 034/1 Note historique manuscrite rédigée le donateur.

1 photographie noir et blanc du grand-père du donateur, Gustave Fleury-Demeyère, chef de matériel, posant devant la machine à vapeur Hannart pour le forage d'eau par émulsion d'air. 1900.

« *Un forage a permis l'alimentation en eau du grand cirque Barnum quand il est venu à Wasquehal.* »

Usines Moenus société anonyme

Notice historique : Les Usines Moenus société anonyme sont une entreprise fondée en 1862 à Francfort-sur-le-Main¹¹⁶ (Allemagne). Elle est spécialisée dans la production de machines, outils et fournitures spéciales pour toutes industries. La société a notamment obtenu deux grands prix à l'Exposition universelle de Paris de 1900.

Origine : achat des ANMT en novembre 2010 à la Librairie Devaux à Moulins (Allier) – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : [1930].

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 114/4 **Cuirs.** Machines pour manufactures de courroies de transmission industrielle. Francfort, album in-12 oblong, 94 pages, broché. Vers 1930.

Vavasseur (Monique), domestique à Paris

Origine : achat en librairie, 2018

Importance matérielle : 1 livret

Dates extrêmes : 1811

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard.

PI 0034 01 Livret de domestique dressé en application du décret du 3 octobre 1810 : Monique Vavasseur, cuisinière chez M. Imbert « chef à l'administration des droits réunis, rue du Fossé du temple à Paris). 1 livret in 12, brochure sans couverture.

1811-1815

Vermeersh (Henri), médecin et Delaunay (P.), kinésithérapeute, Tourcoing

Origine : don.

Importance matérielle : 9 ouvrages.

Dates extrêmes : 1903-1962.

Communicabilité : immédiate (articles 01-08) et 2070 (article 09).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2015 011 01-09 Travaux d'Henri Vermeersh et P. Delaunay.

01 Henri Vermeersch (Tourcoing, 1877– Caudebec, 1962), médecin à Tourcoing puis à La Rochelle, médecin du travail, 1903-1962
Henri VERMEERSH, *Considérations hygiéniques sur la filature de laine*, Paris : A. Maloine, 1903, 167 p.

Publication de thèse, récompensée par la Faculté de médecine de Paris.

À noter : p. 148-158: description de l'installation Leclercq-Dupire à Wattrelos.

Notice nécrologique : coupure de presse, 1962.

¹¹⁶ Cet affluent du Rhin a donné du nom « Moenus ».

photocopie

- 02-09** P. Delaunay, kinésithérapeute à l'EPI (Éducation Physique Interentreprises) de Roubaix-Tourcoing : travaux, documentation, 1951-1965.
- 02** Syndicat professionnel des masseurs kinésithérapeutes et des pédicures de la région du Nord, *Statut légal, listes des membres adhérents, tarif syndical*, Paris: Imtra-Paris, 1956, 16 p.
- 03** *Les Annales de médecine sociale*, n°93 "Journées de médecine du travail de Lille", Paris: éditions médicales et sociales, septembre 1951, p.385-432.
À noter : J.-A. DESCHAMPS, "La Gymnastique corrective des apprentis de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing" et M. MOREL, "L'Éducation physique interentreprise de Roubaix-Tourcoing".
- 04** *Vie de l'entreprise*, n°37, Lille, juin-juillet 1954, 40 p. ill.
À noter : "Ce que fait l'E.P.I. de Roubaix-Tourcoing dans le domaine de la gymnastique corrective", p.28-32.
- 05** Institut national de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, *Cinquième congrès technique national de sécurité et d'hygiène du travail. Rapports et communications, Section I, Implantation, construction et aménagement des locaux de travail en fonction de l'hygiène et de la sécurité du personnel, 13-16 octobre 1954 – Strasbourg...* Paris : Institut national de sécurité, 1954, 124 p. + 1 feuille volante.
- 06** Institut national de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, *Cinquième congrès technique national de sécurité et d'hygiène du travail. 13-16 octobre 1954 – Strasbourg*, Paris: imprimerie R Foulon, 1954
– « Liste des travaux des membres de la commission générale d'étude de l'aménagement des locaux industriels », [8 p.]
– J.A. DESCHAMPS, *L'Encaissage des produits de filature et de retordage dans l'industrie textile. Contribution à l'amélioration du poste de travail*, 8 p. ;
– Dr Jean PERRIN, *Les Facteurs de fatigue dans les industries du bâtiment et des travaux publics*, [8 p.].
Tirés à part de la Section II (Mesures d'ordre pratique en vue de la réduction de la fatigue. Adaptation de l'outillage à l'homme).
- 07** Société de biotypologie, *Biotypologie*, t. 17, fasc.4, 1956, p.177-236.
À noter : P. DELAUNAY, J. DESCHAMPS, "Étude de la croissance staturale et pondérale des adolescents en fonction du stade pubertaire", p.217-235.
- 08** Études d'ergonomie et de biométrie, s.d.
– Point de surveillance du travail ;
– Réglages ;
– Plateau de travail de hauteur constante
3 planches + 2 feuilles volantes
- 09** Examens biométriques après séances de gymnastique corrective : photographies médicales, 1963-1965. **original communicable en 2070**
1 double planche avec 23 tirages collés et annotés au verso.

1903-1956

Warnet père et fils, société de broderie mécanique – Bohain (Aisne)

Notice historique : Établie à Bohain (Aisne), Warnet père et fils est une société de broderie mécanique spécialisée dans la création de linge de maison. Elle commercialise elle-même son linge de table, notamment aux Trois suisses, Galeries Lafayette et autres grands magasins.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1981.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 164/1 Linge de table. – Présentation de la collection : 5 photographies couleurs, 10 x 15 cm légendées.

1981

Zehner (Thérèse), militante du Mouvement de libération ouvrière (MLO)

*Historique*¹¹⁷ : Le MLO naît, en 1951, d'une scission du Mouvement de libération du peuple. Les créateurs du MLO rejettent, en effet, la politique de rapprochement du MLP avec le PCF. Le MLO fusionne, en 1970, avec le Centre de culture ouvrière pour former Culture et liberté.

Origine : don au CAMT en janvier 2003 de quelques documents internes du MLO, à propos desquels Madame Zehner dit : *"ils me tenaient à cœur et je ne voulais pas les détruire. Ils avaient contribué à affermir mon idéal et à réaliser, à mon niveau, une action d'éducation que je trouvais importante pour le monde du travail dont je faisais partie."*

Importance matérielle : 4 dossiers.

Dates extrêmes : 1954-1972.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 005/1 Organismes statutaires du MLO¹¹⁸.

1958-1966

Congrès nationaux :

5^e Congrès, Paris, 13-16 mars 1958 : brochure présentant la composition sociologique du congrès, le rapport d'orientation et la résolution générale.

Congrès, 3-4 décembre 1966 : projet de rapport d'orientation
L'éducation populaire, une démarche vers la liberté.

Conseil national :

Conseil, avril 1966 : projet de charte.

2002 026 005/2 Stage.

1969

Connaissance de l'Europe des Six, Strasbourg, 1-6 décembre 1969 : photocopies.

2002 026 005/3 Documentation (classement chronologique).

1959-1968

Action ouvrière et mouvement de synthèse : brochure. 1959.

Les organisations d'usagers dans la société : brochure. 1960.

Humanisme et action ouvrière : brochure. 1963.

La Tchécoslovaquie : photocopié. 1968.

La classe ouvrière a-t-elle besoin d'un mouvement d'ensemble : photocopié. s.d.

2002 026 005/4 Publications.

1954-1972

Études ouvrières, supplément bimestriel à Combat ouvrier (classement chronologique).

N° 6. Mars 1954.

N° 8. Mai 1954.

N° 14. Août 1955.

N° 19. Juin 1956.

N° 45. Novembre 1963.

N° 8 nouvelle série. Décembre 1966.

N° 9. Septembre 1967.

¹¹⁷ Source : Bibliothèque nationale de France.

¹¹⁸ 15, rue de Chabrol, Paris (10^e).

N° 13. Septembre-octobre 1968.
N° 14. Février 1969.

Vie populaire, bimensuel de MLO (classement chronologique).
N° 473. Janvier 1961.
N° 613. Novembre 1966.
N° 671. Avril 1969.

Quinze jours, bimensuel réalisé par Culture et Liberté, association nationale pour
le développement culturel du monde du travail (CCO-MLO)
(classement chronologique).
N° 711. Décembre 1970.
N° 716. Février 1971.
N° 717. Mars 1971.
N° 737. Janvier 1972.

Collections et ensembles thématiques

(classement par ordre alphabétique des thématiques)

Actions

Origine : achat de 2011 en vente publique à Paris chez Piasa.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 151 Sociétés américaines, mexicaines, anglaises, françaises (secteurs miniers, maritimes,, industriels et financiers). – Actions : titres de propriété.

s.d.

Aérostation

Notice historique : L'aérostation est une technique de vol regroupant trois spécialités, à savoir le ballon à air chaud (ou montgolfière), le ballon à gaz (ou charlière), et le dirigeable. La première expérience aérostatique publique est réalisée le 4 juin 1783 à Annonay (Ardèche) par les frères Joseph et Étienne Montgolfier, dans un globe gonflé par de l'air chaud. À la demande de Louis XVI (1774-1792), ce vol est renouvelé la même année à Versailles. Toujours en 1783, le premier vol d'un ballon à gaz a lieu le 1^{er} décembre dans le jardin des Tuileries, à Paris, piloté par Jacques Charles et Nicolas Robert. Les années suivantes, ces expériences aérostatiques se multiplient. En janvier 1785, Jean-Pierre Blanchard et John Jeffries réalisent la première traversée de la Manche à bord d'un ballon gonflé à l'hydrogène. Dès 1794, l'aérostation est employée à des fins militaires ; en effet, l'armée française utilise un ballon « captif » (retenu par des câbles fixés au sol) au cours de la bataille de Fleurus, afin de mieux connaître les positions de son adversaire. Ce succès incite la Convention à créer l'école nationale aéronautique de Meudon le 10 brumaire an III (31 octobre 1794). Au cours du XIX^e siècle, l'aérostat est avant tout employé durant les fêtes et à des fins scientifiques, avant de devenir un sport en 1906, avec la création de la coupe Gordon-Bennett. Son emploi décline cependant au cours du XX^e siècle, corrélativement au développement de l'avion.

Contenu : Il s'agit d'un ensemble d'archives et de documentation retraçant l'histoire de l'aérostation, des ballons dirigeables à la montgolfière, depuis le milieu du XIX^e siècle. Cet ensemble inclut des prospectus, statuts, billets, lettres à en-tête, tracts et programmes d'expériences aérostationnaires.

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2011 en vente publique à Paris au Piasa.

Importance matérielle : 38 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1847-1976.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 153 /1 Académie royale des sciences. – Nouveau système de locomotion aérienne : rapport du docteur Van Hecke.

1847

2002 026 153 /2 Société civile de fondation « La gare des ballons ». – Mise en vente d'actions (1890) ; proposition d'ascension en aérostat : note, billet pour deux entrées à la gare des ballons, journal publicitaire.

1847

2002 026 153 /3 Ballons et aérostats. – Représentation : diverses illustrations.

1851-1907

2002 026 153 /4 « Étude sur la navigation aérienne par M. Marchand capitaine du génie, ancien élève de l'École de polytechnique » : article paru dans *L'ami des sciences*.

1860

2002 026 153 /5 Expositions de ballons captifs à Anvers, Bruxelles, Genève, Lyon, Rouen, Vienne : illustrations, article de presse.

		1868-1896
2002 026 153 /6	Expériences aériennes publiques de M. Vallée. – Programme : <i>Le petit moniteur universel</i> , n°335, 30 novembre 1872.	
		1872
2002 026 153 /7 et 10	Exposition universelle de Vienne.	
	7 Réponse du directeur général de l'exposition à Hector Horeau, architecte : correspondance.	1872
	10 Envoi du programme de l'Union des exposants au président de la Chambre des députés : correspondance.	1873
2002 026 153 /8	Société aéronautique et météorologique de France. – Assemblées générales : rapports des 1 ^{er} août 1872, 29 août 1872 et 28 novembre 1872.	1872
2002 026 153 /9	Miccillo Picasse. – Commande d'un dessin : note, carte de visite.	1872
2002 026 153 /11	« Nouvelle montgolfière perfectionnée ». – Demande de financement d'A. Ranchon : correspondance.	1875
2002 026 153 /12	Société française de navigation aérienne. – Constitution : statut et règlement.	1882
2002 026 153 /13	Léon Leconte, <i>L'aérostation Causerie</i> , 1882.	
2002 026 153/14	Ballon Debayeux. – Invitation du comité d'initiative à l'expérience de ballon dirigeable : correspondance, coupure de presse.	1884
2002 026 153 /15	Le ballon « la bastille ». – Offre de tour en montgolfière : affiche (21 × 15 cm).	1888
2002 026 153 /16-18	Société non identifiée.	1888
	16 Correspondance. 1888.	
	17 Matière première : échantillon de toile. s.d.	
	18 Dessin représentant une fête. s.d.	
2002 026 153 /19	Union des aéronautes de Paris. – Demande de sollicitation au Président du comité des fêtes pour l'organisation de la fête aérostatique : programme, copie d'une gravure d'aérostat.	1890
2002 026 153 /20	Exposition universelle de Chicago. – Fonctionnement du ballon roulant : notice explicative.	1893
2002 026 153 /21	Accident de montgolfière. – Décès d'Emma Verdier à Mont-de-Marsan (Landes) : coupure de presse.	1893
2002 026 153/22	<i>Le correspondant du collectionneur</i> . – Envoi d'un dossier documentaire sur l'aérostation à M. Flobert : correspondance.	1898
2002 026 153 /23	Entreprise générale de fêtes aérostatiques. – Proposition de festivités : correspondance.	1899
2002 026 153 /24	École normale d'aérostation. – Constitution : statuts.	1902
2002 026 153 /25	Aérostat dirigeable Lahens. – Fonctionnement : schéma avec légende explicative.	1902
2002 026 153 /26	Exposition universelle de 1909. – Lancement d'un nouvel aérostat : publicité écrite en français, anglais et allemand.	1909
2002 026 153 /27	Société française des ballons dirigeables. – Commercialisation : devis, notes.	1909-1919
2002 026 153 /28	Fabrique de feux d'artifices, entreprise générale de fêtes. – Paiement d'une manifestation : correspondance.	

		1913
2002 026 153 /29	Charles Dollfus. – Célébration à la mairie d'Issy-les-Moulineaux (1958), demande d'acquisition d'un lot de toiles imprimées (1976) : deux photographies en noir et blanc représentant Charles Dollfus, 18 × 13 cm, carte de vœux de Charles Dollfus dans une montgolfière, correspondance.	
		1958-1976
2002 026 153 /30	Atelier de construction aérostatique Élie Lassagne. – Expérimentation d'aérostat ; publicité : note, affiche (16 × 24 cm).	
		s.d.
2002 026 153 /31	Ernest Barbotte. – Offre d'ascension publique et privées : affiche publicitaire de 27 x 22 cm.	
		s.d.
2002 026 153 /32	Navigation aérienne au moyen d'un ballon montgolfière système S. de Savine. – Fonctionnement : note avec schéma explicatif.	
		s.d.
2002 026 153 /33	Institut aéronautique. – Proposition de service pour l'organisation d'une fête : correspondance.	
		s.d.
2002 026 153 /34	Navigation aérienne par la machine pyrodynamique. – Explication : notice.	
		s.d.
2002 026 153 /35	Aéronautique club. – Constitution : projet de statuts, statuts définitifs, carte imprimée.	
		s.d.
2002 026 153 /36	Représentation de Gaspard Monge : deux illustrations de lui et une de sa tombe.	
		s.d.
2002 026 153 /37	M. Marconnet. – Demande de financement pour la construction d'un « système entièrement nouveau d'aérostat plus léger et plus solide » : carte imprimée.	
		s.d.
2002 026 153 /38	A. Brisson de Buzançais (Indre). – Présentation d'un vaisseau aérien reposant sur « un tout nouveau principe, le roi des airs » : tract publicitaire.	
		s.d.

Agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing

Notice historique : L'industrie textile (dont il est question dans la cote 2002_026_090/5), présente dans l'agglomération de façon proto-industrielle depuis le XVIII^e siècle, s'y industrialise à partir du milieu du XIX^e siècle, Roubaix devenant le centre du nouveau secteur industriel. Des dizaines d'entreprises y prospèrent alors, en se spécialisant notamment dans le coton, participant ainsi au développement économique et démographique de l'agglomération, devenue le premier centre textile européen au début du XX^e siècle.

Le textile de Lille-Roubaix-Tourcoing connaît cependant un ralentissement de son essor à partir du milieu des années 1920, caractérisées par la chute du prix de la laine et l'apparition de nouveaux concurrents internationaux. La crise de 1929 provoque le début de la décroissance de l'activité textile dans l'agglomération, d'autant plus touchée par la Seconde Guerre mondiale. De 1944 aux années 1990, l'industrie textile disparaît presque totalement de Lille-Roubaix-Tourcoing.

Origine : don de Georges Fleubayse en 1993.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1965-1969.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 090/5	Journaux traitant de l'industrie textile (<i>parfois très abîmés</i>).	1965-1969
	– France-Observateur. 15 février 1965.	
	– Nord-Eclair « L'histoire des roubaisiens contée par eux-mêmes ». Avril 1969.	
	– La Voix du Nord, édition spéciale « 1469-1969, Roubaix, 5 ^e centenaire de la Charte des Drapiers ». Avril 1969.	

Angleterre (journaux personnels anonymes)

Origine : fonds en déshérence en 2011.

Importance matérielle : 2 unités documentaires.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 159/1-2 Journaux personnels anonymes : notes.

1784

- 1 Récit d'un séjour en Angleterre. 1784.
- 2 Visite d'une fabrique d'armes à feu (probablement à Birmingham). – Description des installations et des produits. s.d. (fin du XVIII^e siècle).

Aviation

Ensemble documentaire portant sur l'aviation. Il se constitue de photographies anciennes de pilotes et d'appareils, de vues aériennes, de lettres, prospectus, coupures de presse, cartes postales, et d'une chanson.

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2011 en vente publique à Paris chez Piasa. Cette entrée contient 80 clichés d'aviateurs et d'avions de la Première Guerre mondiale.

Importance matérielle : 24 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1855-1961.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

- | | | |
|------------------------|---|-----------|
| 2002 026 154/1 | Société aérostatique de M. J. Plin. – Déclinaison d'une invitation : note, correspondance. | 1855-1872 |
| 2002 026 154/2 | Nouvelle théorie aérostatique. – Aérostat de forme horizontale, tubulaire, conique à hélice : compte rendu de M. Manuel Vasseur. | 1878 |
| 2002 026 154/3 | Système de M. Margerie. – Invitation à une conférence sur un nouveau mode de locomotion aérienne par l'aviation : correspondance. | 1891 |
| 2002 026 154/4 | <i>Sport et tourisme aéronautique</i> , numéro 3, tome 1, éditions E.-H. Lémonon, Paris, 1931. – Publication : magazine, coupure de presse. | 1900-1931 |
| 2002 026 154/5 | Vingtième exposition de la photographie au grand palais des Champs-Élysées. – Mise au point organisationnelle : correspondance. | 1906 |
| 2002 026 154/6 | Revue de l'aéronautique militaire. – Demande de carte pour le salon de l'automobile : correspondance. | 1910 |
| 2002 026 154/7 | Demande d'installation d'électricité par A. Raynaud à M. Flobert : correspondance. | 1910 |
| 2002 026 154/8 | Henri Molla à M. Malfanti : photographie d'Henri Molla, correspondance. | 1910-1962 |
| 2002 026 154/9 | Première Guerre Mondiale. – Avions et aviateurs : 96 photographies en noir et blanc (23 23,7 × 17,9 cm ; 54 17,1 × 13 cm ; 5 13,5 × 9 cm ; 14 6,3 × 4,2 cm). Ces photographies ne sont pas toutes identifiées, mais certaines représentent des vues du château de Chenonceau (Indre-et-Loire) et proviennent des services de l'armée. | 1914-1918 |
| 2002 026 154/10 | Fondateurs de la ligue aérienne française. – Manifeste : affiche. | 1915 |
| 2002 026 154/11 | Maurice Allard à M. Malfanti : photographie de Maurice Allard, correspondance. | 1916-1961 |

2002 026 154/12	Avion à surface, courbure et incidence variable inventé par MM. Gastambile et Levavasseur et construit par M. Latham. – Expérimentation : coupure de presse.	1920
2002 026 154/13	Association « Les vieilles tiges ». – Première journée de leur meeting : coupure de presse.	1922
2002 026 154/14	M. Chevillard à M. Malfanti : photographie de M. Chevillard, correspondance.	1932
2002 026 154/15	M. Armando de Dominici à M. Malfanti : correspondance.	1933-1959
2002 026 154/16	Joseph Frantz à M. Malfanti : correspondance.	1942
2002 026 154/17	Léon Bathiat à M. Malfanti : menu en l'honneur de Léon Bathiat au grade d'officier de la légion d'honneur, correspondance.	1945-1961
2002 026 154/18	Joseph Frantz. – Lettre de protestation envers le directeur de la télévision française : correspondance.	1959
2002 026 154/19	Étienne Bunau-Varilla. – Annonce de son décès : article de presse.	1961
2002 026 154/20	M. Malfanti à M. Vincent. – Information sur son état de santé : correspondance.	1961
2002 026 154/21	MM. Prévost, Franck, Laignier, Bouderie : cartes de visite avec annotation.	s.d.
2002 026 154/22	Baron de Koenigswarter. – Promotion du mécanicien Drouet : correspondance.	s.d.
2002 026 154/23	Centre d'aviation militaire du Maroc occidental à Casablanca : deux blocs notes d'aviateurs.	s.d.
2002 026 154/24	Chanson « C'est un aéro qui vient d'France » de M. Weldy : partition.	s.d.

Cheval

Notice historique : Ce lot de pièces isolées est entré aux ANMT en vue de l'exposition « Vies de cheval. Du fond de la mine aux jeux équestres », organisée du 25 août au 25 octobre 2014, dans le cadre des jeux équestres mondiaux ayant lieu en France à la fin de l'été 2014. Elle retraçait les différents destins de l'animal depuis le XVIII^e siècle : aux champs, aux mines, ou encore aux courses.

Origine : les cotes 2014 022 01-12 sont entrées par achat en vente aux enchères ; les cotes 2014 022 13-14 sont un don de la Communauté de communes de Desvres-Samer.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1733-2011.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Elsa Vignier.

2014 022 01-05 Ouvrages.

- 01** VALLET (Louis), *A travers l'Europe. Croquis de cavalerie*, Paris, Firmin-Didot et Cie, 1893.
Préface de M. Roger de Beauvoir. Ouvrage illustré de 300 gravures dans le texte et 50 en couleurs d'après les dessins de l'auteur. In-folio de 300 pages.
- 02** Catalogue Bandiera F., Sellier-harnacheur, *Guêtres pour trotteurs et galopeurs*, 1912.
In 12° de 22 pages avec des pages de publicités.
- 03** La GUERINIERE (François Robichon de.), *École de cavalerie contenant la connaissance, l'instruction et la conservation du cheval*, Paris, Jacques Collombat, 1733.

In-folio de 5 feuillets pour le frontispice allégorique, le titre, la dédicace, la préface, l'approbation, le privilège, 276 pages, 24 planches, 4 feuillets de table.

- 04** COMMINGES (Comte de.), *Les races chevalines françaises et anglaises*, Paris, J.B. Robert Editeur, sans date [1913].
In 8° de 322 pages, 24 planches hors texte avec plusieurs photos pour chacune.
- 05** MEGNIN (Pierre), *Histoire du harnachement et de la ferrure du cheval, Vincennes*, Au bureau de l'éleveur, 1904.
Édition ornée de 163 figures par Pierre Megnin, ancien vétérinaire de l'armée, membre de l'Académie de médecine. In 8° de 479 pages. Bien qu'indiqué 2^e édition, il s'agit en fait de la seule édition de cet ouvrage.

2014 022 06-12 Œuvres.

- 06-08** SEM (Georges Goursat dit, 1863-1934) et Auguste ROUBILLE (1872-1955), *Le retour des courses*, 3 frises entoillées sans fin, 900 cm (3 fois 300 cm), s.d.
à noter : 06 *Sem au bois* ou *En route pour Longchamp*. Frise imprimée de 9 m en trois morceaux entoillés, conçue pour être présentée sous forme de boucle continue [vers 1908]. Numérisé.
- 09-10** LE RALLIC (Étienne) (1891-1968), *Les joueurs de polo*, paire de pochoirs, 49 x 31 cm, s.d.
Numérisé.
- 11-12** LE RALLIC (Étienne) (1891-1968), *Le dressage au Cadre noir*, paire de pochoirs, 43 x 31 cm, s.d.
Numérisé.

2014 022 13 DVD.

Actes du colloque *Le cheval de trait au travail en Nord-Pas-de-Calais*, Desvres, 2011.

2014 022 14 Affiche.

Affiche et programme du colloque *Le cheval de trait au travail en Nord-Pas-de-Calais*, Desvres, 2011.

1733-2011

Charte du travail

Notice historique : La « charte du travail » est une loi promulguée le 4 octobre 1941 par l'État français. Elle crée des corporations correspondant aux différentes branches d'activité, afin que le régime de Vichy puisse les contrôler en fixant prix et salaires. Elle a également pour effet de dissoudre les syndicats, d'abolir le droit de grève, et de créer un salaire minimum.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 4 brochures imprimées.

Dates extrêmes : 1942 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 023/1** État français, Ministère de l'Information, Secrétariat général à la Propagande : brochure de la lettre pastorale de Monseigneur Maurice Feltin, archevêque de Bordeaux et évêque de Bazas
Les syndicats et la charte du travail, 15 pages.

Octobre 1942.

- 2002 026 023/2** Brochure *La charte du travail*, 23 pages.

s.d.

2002 026 023/3 Brochure *Pourquoi la charte du travail, ses principes, sa structure, ce que le monde du travail en peut attendre*, 20 pages.

s.d.

2002 026 023/4 Bulletin de la charte du travail *Les familles professionnelles, les transports*, 63 pages.

s.d.

Chaumont (Haute-Marne)

Notice historique : Chaumont, commune où a été rédigé le règlement intérieur décrit ci-dessous, est située dans le département de la Haute-Marne.

Origine : don de Georges Fleubayse en 1993.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1830.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 090/1 Photocopie du règlement intérieur à Chaumont.

Juin 1830

Chemins de fer français

Origine : achat des ANMT en novembre 2010 à la Librairie Devaux à Moulins (Allier) – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1889-1895.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 114/1 Ministère de la Guerre, *Instruction spéciale pour le transport des troupes de cavalerie par les voies ferrées. Extrait du Règlement général pour les transports militaires par voies ferrées* : décrets des 18 et 19 novembre 1889, note ministérielle du 16 janvier 1895.

Paris, Charles-Lavauzelle, petit in-12, 146 pages, 35 planches.

Fin XIX^e siècle

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1835-1859.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 02 Premiers chemins de fer français. – Autorisation et construction des lignes reliant Paris à Saint-Germain, Saint-Cloud et Versailles : *Bulletin des lois* n°150, correspondances, rapports comptables, rapports d'assemblée générale.

1835-1859

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1839-1887.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 05 Chemins de fer français. – Exploitation des premières lignes par des sociétés privées.

– Compagnie de chemins de fer de Paris à Orléans : tableaux de la marche des trains, avis du chef d'exploitation, arrêté de la préfecture de Police de Paris fixant les prix des billets, ordre de service, carte des chemins de fer des Charentes, carte des chemins de fer en France, lettre de la chambre de Commerce d'Orléans au ministre des Travaux publics concernant

l'établissement d'une gare reliant Orléans à Nantes et Bordeaux, correspondance, note manuscrite, délibération du conseil d'administration, arrêté ministériel, extrait du *Moniteur universel* concernant l'inauguration de la ligne Paris-Rouen. 1839-1887.

– Compagnie de chemins de fer de l'Ouest : affiche des horaires des lignes de la Compagnie. 1867.

– Compagnies de chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée : Extraits de lois sur la concession du chemin de fer de Paris à Lyon ; *Réclamation des habitants du 12^e arrondissement de Paris contre un projet qui tend à enlever le point de départ du chemin de fer de Paris à Lyon, à la rive gauche de la Seine*, 1844 ; projet de fusion des compagnies de chemins de fer de Paris à Lyon et de Lyon à Avignon ; *Nouvelles protestations contre le projet de concession du tronçon commun de Lyon à Avignon*, 1850 ; facture, correspondances. 1844-1874.

– Compagnie de chemins de fer de Paris à Sceaux : décret impérial pour approbation des statuts, extrait du *Moniteur universel*. 1853.

1839-1887

Comités d'entreprise

Origine : ces documents ont été rassemblés par le CAMT dans le cadre de son travail réalisé en 1996 (colloque, exposition et publication) sur l'histoire des comités d'entreprise.

Généralités.

Il s'agit de photocopies de documents appartenant aux Archives départementales de la Loire (sous-série 50 J, article 804).

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1945-1952.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 012 Généralités sur les comités d'entreprise concernant leur fonctionnement et leurs attributions : notes de la CGT, articles du CNPF, circulaires du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

1945-1952

Ateliers roannais de constructions textiles (ARCT).

Il s'agit de photocopies de documents et d'objets dont l'appartenance n'est pas connue.

Importance matérielle : dossiers, photographies, affiches et objets.

Dates extrêmes : 1976-1985.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 014/1 Bataille menée par le Comité d'entreprise des ARCT¹¹⁹ contre le déclin de l'entreprise.

1976-1985

- Convention collective de la holding ASA¹²⁰. 19 octobre 1976.
- Stand du comité d'entreprise à Roanne. Octobre 1976.
- Dévolution des biens du CE Manufrance au CE des ARCT. 1981.
- Correspondance du CE en direction des pouvoirs publics. 1980-1982.
- Coupures de presse sur les difficultés de l'entreprise. 1981-1985.
- Bataille du CE en faveur du Novacore¹²¹, "le fil de l'an 2000" : note, bulletin de paye d'un salarié. 1981.

2002 026 014/2 Caravane de promotion du fil Novacore organisée par le CE et passage dans le département du Nord : 3 photographies noir et blanc, 17,5 × 24 cm.

1981

2002 026 014/3 Objets du CE.

¹¹⁹ Avenue du polygone à Roanne (Loire).

¹²⁰ La holding regroupe les sociétés ARCT, ACBF, SOTEXA, TRICONIT, SMS, ASA International, ASA Europe et CITEX.

¹²¹ Novacore, fil composite alliant les fibres synthétiques et les fibres naturelles, appelé le fil de l'an 2000.

- 5 échantillons de tissu Novacore "le fil qui a une âme".
- 1 pull manches longues en Novacore.
- 3 bobines de fil Novacore.

Manufrance.

Notice historique : « Manufrance » est le nom commercial de la Manufacture française d'armes et de tir, société stéphanoise (Loire) rachetée par Étienne Mimard et Pierre Blachon en 1887. Rebaptisée Manufacture française d'armes de Saint-Étienne, elle lance la production de son fusil « Idéal » à double canon dès 1887. En 1900, la Manufacture compte déjà 80 succursales ouvertes dans les colonies françaises. Deux ans plus tard, elle bâtit une centrale électrique afin d'alimenter son usine. En 1911, elle prend le nom de Manufrance, et devient une société anonyme. La société développe son activité par la création d'une gamme complète d'armes à feu, la diversifie par la production de bicyclettes et de machines à coudre, et la commercialise à l'aide d'un catalogue permettant la vente à correspondance. Manufrance subit de plein fouet la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle son refus de collaborer avec l'occupant freine considérablement son activité. Néanmoins, elle reprend son essor après 1944, et produit plus de 70 % des armes de chasse françaises en 1970, soit 80 000 fusils vendus annuellement grâce à la diffusion de son catalogue, riche de 30 000 références et diffusé auprès d'1,5 million de foyers français. Pourtant, la concurrence internationale fait décliner son activité, et son bilan est déposé en 1980, avant qu'elle ne soit placée en liquidation judiciaire en 1985.

Il s'agit de photocopies de documents appartenant aux Archives départementales de la Loire (sous-série 40 J).

Importance matérielle : 2 dossiers.

Dates extrêmes : 1948-1981.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 011/1 Comité d'entreprise de la Manufacture française d'armes et de cycles de Saint-Étienne Manufrance : procès-verbaux de réunions.
29 octobre 1948 – 9 décembre 1976

2002 026 011/2 Liquidation de la société nouvelle Manufrance, dévolution des biens du comité d'entreprise, stratégies syndicales de la CFDT et de la CGT : résolutions, procès-verbaux, correspondance, coupures de presse.
1978-1981

Société coopérative anonyme La vie en pull (Roanne).

Il s'agit de photocopies de documents et d'objets dont l'appartenance n'est pas connue.

Importance matérielle : dossiers, photographies, affiches et objets.

Dates extrêmes : 2000-2003.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 014/4 Société coopérative anonyme La Vie en Pull à Roanne (Loire)¹²².
Affiche bleu, blanc et rouge de la société coopérative "quelque chose d'autre made in France, pour que chacun ait un emploi, soit un citoyen à part entière, fabriquons en France". s.d.

2002 026 014/5 La Vie en Pull. Achat réalisé par le CAMT en 2003.

- Calendrier de l'an 211 de la République, du 23 septembre 2002 au 22 septembre 2003 grégorien.
- Affiche de Jean-Luc Moulène "Denise ouvrière du textile à Roanne et effigie de la République dite Marianne d'initiative populaire" : à partir d'une photographie couleur, 60 × 80 cm. 2000.
- Coupures de presse relatives à l'affiche de Jean-Luc Moulène. 2000.

2002 026 014/6 Objets de La Vie en Pull. Achat réalisé par le CAMT en 2003.

- 2 cravates bleu, blanc et rouge.
- 1 écharpe rouge, brodée de 2 mains qui se serrent selon un ancien dessin de la CGT.

Usines Berliet.

Notice historique : Les Automobiles Marius Berliet sont fondées par Marius Berliet (1866-1949) en 1899 à Lyon, où il acquiert un local, un atelier, puis les usines Audibert et Lavirotte, qui deviendront l'usine Berliet « de

12252, rue Jean Moulin, BP 11, 42 311 Roanne Cedex.

Monplaisir ». En 1905, la vente à Alco de trois modèles automobiles permet à la marque de connaître un véritable essor industriel, de telle sorte que, en 1913, la marque vend 3 500 véhicules par an. Durant la Première Guerre mondiale, tout comme Citroën, il se reconvertit en produisant 6 000 obus et 40 camions par jour, ainsi qu'un millier de chars par an. Dès 1916, il intègre la production de l'acier à ses installations. Après un dépôt de bilan en 1921, Berliet opte pour le moteur Diesel et se spécialise dans la production de poids lourds. Durant la Seconde Guerre mondiale, Berliet produit au profit de l'occupant plus de 2 000 véhicules, ce pourquoi l'entreprise sera réquisitionnée jusqu'en 1949, date à laquelle Paul Berliet, fils de Marius, prend la direction de l'entreprise. De 1950 à 1974, la production de la société passe de 17 à 120 camions par jour.

Il s'agit de photocopies de documents appartenant à l'Institut d'histoire sociale CGT Rhône-Alpes.

Importance matérielle : 6 dossiers.

Dates extrêmes : 1945-1949 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 010/1	Comité central d'entreprise des usines Berliet ¹²³ : procès-verbaux de réunions. 6 février 1946-23 mars 1949.	1946-1949
2002 026 010/2	Sections syndicales CGT des usines Berliet : tracts, correspondance notamment en direction des pouvoirs publics, résolutions syndicales. Janvier 1945-mai 1946.	1945-1946
2002 026 010/3	<i>Contact</i> , organe périodique du personnel des établissements Berliet (journal gratuit) : du n° 1 du 10 octobre 1944 au n° 39 de septembre 1948.	1944-1948
2002 026 010/4	<i>Pare-chocs</i> , journal des sections CGT Berliet : n° 3 d'octobre 1947.	1947
2002 026 010/5	<i>Le Mécano</i> , bulletin de la section Berliet du Parti communiste français. Octobre 1947.	1947
2002 026 010/6	Planches-photos de 31 clichés couleur (avec négatifs) du journal <i>Contact</i> . 3 photographies couleur du journal <i>Contact</i> . 2 photographies noir et blanc du maréchal Pétain visitant les usines, 10 × 13,5 cm.	s.d.

Compagnies minières

Historiques :

Compagnie des mines de Courrières¹²⁴. C'est en 1849 que le houiller de Courrières est découvert. Trois ans plus tard, le décret de concession est accordé, instituant la concession de Courrières. La fosse 13 est creusée le 11 octobre 1906 ; cette année est marquée par la tragédie la plus importante de l'histoire des mines : le 10 mars, 1 099 mineurs trouvent la mort dans d'effroyables circonstances. Après les funérailles officielles qui ont lieu le 13 mars et qui provoquent des manifestations et des grèves, la Compagnie de Courrières est accusée de graves négligences. Après la nationalisation du 17 mai 1946, les Compagnies de Courrières, Dourges et de Drocourt forment le groupe d'Hénin-Liétard qui s'étend sur 11 792 hectares. La production est alors concentrée sur 8 sièges.

Société houillère de Liévin¹²⁵. En 1858, la Société de recherche de Lens Midi effectue un sondage positif à Liévin. Des fosses sont ouvertes par des compagnies différentes (Lens et Lens Midi). La Société houillère de Liévin est créée par décret le 15 décembre 1862 sous la forme d'une société civile par action. Elle devient une Société anonyme en 1920. Sa concession s'étend sur près de 1200 hectares sur le territoire de différentes communes (Avion, Méricourt, Liévin, Angres, Bully, Aix, Bouvignies et Sains). Avec la découverte de la houille, la ville passe de 1223 habitants en 1820 à 25 698 habitants en 1914. En 1890, la société produit 700 000 tonnes de charbon ; en 1900, 1 200 000. Les Houillères nationales du Nord-Pas-de-Calais sont créées par l'ordonnance du 13 décembre 1944. Les 18 compagnies initiales s'associent pour former neuf groupes : Douai, Valenciennes, Hénin-Liétard, Oignies, Béthune, Lens, Bruay, Liévin et Auchel. La loi du 17 mai 1946 instaure la nationalisation des charbonnages. À cette occasion les Houillères nationales du Nord-Pas-de-Calais deviennent les Houillères du Bassin Nord Pas-de-Calais (HBNPC). En avril 1953, le groupe de Liévin fusionne avec celui de Lens pour

¹²³ Vénissieux (Rhône).

¹²⁴ Cf. site internet et fonds conservés par les ANMT pour plus d'informations.

¹²⁵ Cf. site internet et fonds conservés par les ANMT pour plus d'informations.

former le groupe Lens-Liévin. Entre 1960 et 1970, soixante puits ferment. L'accident de la fosse Saint-Amé en 1974 entraîne la fermeture du dernier puits.

Origine : don de Grégory Guntowy.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1902-1932.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard. Complété par Simon Vérove.

2016 053 02 Compagnies minières.

Mine non identifiée. – Gestion du personnel : brouillons nominatifs et quantitatifs des journées de travail des ouvriers avec tableau des effectifs. 1 registre. 16 septembre 1902 – 30 juin 1904.

Compagnie des mines de houille de Courrières. – Actions et obligations : certificat d'action (première moitié du XXe siècle), enveloppe avec cachets de cires à l'adresse du directeur (1929), correspondances adressées au chef du service de la comptabilité sur le suivi des obligations (1931-1932). Première moitié du XXe siècle.

Société houillère de Liévin. – Gestion du personnel : bons de paie. 1928-1929.

1902-1932

Convention collective nationale des industries de l'habillement

*Historique*¹²⁶ :

Convention collective nationale des industries de l'habillement. Ce texte est entré en vigueur le 17 février 1958.

HACUITEX CFDT. La fédération Hacuitex regroupe les personnels des industries de l'habillement (confection, chapellerie...), du textile (tissage, filature, blanchisserie, apprêt des fibres naturelles et artificielles...) et du cuir (chaussure, tannerie, maroquinerie, pelleterie, ganterie...).

À l'origine, ces secteurs d'activité étaient pris en charge par trois fédérations indépendantes : vêtement, textile et cuirs et peaux. Ces trois fédérations se rapprochent peu à peu pour, finalement, se regrouper en une seule : dès 1960, les contacts s'intensifient et, le 8 mai 1964, est officiellement créée la Fédération des industries du textile, de l'habillement et du cuir.

Origine : dons d'Irène Coisne, ancienne déléguée CFDT aux établissements Maniglier-confection, situés rue Jules de Vicq à Lille, le 9 mai 2000, et de Pierre Coftier, le 23 avril 2012, aux Archives nationales du monde du travail. Il s'agit d'archives privées répertoriant les conventions collectives publiées au *Journal officiel* de 1959 à 1973.

Importance matérielle : 6 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1974-1977.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 143/1 *Journal officiel de la République française.* – Conventions collectives des industries de l'habillement : acte officiel.

1974

2002 026 143/2 HA-CUI-TEX CFDT, *Informations CFDT Nos droits en cas de chômage partiel chômage total licenciements*, janvier 1974, 8 p.

2002 026 143/3-5 Conventions collectives nationales : brochures.

1974-1979

3 *Textes d'intérêt général, Convention collective nationale Industries de l'habillement (extension d'un avenant) (Arrêté du 19 mars 1974), n°74-88, 1974.*

4 Auteur inconnu, *Amélioration de la convention collective habillement*, 1978.

5 AUNAY, *Convention collective nationale des industries de l'habillement Annexe IV « Ingénieurs et cadres », Paris, 1972.*

2002 026 143/6 HA-CUI-TEX CFDT, *39^e congrès HA-CUI-TEX CFDT Résolution générale d'orientation*, 1977.

1977

¹²⁶Source : Legifrance, ANMT.

Enseignement technique

Origine : don de Laurent Roquette aux Archives nationales du monde du travail en 2012.

Importance matérielle : 12 unités documentaires.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 145/1-5** Comité national de l'organisation française Groupe du Nord, École régionale d'organisation scientifique du travail : cours publiés. s.d.
- 1-2** *Organisation industrielle.*
 - 1** Leçon 1.
 - 2** Leçon 2.
 - 3-6** *Généralités.*
 - 3** Leçons 17-19.
 - 4** Leçon 20.
 - 5** Leçon 21.
 - 6** Leçon 22.
- 2002 026 145/7** J. ROBERT, *Programmation linéaire Méthode du simplexe de Dantzig*, 1962.
- 2002 026 145/8** N. T., *Distribution des arrêts des machines Le processus de poisson*, 1962.
- 2002 026 145/9** Dossier de travail. – Programme IBM : notes, correspondance. 1964-1970
- 2002 026 145/10** Statistique générale : J. GELAIN, *Manuel élémentaire d'utilisation pratique des méthodes statistiques index analytique*, éditions techniques des industries de la fonderie, Paris, s.d.; graphiques, notes, feuilles de calculs. s.d.
- 2002 026 145/11** Graphique de Weibull. – Utilisation : cours, notes. 1972
- 2002 026 145/12** Calcul des séries économiques : « Manufacturing lot-size calculator » de Van D. Mark, notes, graphiques. 1962

Exposition universelle de 1889 (brochures imprimées)

Notice historique : La dixième édition de l'Exposition universelle se tient à Paris, du 5 mai au 31 octobre 1889. Planifiée depuis 1878 afin de célébrer le centenaire de la Révolution française (1789-1799), elle prend notamment place sur le Champ de Mars, où la Tour Eiffel est construite pour l'évènement, mais aussi sur l'esplanade des Invalides, sur la colline de Chaillot, et sur les rives de la Seine des Invalides à Chaillot. Elle attire, au total, 61 000 exposants, dont la moitié sont français, et 32 millions de visiteurs.

Origine : don à l'État en février 2011 de Jean-Marie Moine, de l'Université François Rabelais, UFR Arts et Sciences humaines, département d'histoire.

Importance matérielle : 41 tirés-à-part.

Dates extrêmes : 1889-1890.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 119/1-16** Congrès international des accidents du travail à Paris : 16 brochures. 9-14 septembre 1889.
- 1** Réglementation et inspection officielle des établissements industriels dans les divers pays. Première partie : mines, minières, carrières, chemins de fer,

- appareils à vapeur. Rapport présenté par A. Olry, ingénieur en chef des Mines.
- 2 Définition et statistique des accidents. Deuxième partie : statistique des accidents du travail et éléments du prix de revient de l'assurance. Rapport présenté par Octave Keller, ingénieur en chef des Mines, vice-président de la société de statistique de Paris.
 - 3 Réglementation et inspection officielle des établissements industriels dans divers pays. Troisième partie : établissements dangereux et insalubres. Rapport présenté par M. Livache, ingénieur civil des Mines, inspecteur des établissements classés.
 - 4 Réglementation et inspection officielle des établissements industriels dans les divers pays. Travail des femmes et des enfants dans les usines et les manufactures. Rapport présenté par M. Laporte, inspecteur divisionnaire du travail dans l'industrie.
 - 5 Définition des accidents du travail dans les divers pays. Caractères distinctifs de ces accidents et des incapacités qui en résultent. Rapport présenté par Hippolyte Marestaing, directeur-fondateur de la Société d'assurances contre les accidents « La Préservatrice ».
 - 6 État de la question des accidents du travail en France et à l'étranger. Rapport présenté par Numa Droz, conseiller fédéral, chef du département des Affaires étrangères et du commerce en Suisse.
 - 7 Physiologie expérimentale de l'assurance obligatoire et d'état et de l'assurance libre et facultative. Rapport présenté par Luigi Luzzatti, député au Parlement italien, professeur de droit à l'Université de Padoue, président de l'Association des sociétés coopératives italiennes.
 - 8 Associations de propriétaires d'appareils à vapeur. Rapport présenté par M. Ch. Compère, ingénieur-directeur de l'association parisienne.
 - 9 Organisation de l'assurance. Rapport présenté par Emile Cheysson, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, ancien président de la Société d'Economie sociale, ancien directeur du Creusot.
 - 10 Différences à apporter dans l'organisation de l'assurance suivant que les incapacités sont de courte ou de longue durée. Rapport présenté par Constant Bodenheimer, ancien conseiller d'État en Suisse, rédacteur en chef du Journal d'Alsace.
 - 11 De l'intervention des tribunaux pour la fixation des indemnités en cas d'accidents du travail. Bénéficiaires de l'indemnité suivant l'état civil des victimes. Rapport présenté par René Jourdain, manufacturier, ancien vice-président de la Société industrielle de Saint-Quentin, membre du Comité de direction de l'Association de l'Industrie française.
 - 12 Mesures préventives contre les accidents. Mesures prises par les industriels et les associations d'industriels en France et à l'étranger pour prévenir les accidents. Rapport présenté par H. Mamy, ingénieur des Arts et Manufactures, ingénieur-inspecteur de l'Association des Industriels de France.
 - 13 Aperçu général sur les dispositifs techniques propres à prévenir les accidents. Rapport présenté par Alfred Toqué, ingénieur au corps des Mines.
 - 14 Rapport sur l'exposition générale allemande pour la protection contre les accidents (Berlin 1882). Rapport présenté par Emile Muller, professeur à l'École centrale des Arts et Manufactures et H. Mamy, déjà cité.
 - 15 La responsabilité des accidents du travail et le risque professionnel. Rapport présenté par Charles Dejace, professeur à l'Université de Liège, président de la société belge d'économie sociale.
 - 16 Comité permanent international du Congrès des accidents du travail : motion, composition et souscription. 1er janvier 1990.

2002 026 119/17-30 Congrès international des mines et de la métallurgie : 14 brochures mines.

- 17 Le bronze phosphoreux. Rapport présenté par Henri Vinçotte et Manne.
- 18 Afrique du Sud. Sur l'état actuel des mines de diamant du Cap. Rapport présenté par E. Boutan, ingénieur au corps des Mines.
- 19 Bolivie. Compania Huanchaca de Bolivia, société anonyme. Notice sur les mines, usines et propriétés de la Compagnie (cuivre gris argentifère, galène, blende).
- 20 Bolivie. La Compagnie minière Aullagas de Bolivie à l'exposition universelle de Paris en 1889 (argent rouge).
- 21 Caucase. Notice sur les huiles de naphte de Bakou.
- 22 Espagne. Compagnie royale asturienne des mines, société anonyme pour la production du zinc en Espagne.

- 23 Espagne. Société franco-belge des mines de Somorostro (fer).
- 24 Espagne. Note sur la Galicia tin Maatschappy (oxyde d'étain).
- 25 Espagne. Compagnie de soufre et de cuivre de Tharsis limitée.
- 26 Grèce. Compagnie française des mines du Laurium (fer, plomb, cuivre, zinc, manganèse).
- 27 Nouvelle-Calédonie. Le Nickel, société anonyme.
- 28 Russie. Société d'exploitation du mercure A. Auerbach et Co.
- 29 Sardaigne. Société anonyme de Malfidano (zinc et plomb).
- 30 Vénézuëla. Compagnie minière du Callao (or).

2002 026 119/31-41 Congrès international des mines et de la métallurgie : 11 brochures métallurgie.

- 31 Alliages industriels.
- 32 Aluminium.
- 33 Cuivre.
- 34 Dés à coudre.
- 35 Diamants (tailleries).
- 36 Fils bi-métalliques.
- 37 Granit et marbre artificiels.
- 38 Maçonnerie.
- 39 Produits réfractaires.
- 40 Quincaillerie et serrurerie.
- 41 Service municipal des eaux de la ville de Paris.

Farine et pain

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 6 pièces.

Dates extrêmes : 1982-1983 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

- | | | |
|-----------------------|---|------|
| 2002 026 052/1 | Godon (Bernard). <i>Le pain</i> (étude suivie d'informations sur le blé, la meunerie, la boulangerie, la place du pain dans l'alimentation) : brochure, 22 pages. | 1982 |
| 2002 026 052/2 | Lestradet (Professeur Henri). <i>L'enfant et le pain</i> : brochure éditée par le Centre d'information des farines et du pain, 6 pages. | s.d. |
| 2002 026 052/3 | Rouaud (Docteur Catherine) et Laurent (Brigitte). <i>Le pain en restauration collective</i> : brochure, 10 pages. | 1982 |
| 2002 026 052/4 | <i>Le blé, la farine, le pain</i> : fiches pédagogiques réalisées par le Centre d'information des farines et du pain. | s.d. |
| 2002 026 052/5 | <i>Le petit déjeuner, un grand repas</i> : brochure éditée par le Centre d'information des farines et du pain, 30 pages. | 1983 |
| 2002 026 052/6 | Buvard dessiné : <i>Mangez du pain, portez-vous bien.</i> | s.d. |

Femmes au travail

Notice historique : ces documents ont été collectés à l'occasion de la journée internationale de la femme le 8 mars 2018, dans le cadre d'un appel à collecte lancé par les ANMT en parallèle de la présentation d'une exposition itinérante intitulée *Fibre féminine. Regards sur la présence des femmes dans le secteur textile à travers les fonds conservés aux Archives nationales du monde du travail (XIX^e-XX^e siècles)*.

Origine : prêt pour numérisation de Marie-Christine Vercruysse (PI_0028) et don de Maria Pi (PI_0029), 2018.

Importance matérielle : copies numériques et agendas

Dates extrêmes : 1927-1993

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Raphaël Baumard

- PI 0028 01** Familles Devvelle, Hancquart, Verbrackel et Vercruysse.
- 01-06 Marguerite Devvelle, employée au sein de l'imprimerie Duprez à Tourcoing (Nord) : photographies (avec annotations), carnet d'ouvrier. [avant 1939]
- 07-09 Marie Verbrackel, cabaretière à Roubaix (Nord) : photographie (elle-même et son père devant le commerce), certificat de propriété, récépissé de déclaration de débits de boissons. 1927-1929 et s.d.
- 10-11. Marie-Christine Vercruysse, employée aux Filatures du Sartel à Wattrelos (Nord) : livrets d'accueil à destination du personnel. [années 1960-1970]
12. Anne-Marie Hancart, employée au piquage Lepoutre à Carvin (Nord) : faire-part et cercueil d'enterrement de jeune fille au sein de l'entreprise. Avril 1951.
- Des liens familiaux unissent ces différentes femmes autour de Marie-Christine Vercruysse, donatrice : Anne-Marie Hancart est sa mère, Marguerite Devvelle sa belle-mère et Marie Verbrackel la grand-mère de son mari.*
- À noter : ces documents n'existent que sous forme de reproduction numérique. Les originaux ne sont pas conservés par les ANMT.

1927-[1975]

- PI 0029 01** Maria Pi, élue du personnel au sein de la société La Redoute : 6 agendas édités autour de la thématique des femmes et annotés au jour le jour.

1979-1993

Histoire mutualiste du Pas-de-Calais

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 2 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1991 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 156/1** MAUFROY (William), *Rapport de la recherche des sources de l'histoire mutualiste dans le Pas-de-Calais*, mémoire présenté en vue de l'obtention du magistère patrimoine et cultures de l'Europe du Nord-Ouest, Université Lille III Charles de Gaulle, 1991.
- 2002 026 156/2** Bannières de sociétés de secours mutuel : 35 photographies couleurs, 10 cm × 15 cm, probablement prises par William Maufroy.

s.d.

Industrie textile

Origine : don de provenance et de date inconnues.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1911-1912.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 008/1** Brochure de 19 pages en anglais.
- Charles Stewart : *Cotton futures, what they are and how they work in practice*. Liverpool. 5 décembre 1911. Édité par l'auteur en 1912 : 1, Cotton

échange buildings à Liverpool. L'auteur est éditeur de la revue *The Cotton Gazette*.

Origine : don de Georges Fleubayse en 1993.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 090/4 Industrie textile : 10 actions au porteur.

s.d.

- Derville, Catry et Cie (Société anonyme)
- Maille picarde (La)
- Marchés-Usines (Société anonyme des)
- Mulliez (Les Fils de Louis)
- Pastourelle (La)
- Spécialistes de la laine (Les)
- Textiles de l'Isère (Les)

Krasucki (Henri), militant de la CGT et du PCF

Notice historique : Henri (né Henoch) Krazucki (1924-2003) naît à Wolomin (Pologne), de parents émigrant en France entre 1926 et 1928, victimes de l'anticommunisme et de l'antisémitisme. Militants communistes en Pologne, Isaac et Léa Krazucki, tenant un atelier textile à Belleville (Paris (20°)), reprennent leur engagement au sein de la CGTU, du PCF, et d'organisations juives révolutionnaires. Dès son enfance, Henri Krazucki intègre la section de Belleville de la Jeunesse communiste. Après avoir obtenu son CAP d'ajusteur, il est embauché chez Renault.

En 1940, lorsque les troupes nazies entrent dans Paris, il travaille à Levallois. Fin 1940, il intègre la Jeunesse communiste, dans la section juive de la main d'œuvre immigrée du PCF. Une fois le pacte germano-soviétique rompu, il participe à des sabotages, à des distributions de tracts et à des opérations militaires. Il voit ses responsabilités passer de l'échelon local à l'échelon parisien jusqu'en 1942.

Tout comme son père Isaac, arrêté en janvier 1943, déporté et gaz à Birkenau en février 1943, Henri est arrêté en mars 1943, puis torturé. Emprisonné à Fresnes, puis à Drancy, il est déporté à Birkenau en juin. Il est évacué à Buchenwald en 1945, où il participe à l'insurrection du camp.

Il retourne en France le 28 avril 1945, et devient l'un des dirigeants du PCF. Naturalisé français en 1947, il devient permanent syndical à la CGT. Dans ce cadre, il participe notamment à la négociation des accords de Grenelle. De 1982 à 1992, il est secrétaire général de la CGT.

Origine : don de Françoise Bosman en 2004.

Importance matérielle : 4 pièces.

Dates extrêmes : 2003.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

Documentation suite au décès d'Henri Krasucki (1924-2003).

2002 026 059/1 Faire-part de décès et d'obsèques.

24 janvier 2003

2002 026 059/2 L'Humanité, pages 8-10 : *Henri Krasucki, passion simple*.

27 janvier 2003

2002 026 059/3 Institut CGT d'Histoire sociale : communiqué d'Éliane Bressol, secrétaire générale de l'Institut.

28 janvier 2003

2002 026 059/4 L'Humanité, page 12 : *le dernier chemin d'un révolutionnaire*.

31 janvier 2003

Livrets d'accueil d'entreprises

Origine : don de Jean Minet, directeur de la communication entre 1975 et 1980 aux usines Peugeot de Lille-Fives en 2009.

Importance matérielle : 1 carton de brochures imprimées.

Dates extrêmes : environ 1950-1970 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 097 Livrets d'accueil d'entreprises à destination du personnel : brochures imprimées diverses.

1950-1980

Secteur de l'automobile.

- Automobiles PEUGEOT : présentation de la production et livrets d'accueil des sites de Sochaux, Mulhouse et Lille. 1957-1976.
- Automobiles SIMCA : livrets d'accueil du site de Nanterre. 1958.

Secteur de la métallurgie/sidérurgie.

- Union des Industries métallurgiques et minières. s.d.
- Aciéries de Longwy. 1950.
- Arbel (Établissements), usine de Douai. s.d.
- Compagnie générale de chauffe. s.d.
- Carnaud et Forges de Basse-Indre (Etablissements J. J.). s.d.
- Fives-Cail-Babcock, usine de Lille. s.d.
- Française de Mécanique. 1980 et s.d.
- Matériel téléphonique (Le) à Boulogne-Billancourt. s.d.
- Neu (Établissements). s.d.
- Société de transmissions automatiques (STA) à Ruitz. s.d.
- Verlinde (Établissements). s.d.

Autres secteurs.

- Blanchisserie française (La) à Boulogne-Billancourt. s.d.
- Chambre syndicale des chocolatiers confiseurs et biscuitiers de la région Nord. s.d.
- Petit guide des familles, 24e édition aux Éditions sociales françaises. 1969.
- Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA). 1966.
- Usines chimiques des laboratoires français (UCLAF). s.d.

Livrets ouvriers – Livret militaire

*Historique*¹²⁷ :

Le **livret ouvrier** est créé en 1781. À cette date, une lettre patente renouvelle l'interdiction aux travailleurs de s'assembler, et régit leur congé, que leur patron doit, dès lors, reporter sur un livret. Tombé en désuétude, le livret ouvrier est rétabli sous le Consulat (1799-1804), par la loi du 12 avril 1803, puis rendu obligatoire, par l'arrêté du 1^{er} décembre 1803. Ce carnet, remis au patron à l'embauche et restitué à l'ouvrier à la fin de l'emploi, est visé par la police ou la municipalité à chaque déplacement, et indique l'identité ainsi que le parcours professionnel du personnel concerné. Sans son livret, l'ouvrier encourt six mois de prison. Étendu aux établissements industriels et aux domestiques le 22 juin 1854, ce livret est aboli par la loi du 2 juillet 1890.

Le **livret militaire**, similaire au livret ouvrier, est un carnet dans lequel figure les états de service du militaire concerné.

Origine : don de Patrick Markey, directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Nord-Valenciennes, au CAMT en janvier 2003.

Importance matérielle : 2 livrets.

Dates extrêmes : 1871-1900.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 006 Livrets ouvriers du département du Nord, mairie de Lille, de :
Gérard Huguet, peigneur. 27 mars 1871 – 17 mai 1888.
Adolphe Silard, ouvrier d'imprimerie. 21 juillet 1871 – 26 mai 1900.

Origine : fonds en déshérence.

¹²⁷ Source : Larousse.

Importance matérielle : 8 pièces.
Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).
Inventaire : Françoise Bosman.

Travail des enfants dans l'industrie.

- 2002 026 060/1** Bottin (Alfred) né le 5 janvier 1882 à Thiant (Nord).
S. A. de Sucrierie à Thiant.
Manufacture de flanelles américaines à Haulchin (Nord).
A. Colonial Rubber à Thiant.
- 2002 026 060/2** Lourme (Gilbert) né le 21 août 1927 à Lens (Pas-de-Calais)
Société des mines de Lens.
- 2002 026 060/3** Mortreux (Auguste) né le 9 janvier 1881 à Mazingarbe (Pas-de-Calais).
Société des mines de Lens.

Livrets ouvriers.

- 2002 026 060/4** Cythère (Jules) né le 6 octobre 1870 à Thiant.
- 2002 026 060/5** Delsaut (Emile) né le 4 mai 1900 à Thiant.
Boulonnerie et Ferronnerie de Thiant.
Société française de constructions mécaniques (Anciens établissements Cail).
- 2002 026 060/6** Devémy (Alfred) né le 3 décembre 1877 à Thiant.
S. A. Colonial Rubber.
Manufacture parisienne de caoutchouc à Thiant.
- 2002 026 060/7** Disant (Lucien) né le 8 janvier 1876 à Thiant.
Entreprise Marius Girodin à Thiant.
Manufacture parisienne de caoutchouc.

Livret d'homme de troupe.

- 2002 026 060/8** Dubuissez (Arthur) né le 18 avril 1873 à Monchaux.
Réformé, ne sait ni lire, ni écrire, ni nager. Classe 1893 – 127^e d'infanterie.

Loi sur les sucres de 1886

Notice historique : Antérieurement à la loi du 29 juillet 1884, les sucres français, indigènes et coloniaux, sont soumis au même régime fiscal, en l'occurrence un impôt de 40 francs pour 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette loi, cependant, visant à défendre la sucrerie indigène face à la concurrence européenne, lui offre un régime fiscal avantageux, calculé à partir de rendements supposés fixes. Immédiatement, les représentants coloniaux demandent que ces mêmes avantages leur soient accordés, considérant que la survie de leur activité en dépend. La commission en charge de la question des sucres propose alors d'équilibrer les deux régimes fiscaux en accordant aux sucres coloniaux une détaxe de 5 francs pour 100 kg de sucre raffiné. Néanmoins, Pierre Tirard, alors ministre des Finances (1882-1885), considère ce régime favorable aux sucreries coloniales, ce qu'il déclare à l'Assemblée nationale le 8 juillet 1884. Malgré son opposition, les sucreries coloniales obtiennent une détaxe de 6 francs pour 100 kg.

Les sucreries coloniales constatent alors le fait que les rendements fixés par la loi de 1884 sont dépassés, et avantagent, de fait, les sucreries indigènes. M. Monnerot, délégué des chambres de commerce et d'agriculture de la Guadeloupe, chiffre cet écart de fait à 4 francs d'impôt pour 100 kg de sucre raffiné à la charge des sucreries coloniales. Il demande donc un retour à l'égalité fiscale des deux productions.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1886.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Simon Vérove.

PI 0013 08 Dossier documentaire constitué dans le cadre de l'élaboration d'une loi sur les sucres.
 – Égalisation de la fiscalité sur les sucres indigènes et coloniaux : rapports du conseil de la Société des études coloniales et maritimes, propositions de loi, amendements, extraits du *Journal officiel*, rapports de la Chambre des députés et du Sénat, coupures de presse.

1886

Manufactures de tabacs

Notice historique : En France, la fabrication des cigarettes et cigares apparaît après le privilège de fabrication et de vente sur les produits dérivés du tabac, établi par Colbert en 1674. L'activité, apparue dans un premier temps à Morlaix, Dieppe et Paris, s'industrialise au XVIII^e siècle. Neuf manufactures royales sont dénombrées à cette époque. Ces installations sont rénovées après que Napoléon I^{er} (1804-1814/1815) fonde la Régie des tabacs en 1811. En 1935, le Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), créé en 1926, dénombre 22 établissements manufacturiers de tabacs en France.

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2011 en vente publique à Paris chez Piasa.

Importance matérielle : 3 unités documentaires

Dates extrêmes : 1809-1842

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas

2002 026 152/1	Explication au ministre des Finances par le directeur de l'administration des tabacs du procédé de transformation du tabac et du contrôle des différentes étapes : correspondance.	1841
2002 026 152/2	« Magasin de feuille à Souillac » (Lot). – État des finances : bilan.	1842
2002 026 152/3	Manufacture de Marseille. – Résumé du compte 46 : bilan.	1842
2002 026 152/4	Récapitulatif du cadre juridique et comptable des manufactures de tabacs : note.	s.d.
2002 026 152/5-6	Documentation.	
5	Décret sur les directeurs de régies : article de loi.	1809
6	Plan du 2 ^e étage du ministère des Finances situé entre les rues du Mont-Thabor, Neuve-du-Luxembourg, de Rivoli et de Castiglione à Paris, 65 × 38 cm, à l'encre sur calque déposé sur du papier cartonné.	s.d.

Mineurs d'Anzin

Notice historique : C'est en 1735 que Pierre Mathieu découvre la houille à Anzin, pour le compte du marquis Désandrouin. En 1756, les diverses exploitations ouvertes fusionnent pour former la Compagnie des Mines d'Anzin, l'une des premières grandes sociétés industrielles de France.

Depuis le milieu du XVIII^e siècle, la Compagnie des Mines d'Anzin, sous des formes juridiques variées, poursuit et développe son activité. Les exploitations houillères sont nationalisées, en 1946, au sein de Charbonnages de France, société cessant son activité en 2007.

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1833-1866.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2014 025 01 Émeute de 1833 et grève de 1866.

Compte rendu du procès des mineurs d'Anzin et réactions des lecteurs : coupures du *Courrier du Nord*, 19 mai – 8 juillet 1833. 1 carnet relié 86 f., folioté 2 à 77 : coupures collées au recto des folios.

Projet de l'allocution du président du tribunal aux inculpés après lecture du jugement, [24 juin 1833].

Projet de lettre des inculpés à l'agent général de la Compagnie, 28 juin 1833.

Enveloppe adressée à « Monsieur Édouard, avocat » : cachet « Valenciennes, 19 déc. 1845 ».

La grève des charbonniers d'Anzin en 1866. Paris : Picard, 1866, 48 p. Brochure.

1833-1866

Napoléon III et les chemins de fer

Origine : achat par les Archives nationales chez J. Vidal-Mégret – 154, boulevard Malesherbes à Paris (17e) – en novembre 1977 (entrée n° 2 729).

Importance matérielle : 5 dossiers de pièces estampillées.

Dates extrêmes : 1851-1854, 1872 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

- | | | |
|-----------------------|--|-----------|
| 2002 026 086/1 | Trois notes et un dessin de la main de l'Empereur Napoléon III. | s.d. |
| 2002 026 086/2 | Six lettres autographes du prince Louis-Napoléon à Lefèvre Duruflé, ministre des Travaux publics. 1851-1852, 1854, 1872 et s.d. | 1851-1872 |
| 2002 026 086/3 | Concession du chemin de fer de Graissessac à Béziers : décret autographe de Louis-Napoléon, président de la République française, palais des Tuileries. | Mars 1852 |
| 2002 026 086/4 | Quatorze lettres parvenues au ministre des Travaux publics (classement chronologique) :

– Clermont-Tonnerre (2 pièces). 1851-1852.
– Bonaparte (Louis), cousin du prince-président. 1852.
– Casabianca (de). 1852.
– Chauchard, député de la Haute-Marne. 1852.
– Dufour (général). 1852.
– Exelmans. 1852.
– Fould (Achille). 1852.
– Granier de Cassagne (2 pièces). 1852.
– Magnan (général). 1852.
– Parieu (de). 1852.
– Vaillant. 1852.
– Hallez-Claparède (baron). s.d. | 1851-1852 |
| 2002 026 086/5 | Chemin de fer de Paris à Lyon, ligne de Seine-Yonne-Armençon : page de couverture d'un mémoire avec sommaire. | s.d. |

Obligations (France, Brésil et Russie)

Cette entrée rassemble des documents financiers appartenant aux grands-parents de la donatrice.

Origine : don à l'État en février 2011 de Christine Audibert.

Importance matérielle : 4 dossiers.

Dates extrêmes : 1867-1942.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 117/1** Dossier de Rosine Pauline Giraud, femme Gariel : retraite en titres de la Caisse nationale des Retraites pour la Vieillesse.
1^{er} août 1923
- 2002 026 117/2** France : emprunts.
Inscriptions au grand livre de la Dette publique : deux coupons, l'un au porteur, l'autre appartenant à Mélinde Amélie Germaine Guichard, veuve de Jean-Baptiste Paulet.
1902-1942
- 2002 026 117/3** États-Unis du Brésil : emprunts.
1906-1915
– 6 obligations de 500 F au porteur de l'emprunt 5 % or de 1906.
– 1 obligation de 500 F au porteur de l'emprunt extérieur 5% et 5 coupons de 1910.
– 1 obligation de 250 F au porteur de l'emprunt 5 % or de 1915.
- 2002 026 117/4** Russie : emprunts.
1867-1919
– 3 obligations d'emprunts russes de 125 roubles 4 % or, 1 talon et 12 coupons de 1889.
– 2 certificats des chemins de fer russes (Nicolas Railroad), 2 talons et 2 coupons de 1867 et 1869.
– 4 billets non identifiés. 1919.

Roubaix

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1979.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

- 2002 026 170/1** Étude 1 : Mission municipale pour la promotion de l'éducation permanente de Roubaix, *Roubaix et ses quartiers*, 1979.
Étude 2 : Communauté urbaine de Lille, *Étude préopérationnelle d'un plan de développement pour le quartier du Pile à Roubaix*, 1979.

*Historique*¹²⁸ : Pierre Leman, docteur en histoire, est directeur de la circonscription archéologique du Nord-Pas-de-Calais, puis conservateur du site archéologique de Bavay (Nord) de 1991 à 2004.

Origine : don de Pierre Leman.

Importance matérielle : 1 dossier.

Dates extrêmes : 1956-2012.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Raphaël Baumard.

- 2013 089 01** Histoire de Roubaix et de sa région : documentation recueillie par Pierre Leman, archéologue.

Documentation sur l'urbanisme, la situation de l'emploi et l'histoire de Roubaix et de sa région : articles savants ou textes de conférences ; n°5-6, 14-16, 18-19 et 29 des *Amis de Roubaix* (1956-1962) ; n° 27 du *Canard de Fives* (2012). 1956-2012.

Campagne photographique réalisée par le Comité interprofessionnel du logement (CIL) de Roubaix-Tourcoing sur l'habitat social à Roubaix : 21 clichés noir-et-blanc. [1960].

1956-2012

¹²⁸Source : Bibliothèque des sciences de l'antiquité de Lille 3.

Révolution française

Notice historique : La Révolution française (1789-1799) est une période de renversements des pouvoirs en place, notamment marquée par la fin de la monarchie capétienne, au pouvoir depuis 987, et l'abolition des Ordres bénéficiant de privilèges, à savoir le clergé et la noblesse.

Si ses dates extrêmes sont difficiles à déterminer précisément, la Révolution française débute en mai 1789, lors de la réunion des Etats généraux, aboutissement du blocage systématique, par le Parlement de Paris, des réformes fiscales entreprises au cours des années 1780, et ce malgré le surendettement de l'État après le financement de la Guerre d'indépendance des États-Unis (1775-1783). Un consensus des historiens fait terminer la Révolution en 1799, année de l'instauration du Consulat (1799-1804) menant au Premier empire (1804-1814/1815), marque de stabilisation politique sur le moyen terme.

Origine : transfert en provenance des Archives départementales de la Somme pour les ANMT en 2004.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1792 – an VI.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 091 Livre de comptes.

11 août 1792 – 26 floréal an VI

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en juin 2010 – propriété de l'État.

Importance matérielle : 4 pièces estampillées.

Dates extrêmes : 1789-1791.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 107/1 CAHAINE (Mathurin). Lettre in-8 déreliée, 26 pages, touchant la liquidation de la dette nationale, adressée de Pacy-sur-Eure à Monseigneur l'évêque de Langres, président de l'Assemblée nationale, en date du 5 septembre 1789. s. l. n. d. [1789].

« Depuis deux ans on ne cesse, en France, de parler de déficit et de dette nationale, et depuis deux ans, malgré le discrédit qu'a produit cette manifestation, on a cessé d'ajouter à l'un et à l'autre (...) »

2002 026 107/2 MOSES (E. J.). Projet d'une banque nationale, présenté à l'Assemblée nationale par M. E. J. Moses, banquier à Paris, in-8, 4 pages, dérelié, Paris, Imprimerie nationale.

1^{er} décembre 1789

ANONYME. Institution d'une Caisse nationale tenant lieu de Banque nationale. Crédit national de 400 millions, à deux cinquièmes pour cent, résultant de cette institution, Paris, Baudouin, 19 pages.

1789

« L'intérêt public et particulier m'ayant porté à examiner avec attention le projet de M. Necker sur la Banque nationale, il m'a paru d'une exécution difficile au milieu de la méfiance universelle et de la rareté du numéraire, sans parler de l'aliment que ce projet procurera à l'agiotage ; j'ose me flatter, MESSEIGNEURS, que vous trouverez moins d'inconvénients dans le plan que j'ai l'honneur de soumettre à votre considération. »

2002 026 107/3 ASSIGNATS : procès-verbaux de dépôts faits aux Archives nationales, des objets qui ont servi à la fabrication des 400 000 000 d'assignats de la première création, Paris, Imprimerie nationale, s. d, in-8, 8 pages déreliées.

1790

2002 026 107/4 BEAUMEZ (Bon-Albert Briois de). Opinion sur les assignats de 5 livres, Paris, Imprimerie nationale, in-8, 12 pages déreliées.

1791

« Les assignats ont sauvé la France ; mais ils ne l'ont pas garantie de tout embarras, de toute souffrance attachée à la situation : il n'eût été permis qu'à des ignorans de l'espérer, à des empiriques de le promettre ».

Secours et comptabilité publique

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2009.

Importance matérielle : 2 documents et 3 publications.

Dates extrêmes : 1793– 1891.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

- | | | |
|-----------------------|--|------|
| 2002 026 085/1 | Organisation des secours à accorder annuellement aux enfants, aux vieillards et aux indigents : décret de la Convention nationale, Paris Imprimerie nationale exécutive du Louvre, in-4, 24 pages brochées sous ficelle. 28 juin 1793 ; an II de la République. | 1793 |
| 2002 026 085/2 | Mode de comptabilité : décret de la Convention nationale, Paris, Imprimerie nationale exécutive du Louvre, in-4, 16 pages brochées sous ficelle. 23 août 1793, an II de la République française une et indivisible. | 1793 |
| 2002 026 085/3 | Impôts indirects, remplacement des droits actuels de circulation, d'entrée et de vente en détail, par un droit unique de consommation ; imprimé par autorisation spéciale de S. Exc. le Ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur : projet présenté par la Chambre de commerce d'Amiens (Somme), Imprimerie de Caron-Vitet, in-8, 45 pages déreliées. | 1816 |
| 2002 026 085/4 | Des crèches pour les petits enfants des ouvrières ou moyen de diminuer la misère en augmentant la population, Marbeuf (F.), Paris, Imprimerie Jouaust, in-16, 107 pages déreliées, publication de la Société des Crèches. | 1867 |
| 2002 026 085/5 | La Banque nationale de France, Werbrouck (E. de), Paris, Albert Savine, in-12, 69 pages brochées. | 1891 |

Travail durant la Seconde Guerre mondiale

Origine : don d'André Caudron en 1994.

Importance matérielle : 1 dossier et des photographies.

Dates extrêmes : 1936-1946 et s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

- | | | |
|-----------------------|---|-----------|
| 2002 026 058/1 | Les entreprises, le travail et le chômage, le sabotage de la production allemande, les organisations professionnelles de la Charte du Travail : documents de presse photocopiés. | 1940-1943 |
| 2002 026 058/2 | Photographies noir et blanc, dont certaines sont signées avec mention obligatoire : <ul style="list-style-type: none">– Activités sportives (cyclisme, football, gymnastique) à Cambrai, Carvin, Grande Synthe et Haubourdin : 4 photographies. 1939 et 1941.– Jardin ouvrier : 1 photographie. s.d.– Travail dans la mine : 8 photographies. s.d. À noter : à Vichy, le maréchal Pétain assiste à l'audition de l'harmonie des mineurs de Lens. <ul style="list-style-type: none">– L'apprentissage (cordonnerie, métallurgie, textile) : 6 photographies. 1941, 1944 et s.d.– Centre d'accueil pour les jeunes sinistrés : 1 photographie. 1944. | |

- Les destructions de la guerre (immeuble, ponts, port de Boulogne) : 8 photographies. 1943-1945 et s.d.
- Décorations du travail (la nouvelle médaille du travail du graveur Louis Bazor) : 3 photographies. 1943-1944.
- Affiche pour le travail en Allemagne (la relève) : 1 photographie. s.d.
- Personnalités : 13 photographies.
 - Lebas (Jean-Baptiste), député-maire de Roubaix. 13 mai 1936.
 - Salengro (Roger) dans la réunion mixte de la commission administrative du Syndicat du textile et de l'Union départementale du Nord à la Bourse du Travail de Lille. 11 septembre 1936.
 - Le maréchal Pétain signe la Charte du Travail. 3 novembre 1941.
 - Belin, secrétaire d'État au Travail, commente la Charte du Travail à la radio. s.d.
 - Lagardelle, ministre du Travail. 27 avril 1942.
 - Lagardelle visitant la coopérative de Lens. s.d.
 - Dumoulin (Georges), nommé inspecteur général de l'Office des comités sociaux. 27 juin 1942.
 - Legay (Kléber). s.d.
 - Lecoœur (Auguste), sous-secrétaire d'État à la Production industrielle, section du charbon. 15 mars 1946.
 - Conseil national de la Résistance : membres. s.d.
 - Scène de la libération de Paris : la foule saluant l'entrée des troupes américaines. s.d.
 - De Gaulle avec les dockers du port de Calais. s.d.
 - Thorez (Maurice), secrétaire général du Parti communiste français. s.d.

Vins et spiritueux

Origine : achat en vente aux enchères chez Delorme & Collin du Bocage.

Importance matérielle : 17 imprimés et manuscrits, 1 brochure.

Dates extrêmes : 1860-1910.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 064 02 Publicités, correspondance.

Matériels : publicités, correspondance, vers 1860-1910.

- *Fabrique de pressoirs brevetés : avantages du pressoir Lemonnier-Jully, mécanicien à Châtillon (Côte d'Or)*, Dijon : imp. E. Jobard, s.d. : prospectus, vers 1860.
- Plainte et nouvelle commande de futs par Bergé, marchand de vins du Midi à Paris, à Huc, tonnelier à Gentilly : lettre, 1862.
- *Robinet et pompes à vin inoxydables... de J. Vigouroux...*, Nîmes, Montpellier : imp. Gras, s.d. : prospectus, années 1860.
- Hermann-Lachapelle et Ch. Glover, *Appareils... pour la fabrication de toute espèce de boissons gazeuses...* Paris : imp. Walder, s.d. : prospectus, vers 1867 ; Clichy : imp. Paul Dupont, 1875 : prospectus.
- J. Joya père & fil & C^{ie}, *Alambics et matériel de distillation*, s.l. [Grenoble], 1910, 40 p. : brochure.

Boissons : recettes, publicités, tarifs, correspondance, XIX^e siècle.

- Ratafia à la fleur d'oranger, recette de Darmagnac père, s.d. : recette manuscrite, fin XVIII^e-début XIX^e siècle.
- Picou Jeune, distillateur à Saint-Denis (Seine), vente d'absinthes, d'appareils de condensation et de liqueurs : prospectus, 1858.
- Routier-Dumesnil, inventeur à Flers (Orne), *Le Secret d'une boisson alimentaire, nourrissante et très-saine*, Flers : Typographie Folloppé, 1863 : prospectus.
- Paul Buey & C^{ie}, propriétaires vinicoles à Valréas (Vaucluse), *Souscription générale aux vins de la récolte de 1866... de la côte du Rhône*, Nyons : imp. Bonnardel, 1866 : prospectus.
- Paul Buey & C^{ie}, propriétaires vinicoles à Valréas (Vaucluse), *Souscription générale aux vins de la récolte de 1870... de la côte du Rhône*, s.l., 1871 : prospectus.
- H. Rouch, propriétaire & négociant à Bordeaux (Gironde), *Prix courant n°16, Vins, spiritueux & liqueurs*, Montdidier : imp. A. Radenez, s.d. : tarif, années 1870.
- Analyse d'un échantillon de vin par le pharmacien major du 7^e régiment de dragons, Versailles, 1875.
- Maison A^{ne} Azalbert, Narbonne (Aude), *Prix-courants*, Toulouse : Impr. Sirven, 1877.

- Grand restaurant de l'Industrie, 2 boulevard de Strasbourg, *Déjeuners et diners*, Paris : Imp. A. Michels, s.d. : tarifs des menus, années 1870-1880.
 - *Soins à donner aux vins vieux*, s.d. : notice d'accompagnement d'expédition de vins, XIX^e siècle.
 - Paiement par M^e Faure, notaire à Cholet de factures de Boré-Fortuné, propriétaire de vignobles à La Pommeraye-sur-Loire et de l'Etablissement Perrau Frères, pépiniériste (vignes) à Montrevault : 2 lettres sur papier à en-tête, 1904.
- 17 imprimés et manuscrits, papiers à en-tête ; 1 brochure.

18..-1910

Documentation et manuscrits¹²⁹

(classement par ordre alphabétique des thématiques)

Calculateur du commerçant

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : s.d.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 165/1 MESLIER (R.), *Le calculateur du parfait commerçant*, Paris.

s.d.

Condition des ouvriers (*Rerum novarum*)

Historique¹³⁰ : Vincenzo Gioacchino Pecci, ordonné prêtre en 1837, devient archevêque de Pérouse (1846-1877), puis évêque de Rome sous le nom de Léon XIII (1878-1903). Il publie notamment deux encycliques majeures, à savoir *Au milieu des sollicitudes* (1892), par laquelle il invite les français catholiques à rallier la cause de la République, et *Rerum novarum* (1892), document fondateur de « l'Église sociale », mouvement d'engagement des catholiques au sein du mouvement ouvrier.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1892.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 057/1 *La condition des ouvriers RERUM NOVARUM* : lettre encyclique de notre très Saint-Père le pape Léon XIII, brochure en français publiée au Puy, 37 pages.

1892

Fabriques de tabac

Notice historique : Très intéressant manuscrit qui, au sortir de l'Empire, critique très violemment le monopole du tabac, et ses supposés effets pervers sur la qualité servie au consommateur, l'activité des firmes, etc. En effet, Napoléon avait rétabli en 1810 le monopole d'État sur le tabac, supprimé en 1791, et demandait aux préfets de relancer la culture. Il escomptait 80 millions de recettes annuelles, ce qui s'avéra très optimiste : en 1814, les onze manufactures impériales traitaient seulement 10 000 tonnes par an. L'auteur anonyme du rapport se montre parfaitement opposé à toute forme de monopole commercial, et il développe les arguments classiques qui seront ceux des partisans de la liberté industrielle et commerciale.

Origine : achat par les Archives nationales du monde du travail à la librairie historique Clavreuil (Paris, 6^e) en 2008.

Importance matérielle : 1 pièce estampillée.

Dates extrêmes : s.d. (vers 1816).

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

¹²⁹ Les publications internes ou externes des entreprises ou associations sont classées dans la partie « Papiers et petits fonds », classée par ordre alphabétique des producteurs.

¹³⁰ Source : Encyclopédie universalis, Larousse.

Flotteurs de bois sur l'Yonne

Notice historique : Le flottage du bois apparaît au XVI^e siècle. L'Yonne, particulièrement sollicitée afin d'acheminer du bois de chauffe à Paris, devient un axe de communication majeur lorsque Jean Rouvet conçoit un système de barrages permettant d'acheminer le bois du Morvan à Paris à partir du milieu du XVI^e siècle. Grâce à ce système, l'Yonne voit passer sur son cours près de 90 % du bois consommé à Paris au début du XIX^e siècle.

Cependant, la mise en eau du canal de Nivernais, au milieu du XIX^e siècle, amorce le déclin du flottage sur bois, qui disparaît au tournant du XX^e siècle, corrélativement à l'utilisation croissante du charbon.

Origine : achat en novembre 2010 à la Librairie Devaux à Moulins (Allier) – propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 brochure.

Dates extrêmes : 1911.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

- 2002 026 114/3** Grève des flotteurs sur l'Yonne aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, par Paul Cornu.
Nevers, *Cahiers du Centre*, plaquette in-12 carré, édition originale, 43 pages, broché.
1911.

Forges sous l'Ancien Régime (mémoire et plans)

Origine : achat des Archives nationales auprès de la Maison Grolée le 4 mars 1984 sous le numéro 3216 (cote primitive : 101 AQ 8 aujourd'hui supprimée).

Importance matérielle : 1 registre.

Dates extrêmes : 1769.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Isabelle Brot, avec complément par Françoise Bosman.

- 2002 026 123** « Mémoires et plans concernant les fourneaux, forges, fabriques d'acier et fonderies de cuivre du Berry, du Nivernois, du Dauphiné, de la Savoye, du Piémont, de Carinthie, de Styrie, d'Autriche, de Bavière et du Tirol » par les sieurs d'Angenoust et de Wendel, capitaines au corps royal de l'artillerie : mentions des propriétaires, des gisements de matières premières, des fabrications, ainsi que des procédés et techniques de travail.
96 pages, relié, 8 planches couleur remarquables avec leurs explicatifs. 1769.

Il semble que ce rapport ait été demandé par Choiseul qui avait ordonné en 1768 à Ignace de Wendel « de parcourir les forges du Royaume et même de l'étranger » pour se parfaire dans l'art des fabrications. L'original du rapport adressé à Choiseul devait être relié luxueusement (R. Sédillot, La Maison de Wendel de 1704 à nos jours, Paris, 1958, pages 80-81).

Grève de mineurs à l'avènement de Napoléon III

Notice historique : En 1852, Rive-de-Gier est le plus grand centre d'exploitation houillère de France. Dès 1844, une période d'agitation sociale s'y installe, provoquée par un projet de fusion des exploitations du bassin de la Loire ; en réaction, les ouvriers se coalisent, craignant ce monopole. Le « trust » est pourtant réalisé en 1845, date à laquelle la Compagnie des mines de la Loire naît de la fusion de la Compagnie générale des mines de la Loire et de la Compagnie des houillères de Saint-Étienne. La nouvelle Compagnie réalise alors plus de 85 % de l'extraction du bassin, soit 25 % de l'extraction française.

Après le coup d'État du 2 décembre 1851, qui porte Napoléon III (1852-1870) au pouvoir, les mineurs de Rive-de-Gier désirent profiter de ce nouveau pouvoir afin de faire entendre leur cause. En grève à partir de mai 1852,

ils envoient une pétition à Paris dénonçant le trust de la Compagnie et s'indignant de leur rémunération. Ils obtiennent gain de cause en octobre 1852, lorsque Napoléon III décide d'interdire les réunions de concessions sans autorisation. Ce processus aboutit, le 17 octobre 1854, à la scission de la Compagnie en 4 sociétés anonymes.

Origine : achat des Archives nationales du monde du travail en 2011.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1954.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 148/1 GOSSEZ (R.)¹³¹, *Une grève de mineurs à l'avènement de Napoléon III*, Paris, imprimerie nationale, 1954.

1954

Grèves

Notice historique : En France, la loi Le Chapelier de 1791 instaure un délit de coalition. Ce délit est aboli par la loi Ollivier du 25 mai 1864, qui instaure, par la même occasion, le droit de grève ; cette loi doit son nom à Émile Ollivier (1825-1913), rapporteur de la loi.

Origine : achats effectués par les ANMT en 2007, 2008 et 2009.

Importance matérielle : un carton à dessin d'extraits de journaux.

Dates extrêmes : 1876-1936.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 093 Extraits de journaux relatant des grèves dans toutes les professions.

1876, 1878, 1884, 1886-1887,
1890-1891, 1893, 1898, 1900-1911,
1925, 1927, 1930, 1936

- L'Illustration
- Le Journal
- Le Journal illustré
- Le Monde illustré
- Le Pèlerin
- Le Petit Journal
- Le Petit Parisien
- La République illustrée
- La Vie illustrée

Gymnastique

Origine : achat de la Direction des Archives de France pour les ANMT en 2009, propriété de l'État.

Importance matérielle : 1 album relié avec dessins en couleur.

Dates extrêmes : XIX^e siècle (environ 1860).

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 098 Manuscrit de gymnastique du XIX^e siècle : kallisthénie et gymnastique. Grand in-4 de 61 feuillets, demi-veau fauve 2P, dos à nerfs orné, pièce de titre de maroquin rouge.

1860

Ce manuscrit de leçons collectives de culture physique commandé par la voix se présente sous la forme de 40 exercices au sol avec des haltères, des barres de fer et des massues. L'auteur se réclame d'Hippolyte Triat (1813-1881), précurseur en France de la culture physique avec haltères et de la gymnastique orthopédique. Les exercices du manuscrit se présentent sur deux feuillets en vis-à-vis : à gauche, la description précise des mouvements à accomplir, accompagnée de schémas, et à droite les commentaires sur les mêmes mouvements.

¹³¹ Attaché de recherches.

Outre les très nombreux schémas, le manuscrit est illustré de 9 dessins à la plume sur 6 feuillets (représentant la Vénus de Médicis, Antinoüs, un gladiateur, l'Hercule Farnèse), et d'un dessin, plume et aquarelle sur papier millimétré, représentant le gymnasium d'Éphèse, ainsi que de 4 pages de musique (différentes sonneries et marches). Ex-libris manuscrit sur le titre « de Férussac 1895 ».

Loi sur le commerce des eaux de vie dans le Pas-de-Calais

Origine : achat chez La poste d'autrefois (Paris).

Importance matérielle : 1 imprimé.

Dates extrêmes : 1791.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 073 01 *Loi relative au commerce des eaux de vie dans le département du Pas-de-Calais, [Toulon :] imprimerie Mallard.*

Décret de l'Assemblée nationale, 12 février 1791 ; loi du 18 février : les droits d'octroi sont abrogés, les eaux-de-vie seront en vente libre et de nouveaux droits pourront être perçus au profit des communes.

De l'imprimerie de Mallard, Imprimeur du Roi & du Département du Var, 4 p. ; vignette : gravure sur bois.

Numérisé.

1791

Officiel de la couleur des industries de la mode (L')

Notice historique : *L'Officiel de la couleur des industries de la mode* est une revue trimestrielle. Elle publie en septembre les couleurs de printemps, en novembre les couleurs de l'été, en mars les couleurs d'automne, en juin les couleurs d'hiver. Cette revue est rehaussée de couleurs originales, apposées manuellement, dans un souci d'exactitude et d'esthétique.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 1939-1940.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman. Complété par Simon Vérove.

2002 026 047/2 *L'Officiel de la couleur des industries de la mode* : planches de dessins et d'échantillons de tissus assortis, publication trimestrielle. Hiver 1939-1940, printemps-été-automne 1940.

1939-1940

Ouvriers industriels

Origine : don de Françoise Bosman aux ANMT en 2006.

Importance matérielle : 1 pièce.

Dates extrêmes : 2006.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échus).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 092 Œuvre de François Bon (texte) et Mélik Ouzani (dessins) en hommage aux ouvriers du labeur et à l'Imprimerie nationale : tirage noir et blanc de 1 600 exemplaires pour le 48e Congrès confédéral de la CGT à Lille.

24-28 avril 2006

Pont levant de Brest

Notice historique : Le pont de Recouvrance, inauguré en 1954, enjambe le fleuve Penfeld, à Brest (Finistère). Ses pylônes, hauts de 70 mètres, en font le plus haut pont levant d'Europe au moment de sa construction.

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 1 unité documentaire.

Dates extrêmes : 1954.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 173/1

Télémechanique électrique, *Le pont levant de Brest*, bulletin n°61, 1954.

Secrétariat

Origine : fonds en déshérence.

Importance matérielle : 2 unités documentaires.

Dates extrêmes : 1973.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Sébastien Dobrowolski, sous la direction de Gersende Piernas. Complété par Simon Vérove.

2002 026 182/1-2 *Secrétaires d'aujourd'hui* : périodique mensuel.

1973

1 N°170, janvier 1973.

2 N°171, février 1973.

Sociétés populaires

Notice historique : Les sociétés populaires sont des clubs politiques formés durant la Révolution française (1789-1799). Elles donnent lieu à des débats, souvent passionnés, portant sur les transformations politiques en cours. La plus célèbre d'entre elles est la Société des amis de la constitution, surnommée « club des Jacobins ». Groupe d'opinion et de pression, cette société, créée en 1789, est particulièrement influente pendant la période durant laquelle la Convention nationale (1792-1795) est dominée par le groupe des « montagnards », c'est-à-dire du printemps 1793 à l'été 1794. La chute de son principal représentant politique, Maximilien de Robespierre, le 27 juillet 1794, entraîne la fin du club des Jacobins en novembre de la même année.

Origine : achat en mars 2011 à la Librairie historique Clavreuil-Teissèdre à Paris – propriété de l'État.

Importance matérielle : 12 pages déreliées estampillées.

Dates extrêmes : 1791.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

2002 026 115

Rapport sur les sociétés populaires, par M. Le Chapelier fait au nom de l'ancien comité de constitution.

Paris, Imprimerie nationale, in-8, 12 pages déreliées, imprimé par ordre de l'Assemblée nationale constituante.

1791

Statistique graphique

Origine : achat par les ANMT à la librairie ancienne Gaston Saffroy à Paris le 13 avril 2011. Il s'agit de publications ayant fait l'objet d'une large diffusion.

Importance matérielle : 4 registres.

Dates extrêmes : 1781-1883 et 1894.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Françoise Bosman.

Ministère des Travaux publics, Direction des cartes, plans et archives de la statistique graphique. Albums de statistique graphique : chemin de fer, routes, navigation intérieure. Collection de notices et de planches dépliantes en couleurs, figurant les courants de circulation des voyageurs et des marchandises sur les voies de communication : tonnage, mouvements des combustibles, cabotage, mouvement maritime, chemins de fer, tramways, routes nationales, etc. Paris, Imprimerie nationale.

2002 026 135/1 Album de juillet 1881.

2002 026 135/2 Album de 1883.

2002 026 135/3 Album de 1884.

2002 026 135/4 Album de 1894.

Théorie de la soierie

Origine : achat en vente aux enchères.

Importance matérielle : 1 manuscrit.

Dates extrêmes : fin XIX^e siècle.

Communicabilité : libre (délais du Code du patrimoine échu).

Inventaire : Martine Le Roc'h Morgère.

2013 082 01 *Théorie de la soierie* : cahier de cours manuscrit par P. Schulz.
p.1-25 *Principes de fabrication* illustrés de schémas à l'encre, d'un tableau et d'un schéma imprimé contrecollés.
p.[29]-39 *Première série*
p.40-48 *Deuxième série*
p.49-62 *Troisième série*
p.63-74 *Quatrième série*
p.75-90 *Cinquième série*
p.[91]-97 *Sixième série. Étoffes pour voitures.*
p.98-114 *Septième série. Façonnés lancés.*
p.115-227 *Huitième série. Étoffes Gros Grain.*
p.228-249 *Neuvième série. Broderies.*
p.250-267 *Dixième série. Satins.*
p.268-290 *Onzième série. Meubles.*
p.291-301 *Douzième série. Ornaments d'église.*
p.302-319 *Treizième série. Velours unis.*
p.320-344 *Quatorzième série. Velours façonnés.*
p.345-348 *Quinzième série. Cachemire.*
Dispositions de taffetas, popelines, failles, crêpes de Chine, satins, reps, velours... avec échantillons et maquettes de trames contrecollés.
p.349-369 *Seizième série. Gazes.*
p.370-376 *Dix-septième série. Cordons de rubans.*
p.377-386 *Composition d'étoffes.*
p.387-398 *Supplément.*
Avec échantillons et maquettes de trames contrecollés + schémas encre et aquarelle grand format.
Registre, 316 p., env. 45 x 32 x 5 cm ; relié 1/2 chagrin vert, dos à nerfs orné de caissons à froid, titre doré sur le dos.
Manuscrit réglé, paginé 1-118, 219-398.
Numérisé.

fin XIX^e siècle

ANNEXE

Liste des cotes

Note :

Sont reprises dans ce tableau la totalité des cotes décrites dans le présent instrument de recherche.

** Entre 2017 et 2018, a existé une cotation en 2017_000 et 2018_000 (correspondant aux pièces isolées entrées ces années), à laquelle s'est substituée en 2018 la nouvelle série PI.*

1995_039_M0001

2002_026_001-026

2002_026_028-083

2002_026_085-112

2002_026_114-135

2002_026_137-173

2002_026_175-179

2002_026_181-183

2006_067_M0001

2013_008

2013_034

2013_042

2013_062-065

2013_073

2013_080-082

2013_088-089

2014_022

2014_025

2014_051

2014_069

2014_075-076

2015_008

2015_010-011

2015_026

2015_034

2015_048

2015_057

2015_062

2016_047

2016_053

2016_059

PI_0001 (ex 2017_000_01)

PI_0003 (ex 2017_000_03)

PI_0006 (ex 2017_000_06)

PI_0009-0010 (ex 2017_000_09-10)

PI_0013 (ex 2017_000_13)

PI_0015 (ex 2017_000_15)

PI_0017 (ex 2017_000_17)
PI_0021_5-6 (ex 2017_000_21)
PI_0022 (ex 2017_000_22)
PI_0026 (ex 2017_000_26)
PI_0028-0029 (ex 2018_000_01 et 02)
PI_0031
PI_0033-0034

TABLE DES MATIÈRES

FICHE D'IDENTIFICATION.....	2
INTRODUCTION.....	3
TABLE DES SIGLES.....	4
CORPS DU RÉPERTOIRE.....	6
Papiers et petits fonds.....	6
<i>Aciéries Au soleil.....</i>	<i>6</i>
<i>Ardoisières du Plessix, Coësmes (Ille-et-Vilaine).....</i>	<i>6</i>
<i>Association des comités d'entreprises de Nantes et région.....</i>	<i>7</i>
<i>Association française de la mécanographie (1947-1970) puis Association française des informaticiens (1970-1990), 54 rue Saint-Lazare, Paris (9^e).....</i>	<i>7</i>
<i>Association professionnelle belge des journalistes sportifs.....</i>	<i>8</i>
<i>Association technique pour l'utilisation du lin, Centre de recherches des industries linières et Fédération nationale des coopératives linières.....</i>	<i>9</i>
<i>Ateliers et chantiers de France (Dunkerque).....</i>	<i>9</i>
<i>Ateliers de construction J. Longtain, Verviers (Belgique).....</i>	<i>9</i>
<i>Ateliers de constructions Fernand Maton.....</i>	<i>10</i>
<i>Ateliers de construction Tennerie.....</i>	<i>10</i>
<i>Ateliers mécaniques du Douaisis.....</i>	<i>10</i>
<i>AXA France.....</i>	<i>10</i>
<i>Bahans (Pierre), négociant en tissus à Bordeaux.....</i>	<i>11</i>
<i>Baltard (Victor).....</i>	<i>12</i>
<i>Banque de France (contentieux).....</i>	<i>12</i>
<i>Banque nationale pour le commerce et l'industrie.....</i>	<i>12</i>
<i>Banque Perregaux-Laffitte et cie.....</i>	<i>13</i>
<i>Béghin-Say, papeterie de Corbehem.....</i>	<i>13</i>
<i>Béghin-Say, service agronomique, Le petit Versailles, Thumeries (Nord).....</i>	<i>14</i>
<i>Béjà (Maurice), cadre chez Péchiney.....</i>	<i>14</i>
<i>Belle jardinière.....</i>	<i>14</i>
<i>Berthelot (Daniel), savant.....</i>	<i>15</i>
<i>Blot (Henri), militant syndical CGTU et CGT, militant PCF, résistant, mort en déportation.....</i>	<i>16</i>
<i>Bossut (Marcel), dessinateur-projeteur au Peignage Amédée Prouvost, rue de Cartigny à Roubaix (Nord).....</i>	<i>16</i>
<i>Botton (René), ouvrier diamantaire.....</i>	<i>17</i>
<i>Boulangerie Fritz, 75 rue de l'Amiral Courbet à Croix (Nord).....</i>	<i>19</i>
<i>Boulangerie-pâtisserie Montagne, 22 grande rue à Roubaix (Nord).....</i>	<i>19</i>
<i>Bridier (Louis), secrétaire de Charles-Aimé de Lesseps.....</i>	<i>19</i>
<i>Briqueterie Vairet-Baudot.....</i>	<i>21</i>
<i>Caisse des comptes courants.....</i>	<i>21</i>
<i>Caisse générale du commerce et de l'industrie.....</i>	<i>21</i>
<i>Canto et compagnie, matériaux de construction – 128, rue des Ogiers, Croix (Nord).....</i>	<i>22</i>
<i>Célestin Montcocol (société anonyme).....</i>	<i>22</i>
<i>Centrale d'achat et mutuelle des instituteurs de France (CAMIF) à Niort (Deux-Sèvres).....</i>	<i>23</i>
<i>Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme puis Centre d'histoire sociale du XX^e siècle.....</i>	<i>23</i>
<i>Centre école d'agents de maîtrise du textile de l'Est.....</i>	<i>25</i>
<i>Chambre syndicale des chocolatiers, confiseurs, biscuitiers et pain d'épiciers du Nord de la France.....</i>	<i>25</i>
<i>Chambre syndicale des entrepreneurs de construction métallique de France.....</i>	<i>26</i>
<i>Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCRA), secteur Nord.....</i>	<i>26</i>
<i>Charbonnages de La Chapelle, 193 boulevard Malesherbes, Paris (17^e).....</i>	<i>27</i>
<i>Cinéma Le Colisée, Roubaix (Nord).....</i>	<i>27</i>
<i>Cinéma Valenz, Valenciennes (Nord).....</i>	<i>27</i>
<i>Citroën (André).....</i>	<i>27</i>
<i>Cokerie de Carling (Houillères du bassin de Lorraine).....</i>	<i>28</i>
<i>Comédie française, Paris (1^{er}).....</i>	<i>29</i>
<i>Communauté Emmaüs Fraternité de Poitiers.....</i>	<i>29</i>
<i>Compagnie anonyme des mines du Kef-Oum-Theboul, province de Constantine (Algérie).....</i>	<i>30</i>
<i>Compagnie civile Le Progrès.....</i>	<i>30</i>

Compagnie des fonderies et forges d'Alais, Alès (Gard).....	31
Compagnie des forges de Châtillon et Commentry, Allier.....	31
Compagnie des messageries maritimes.....	31
Compagnie des mines de charbon d'Anzin.....	32
Compagnie des tramways électriques de Lille et sa banlieue.....	32
Compagnie des transporteurs Simplex.....	33
Compagnie du chemin de fer d'Orléans à Bordeaux, section Orléans-Tours.....	33
Compagnie du chemin de fer de Paris à Orsay.....	33
Compagnie du chemin de fer de Paris à Sceaux.....	34
Compagnie du chemin de fer du Centre.....	34
Compagnie du chemin de fer du Nord.....	34
Compagnie électromécanique (CEM).....	35
Compagnie française des produits chimiques et matières colorantes de Saint-Clair-du-Rhône.....	35
Compagnie générale transatlantique.....	35
Compagnie universelle du canal maritime de Suez.....	36
Coopérateurs de Flandre et d'Artois (Les) (CFA), 3 route de Bergues à Coudekerque-Branche (Nord)	36
Comptoir de l'industrie textile de France.....	37
Comptoir national d'escompte de Paris.....	37
Comptoir des textiles artificiels.....	37
Confédération française démocratique du travail (CFDT).....	38
Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).....	39
Confédération générale des cadres.....	39
Confédération générale du travail.....	40
Confédération générale du travail – Force ouvrière.....	40
Conseil national du patronat français (CNPF).....	41
Coopérative ouvrière de consommation L'Avenir, Roncq (Nord).....	42
Copin de Miribel (famille).....	42
De Neuflize et cie.....	44
Dentellière anonyme à Dieppe (Ancien Régime).....	44
Dorchies (Louis), maraîcher à Loos (Nord).....	44
Douay (Jean-François), marchand-libraire, Amiens.....	45
Duhamiaux (Michel), président-directeur-général des Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais.....	45
École du service électrique et de la signalisation de la SNCF à Toulouse.....	46
École impériale des Ponts-et-Chaussées.....	46
École industrielle et commerciale de Tourcoing (Nord).....	46
École nationale des arts industriels puis École nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix (Nord).....	46
Édouard Dubied et cie S. A., Neuchâtel (Suisse).....	47
Électricité de France, centrale thermique de Chevire (Loire-Atlantique).....	47
Egyptian commercial and trading company limited.....	48
Entreprise Jackson et Delbar.....	48
Entreprise non identifiée (début XIX ^e siècle).....	49
Établissements Agache Fils, S. A. de Pérenchies.....	49
Établissements Antoine Besson (EAB), ingénieur civil des mines, 96 rue d'Amsterdam à Paris (9 ^e).....	50
Établissements Carel Fouché et cie.....	50
Établissements Crespel.....	50
Établissements Degrave et Prouvost, usine du coq français.....	51
Établissements Delattre et Frouard réunis, société anonyme de boulonnerie.....	51
Établissements Désiré Leurent, filature de lin de Roncq (Nord).....	51
Établissements E. Touron, filature saint-quentinoise (Aisne).....	52
Établissements Grunberg, Léon et cie.....	52
Établissements Japy frères, Beaucourt (Territoire de Belfort).....	53
Fédération féministe, union de syndicats professionnels de femmes.....	53
Fils de Lefèvre Frères (Les), entreprise de sondages à Quiévrechain (Nord).....	53
Fives-Lille-Cail – comité d'établissement de l'usine de Givors.....	54
Flambo.....	55
Fonderie Dussoreaux et Grare, Caudebec-les-Elbeuf (Seine-Inférieure).....	55
Forges de la Caillaudière et de Bauché.....	55
Forges de Vulcain.....	56
Française de mécanique.....	56
French union training methods group, mission d'information ouvrière et d'études syndicales aux États-Unis du 12 août au 23 septembre 1950.....	57
Galet (Marceau), ouvrier chaudronnier sur cuivre et inox.....	58
GEC Alsthom transport.....	58
Groupe Valoutil – Paul Petiau.....	58
Guien (Charles), négociant à Smyrne sous l'Ancien Régime.....	59
Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais.....	59

<i>Houlès frères, négociants drapiers à Mazamet (Tarn)</i>	59
<i>International Watch Co. Schaffhausen, montres de luxe</i>	61
<i>Interprofessionnelle de la région de Roubaix-Tourcoing et environs (Nord)</i>	61
<i>Jeunesse ouvrière chrétienne</i>	61
<i>L'écho des métallos et Force (journaux)</i>	63
<i>Labrosse (Auguste-Félix et Suzanne)</i>	63
<i>Lahirigoyen, banquier bayonnais</i>	64
<i>Leclercq-Dupire</i>	64
<i>Lederman (Charles), avocat, résistant</i>	64
<i>Lefebvre (Anne-Sophie)</i>	65
<i>Lefèvre-Utile</i>	65
<i>Leman (Jules et Pierre), entreprise de construction automobile Jules Lemman</i>	65
<i>Lenglard et Carpentier sœurs, négociants lillois en dentelle</i>	66
<i>et M. Lenglard, raffineur et négociant lillois en sucre</i>	66
<i>Liger et Lantoin, garagiste négociant en automobile Modern Garage</i>	66
<i>Lorthiois-Leurent & Fils</i>	66
<i>Maison Fremaux père et fils, groupe Fremaux – Yves Delorme, tissage de lin et linge de maison près de Lille (Nord)</i>	67
<i>Maison Montens, commerce de tissus, 59 bis boulevard de la République à Saint-Cloud (Seine)</i>	68
<i>Mallet frères et cie</i>	68
<i>Manufacture lyonnaise de matière colorantes</i>	68
<i>Manufacture royale d'Aubenas (Ardèche)</i>	68
<i>Manufactures de l'arrondissement de Vouziers (Ardennes), travail des enfants</i>	75
<i>Manutention mécanique Krol</i>	75
<i>Marchand de vins anonyme à Beaune (Cote-d'Or) (Ancien Régime)</i>	76
<i>Materna – Prenatal, industrie textile</i>	76
<i>Mines d'argent d'Allevard (Isère) (Ancien Régime et Révolution)</i>	77
<i>Mines d'asphalte de Seyssel-Pyrimont (Ain)</i>	77
<i>Mines de charbon et de fer de Ganges (Hérault)</i>	78
<i>Mines de houille de Chalonnès (Maine-et-Loire)</i>	78
<i>Mines de plomb argentique de Bahours (Lozère)</i>	79
<i>Mines, usines et salines d'Alsace-Lorraine</i>	79
<i>Moncigny J.</i>	80
<i>Mouchet Michel, médecin, châtelain de Boège (Haute-Savoie) (Ancien Régime)</i>	80
<i>Muron (Jeanne), couturière</i>	81
<i>Nationale-Vie (La)</i>	81
<i>Négociant anonyme à Bordeaux</i>	82
<i>Négociant anonyme à Lorient (Morbihan) (Ancien Régime)</i>	82
<i>Négociant anonyme à Menton (Alpes-Maritimes)</i>	82
<i>Négociant anonyme à Paris (Ancien Régime)</i>	83
<i>Nicolas, vente de vins aux particuliers</i>	83
<i>Ouvrier anonyme (XX^e siècle)</i>	84
<i>Pagnard Abel</i>	84
<i>Paris-Match (visite d'Élisabeth II d'Angleterre à Lille et à Roubaix)</i>	84
<i>Pierre Bousquet & fils & cie, négociants à Agde (Hérault)</i>	85
<i>Sandra Porter, lutteuse française professionnelle</i>	86
<i>Porter France S. A., division Marpent</i>	87
<i>Porteurs de charbon de Lille</i>	87
<i>Raillard (Michel), PDG des Établissements Caulliez-Delaoutre</i>	87
<i>Renault, puis Renault fils, droguistes, rue Dauphine, Paris</i>	88
<i>Renault-Billancourt – comité d'entreprise</i>	88
<i>Rhodiacéta</i>	89
<i>Richard-de-Bas, moulin à papier</i>	89
<i>Santrot Frères, tannerie-carroierie à Bellac (Haute-Vienne)</i>	89
<i>Sartel, filature de coton à Wattrelos (Nord)</i>	90
<i>Seguin (Paul)</i>	90
<i>Seiller (François), marchand de tissus à Tours (Ancien Régime)</i>	90
<i>Service d'information des textiles artificiels et synthétiques</i>	91
<i>SNFA, Valenciennes (Nord)</i>	91
<i>Société alsacienne de constructions mécaniques SACM</i>	91
<i>Société anonyme civile des producteurs de fromages de Roquefort</i>	92
<i>Société anonyme d'appareillage blindé</i>	92
<i>Société anonyme des ateliers d'aviation Louis Breguet</i>	92
<i>Société Boléro, Paris</i>	93
<i>Société coopérative de consommation de Strasbourg (Alsace)</i>	94
<i>Société coopérative des mines d'Anzin (Nord)</i>	94
<i>Société (ou Caisse) de secours mutuel des ouvriers et employés de la Compagnie des mines d'Ostricourt</i>	94

<i>Société d'édition pour la mécanique et la machine-outil</i>	95
<i>Société des aciéries de Longwy</i>	95
<i>Société des hauts-fourneaux et forges d'Allevard, Isère</i>	95
<i>Société des minières et des fonderies de fer de Wimille et Marquise, arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)</i>	96
<i>Société générale</i>	96
<i>Société générale technique (SOGETEC)</i>	97
<i>Société Gillet-Thaon – usine Sander, blanchiment, teinture et apprêt à Haubourdin (Nord)</i>	97
<i>Société Harding Cocker, Lille</i>	97
<i>Société industrielle des procédés Loth (SIPL), 20 avenue Kléber à Paris</i>	98
<i>Société L. Bonvoisin</i>	99
<i>Société nationale des chemins de fer français</i>	99
<i>Société nationale de vente des surplus (comité central d'entreprise)</i>	99
<i>Société norvégienne de l'azote</i>	100
<i>Société nouvelle bonneterie des hautes voies</i>	100
<i>Société Oldham Hawker, Arras (Pas-de-Calais)</i>	101
<i>Société Remington typewriter company</i>	101
<i>Société Yougs</i>	101
<i>Staübli – comité d'entreprise</i>	102
<i>Steinès (Alphonse), journaliste sportif</i>	102
<i>Stevens (Alphonse), architecte</i>	103
<i>Syndicat national autonome du personnel des préfectures</i>	103
<i>Syndicat des marins-pêcheurs L'Entente fraternelle, 15 rue Napoléon, Les Sables-d'Olonne (Vendée)</i>	104
<i>Tissus AGP lainages et soieries</i>	104
<i>Union régionale de Scop entreprises</i>	104
<i>Union sportive tourquennoise</i>	105
<i>Usine Hannart Frères, Wasquehal (Nord)</i>	105
<i>Usines Moenus société anonyme</i>	106
<i>Vavasseur (Monique), domestique à Paris</i>	106
<i>Vermeersh (Henri), médecin et Delaunay (P.), kinésithérapeute, Tourcoing</i>	106
<i>Warnet père et fils, société de broderie mécanique – Bohain (Aisne)</i>	107
<i>Zehner (Thérèse), militante du Mouvement de libération ouvrière (MLO)</i>	108
Collections et ensembles thématiques	110
<i>Actions</i>	110
<i>Aérostation</i>	110
<i>Agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing</i>	112
<i>Angleterre (journaux personnels anonymes)</i>	113
<i>Aviation</i>	113
<i>Cheval</i>	114
<i>Charte du travail</i>	115
<i>Chaumont (Haute-Marne)</i>	116
<i>Chemins de fer français</i>	116
<i>Comités d'entreprise</i>	117
<i>Compagnies minières</i>	119
<i>Convention collective nationale des industries de l'habillement</i>	120
<i>Enseignement technique</i>	121
<i>Exposition universelle de 1889 (brochures imprimées)</i>	121
<i>Farine et pain</i>	123
<i>Femmes au travail</i>	123
<i>Histoire mutualiste du Pas-de-Calais</i>	124
<i>Industrie textile</i>	124
<i>Krasucki (Henri), militant de la CGT et du PCF</i>	125
<i>Livrets d'accueil d'entreprises</i>	125
<i>Livrets ouvriers – Livret militaire</i>	126
<i>Loi sur les sucres de 1886</i>	127
<i>Manufactures de tabacs</i>	128
<i>Mineurs d'Anzin</i>	128
<i>Napoléon III et les chemins de fer</i>	129
<i>Obligations (France, Brésil et Russie)</i>	129
<i>Roubaix</i>	130
<i>Révolution française</i>	131
<i>Secours et comptabilité publique</i>	132
<i>Travail durant la Seconde Guerre mondiale</i>	132
<i>Vins et spiritueux</i>	133
Documentation et manuscrits	135
<i>Calculateur du commerçant</i>	135
<i>Condition des ouvriers (Rerum novarum)</i>	135

<i>Fabriques de tabac.....</i>	<i>135</i>
<i>Flotteurs de bois sur l'Yonne.....</i>	<i>136</i>
<i>Forges sous l'Ancien Régime (mémoire et plans).....</i>	<i>136</i>
<i>Grève de mineurs à l'avènement de Napoléon III.....</i>	<i>136</i>
<i>Grèves.....</i>	<i>137</i>
<i>Gymnastique.....</i>	<i>137</i>
<i>Loi sur le commerce des eaux de vie dans le Pas-de-Calais.....</i>	<i>138</i>
<i>Officiel de la couleur des industries de la mode (L').....</i>	<i>138</i>
<i>Ouvriers industriels.....</i>	<i>138</i>
<i>Pont levant de Brest.....</i>	<i>139</i>
<i>Secrétariat.....</i>	<i>139</i>
<i>Sociétés populaires.....</i>	<i>139</i>
<i>Statistique graphique.....</i>	<i>139</i>
<i>Théorie de la soierie.....</i>	<i>140</i>
ANNEXE.....	141
Liste des cotes.....	141